

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR

KARL-XAVIER THOMAS

« *UN POUR TOUS.*  
LES ASPIRATIONS DÉMOCRATIQUES DES LEADERS ÉTUDIANTS DE  
L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE  
MONTREAL, 1958-1969 »

DÉCEMBRE 2002

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## REMERCIEMENTS

En premier lieu, je tiens à remercier chaleureusement mes parents qui m'ont véritablement permis de me rendre jusqu'ici. Merci, du reste, de m'avoir toujours laissé juste assez de liberté pour développer ma créativité et mon autonomie, de m'avoir fait comprendre que le sens critique n'est pas qu'un outil académique d'analyse, mais un radar à utiliser dans la vie quotidienne. Mille mercis à Mme Lucia Ferretti, sans qui je n'aurais pas entrepris d'études supérieures. Son grand humanisme, son sens de la collectivité, son engagement social et sa vision de la vie ont nourri ma volonté et ma persévérance depuis le jour où j'ai fait sa connaissance.

Si j'ai été le principal moteur de ce mémoire, toutes les autres parties de ma "voiture" ont été essentielles à l'accomplissement de ce voyage. Mes parents ont été mon GPS pendant mes égarements, ma suspension à la rencontre des nids de poules sur la route, mes pneus pendant la traversée : sans leur support, je n'aurais pas franchi cette étape de ma vie.

Mes directeurs, Yvan Rousseau et Lucia Ferretti, ont fait office de phares dans le brouillard et l'obscurité, d'efficace direction le long de cette route sinueuse sans garde-fous, de mécaniciens/dépanneuses lors des quelques casses moteur survenues.

Heureusement, par leur seule présence, certains m'ont fourni l'essence et la bonne musique nécessaires au bon déroulement du voyage : Titi, Bénouas, le Punk, la famille Plouck, Speed, Janyne, Pascalle, Richard, Christiane, Gaston et Paulette. Merci également aux professeurs Claude Bellavance, Yvon Laplante, Jean Roy, Serge Cantin et Georges Massé pour leur écoute et leurs conseils.

D'autres m'ont fourni les laissez-passer et les cartes géographiques du parcours : Guy Trépanier du Centre d'études québécoises de la bibliothèque de l'UQTR, de même que Denis Plante, des Archives de l'Université de Montréal. Je tiens à les remercier pour leur aide. Finalement, je voudrais remercier la Fondation de l'UQTR ainsi que le syndicat des professeurs pour leur soutien financier.

## RESUME

Cette recherche propose de rendre compte des changements significatifs qui surviennent au sein de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) entre la fin des années 1950 et la fin de la décennie 1960. Dans un contexte de changement dans la société québécoise, les leaders étudiants commencent par suivre la vague de la Révolution tranquille et fondent beaucoup d'espoir sur les forces progressistes québécoises. Puis, après 1965, ils remettent de plus en plus en question le pouvoir établi, frustrés par de nombreuses attentes non-satisfaites.

Cette étude dresse en premier lieu l'analyse de la croissance de l'AGEUM entre la décennie 1950 et la première partie des années 1960. Nous y étudions le processus de technocratisation de l'association, son expansion et les changements qui marquent la période. À ce moment, l'organisme élargit son offre de services aux étudiants, croyant que cela va créer un sentiment d'appartenance des étudiants.

Par la suite, le développement de l'association semble s'essouffler. Il est fait état des problèmes internes et des rapports difficiles entre les dirigeants et les autres acteurs du milieu, alors que les responsables de l'organisme semblent incapables de se rapprocher des étudiants. L'AGEUM est paralysée par un manque d'appui de la part de ses membres, de même que par des critiques venant des autorités universitaires et de la société ambiante.

Les représentants des étudiants, engagés dans des luttes internes de l'institution, mettent l'emphasis sur la demande de cogestion de l'Université, qui prend une part très importante parmi toutes les revendications étudiantes de l'époque. Nous tentons d'illustrer la volonté que manifestent les meneurs de l'association et du *Quartier Latin* pour que les étudiants soient intégrés aux instances de décisions de l'Université de Montréal. Pour les représentants, la présence étudiante dans les hautes sphères de la décision, du développement et de la planification est une évidence que les autorités universitaires ne reconnaissent pas d'emblée.

## TABLE DES MATIERES

<i>REMERCIEMENTS</i>	<i>I</i>
<i>RÉSUMÉ</i>	<i>II</i>
<i>TABLE DES MATIÈRES</i>	<i>III</i>
<i>INTRODUCTION</i>	<i>I</i>
<i>Chapitre premier</i>	<i>4</i>
<i>Le cadre de recherche</i>	<i>4</i>
<b>1. Contexte général</b>	<b>4</b>
1.1 L'espoir d'un monde meilleur	4
1.2 La jeunesse comme catégorie sociale	6
1.3 Les mouvements étudiants et leur historiographie	8
<b>2. La problématique de recherche</b>	<b>16</b>
2.1 Les étudiants et la Révolution tranquille	16
2.2 Le processus de technocratisation	18
2.3 Les sources et le terrain d'enquête	29
<i>chapitre II</i>	<i>33</i>
<i>La croissance de l'AGEUM</i>	<i>33</i>
<b>1. Les étudiants et leur milieu</b>	<b>34</b>
<b>2. L'AGEUM jusqu'au milieu des années 1950</b>	<b>36</b>
2.1 Aux rennes de l'AGEUM	37
2.2 Les préoccupations de l'AGEUM	39
<b>3. La marche vers un nouveau statut 1956-1961</b>	<b>42</b>
3.1 Une époque de changements	43
3.2 Un idéal démocratique	47
<b>4. Les réformes</b>	<b>51</b>

4.1 Rationaliser l'organisation	55
4.2 Améliorer la participation des membres	57
<b>5. Les services aux étudiants ou la prétention d'autogestion</b>	<b>63</b>
5.1 Une acquisition d'envergure : l'« agéumisation » des machines distributrices	65
<b>chapitre III</b>	<b>69</b>
<b>Un rêve interrompu : l'AGEUM paralysée</b>	<b>69</b>
<b>1. Un vaisseau en difficulté</b>	<b>69</b>
1.1 Divisions intestines	70
1.2 Les délégués de facultés au conseil d'administration de l'AGEUM : des intermédiaires ?	77
1.3 Le problème du transfert de l'information à la masse étudiante	78
1.4 Un casse-tête pour l'exécutif : le problème de la représentativité	82
<b>2. À la recherche d'une panacée : palier le manque d'information et de communication</b>	<b>85</b>
<b>3. Bilan de la transformation de l'AGEUM</b>	<b>87</b>
3.1 L'AGEUM, un tremplin pour les leaders aux grandes ambitions	88
<b>Chapitre IV</b>	<b>93</b>
<b>Entre cogestion et consultation : la volonté de participation et d'intégration des leaders étudiants aux instances décisionnelles de l'Université de Montréal, 1960-1968</b>	<b>93</b>
<b>1. Libres, jeunes et intellectuels : légitimer sa propre intégration ou l'art de prendre sa place, (1961 - hiver 1964)</b>	<b>97</b>
1.1 Aux origines du syndicalisme étudiant	98
1.1.1 La Charte de l'étudiant universitaire et la cogestion	99
1.1.2 Le silence de la Charte civile de l'Université	100
1.2 Objectif : cogestion de l'Université et des facultés	101
1.2.1 Les commissions mixtes	101

1.2.2 Redéfinir l'Université _____	104
1.2.3 L'idéal cogestionnaire au début de 1963 _____	105
1.3 L'action au ralenti. La lenteur administrative, catalyseur de l'impatience et de la frustration _____	106
1.3.1 L'incorporation de l'AGEUM _____	107
<b>2. Hauts et bas d'un dialogue de sourds : point de vue des leaders étudiants en tentative d'intégration, (septembre 1964 - septembre 1967) _____</b>	<b>109</b>
2.1 La difficile mise en pratique du syndicalisme étudiant _____	110
2.1.1 Le Centre social, château-fort des leaders étudiants _____	111
2.1.2 Les appuis : des outils de légitimation _____	113
2.2 Le Livre vert de l'AGEUM et la cogestion : définition d'une nouvelle politique étudiante _____	115
2.2.1 Le « mythe » de la cogestion _____	117
2.2.2 Le rôle ingrat d'intermédiaire _____	118
2.3 Les relations AGEUM-Université se dégradent _____	120
2.3.1 Le projet de charte ne répond pas aux attentes des leaders étudiants _____	122
2.3.2 Efficacité ou démocratie ? _____	124
2.3.3 Remise en question de la cogestion administrative _____	125
<b>3. La nouvelle Charte : «À force de dialoguer on finit par se faire fourrer» (septembre 1967 - novembre 1968) _____</b>	<b>127</b>
3.1 L'impasse _____	128
3.2 L'année 1968 : prendre part au mouvement international de contestation _____	129
3.3 Un dernier soubresaut _____	131
<b>CONCLUSION _____</b>	<b>135</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE _____</b>	<b>141</b>
<b>LISTE DES ANNEXES _____</b>	<b>154</b>

## INTRODUCTION

« Le pouvoir de contester l'ordre social  
né du bien-être matériel et destiné à  
le perpétuer reste le formidable privilège  
des démocraties riches »<sup>1</sup>

Depuis quelques décennies, les manifestations de jeunesse occupent un espace notable dans la mémoire collective. Il n'y a qu'à se rappeler les événements de l'année 1968, en Occident comme en Orient, un repère chronologique incontournable de l'histoire, ou la révolte de la place Tien An Men en Chine en 1989, ou encore, à la fin d'avril 2001, les manifestations anti-mondialisation dans la ville de Québec, redevenue place forte le temps de quelques jours. Pour le chercheur, la participation d'une partie de la jeunesse à des manifestations de ce type permet d'apprécier l'apport de cette catégorie de la population au processus de changement social.

À l'échelle mondiale, l'implication d'étudiants constitue un élément important de cet éveil de la jeunesse. Au cours des années 1960, il n'est pas rare de voir de nombreux étudiants prendre la tête de divers mouvements dans la société : par exemple, les Daniel Cohn-Bendit en France et Rudi Dutschke en République Fédérale d'Allemagne. Ces jeunes ayant eu accès à l'éducation supérieure ont la réelle intention d'en faire profiter les autres jeunes, moins favorisés, puis celle de révolutionner la société tout entière dans son sens global, et d'appliquer une véritable démocratie. Ils se retrouvent toutefois dans une situation bien particulière : en attirant l'attention, en haranguant les foules, en maniant la parole et l'écrit, ils deviennent malgré eux des

---

<sup>1</sup> Bernard Droz et Anthony Rowley, *Histoire générale du XXe siècle. Deuxième partie : depuis 1950, Tome 3 : Expansion et indépendances 1950-1973*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points Histoire, 96, 1987, p. 365



meneurs ou *leaders*. En fait, les mass-média, à la recherche de vedettes, propulsent ces étudiants au statut de têtes dirigeantes du mouvement dont ils sont porteurs, bien davantage qu'eux-mêmes ne s'affirment *leaders*<sup>2</sup>. Une telle position n'est pas sans danger. Ces « haut-parleurs » menacent grandement l'ordre établi : Rudi Dutschke dit « Rudi-le-Rouge » n'a-t-il pas été victime d'un attentat en avril 1968<sup>3</sup> ?

Vivre dans une société démocratique, pour les étudiants des années 1960, c'est aussi vivre dans une université démocratique. En France, aux États-Unis, au Mexique, en Tchécoslovaquie ou au Japon, les étudiants entreprennent de changer l'université. Au Québec aussi.

Ici, les milieux étudiants — du moins à Montréal — sont l'objet d'une répression soutenue de la part des autorités pendant la Crise d'Octobre<sup>4</sup>. Les campus universitaires sont surveillés, alors que la classe politique considère les étudiants comme une masse révolutionnaire explosive<sup>5</sup>.

Or, la situation vécue en 1970 s'est préparée tout au long des années 1960. Le mouvement étudiant de cette décennie s'inscrit dans le contexte très agité de prise de parole, d'effervescence intellectuelle et sociale qui caractérise l'époque. Une période, également, d'affirmation de soi du Québec en tant que nation. Les milieux étudiants empruntent cette voie avec conviction. D'anciens étudiants se souviennent

---

<sup>2</sup> Jean-Louis Brau, *Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi ! Histoire du mouvement révolutionnaire étudiant en Europe*, Paris, Éditions Albin Michel, 1968, p. 189-192.

<sup>3</sup> Jean-Louis Brau, *Idem*, p. 212.

<sup>4</sup> Voir Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery (Québec), Septentrion, 1997, 199 p.

<sup>5</sup> *Idem*, p. 160

aujourd'hui de ce temps comme d'une époque où pour la jeunesse tout semblait à faire, où tout semblait permis.

Comment les étudiants des années 1960 s'y sont-ils pris pour faire avancer leur propre cause au sein de l'Université, pour assurer la participation étudiante au gouvernement de l'institution ?

Pour répondre à cette question, nous avons choisi d'étudier à la fois le cheminement des *leaders étudiants*<sup>6</sup> de l'Université de Montréal, et celui de leur association générale, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM). Ces étudiants sont, dans la décennie 1960, engagés dans plusieurs luttes pour la démocratisation de leur université. L'évolution des milieux étudiants dans un contexte de modernisation de l'État et la mise sur pied de structures complexes au sein des associations étudiantes, voilà les questions au cœur de cette recherche.

---

<sup>6</sup> Voir la publication de la thèse de doctorat de Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal, McGill-Queen's University Press, collection Études d'histoire du Québec, 1999, 264 p. ; Neatby utilise cette formule. Les leaders étudiants sont « [d]es jeunes qui ont occupé des postes de direction au sein des associations étudiantes et ceux qui ont fait partie des équipes de rédaction d'un journal étudiant » (p. 6-7). Concernant la notion de leadership, Claude Louche donne cette définition : « [l]e leadership est à la fois un processus et une propriété. Le processus de leadership est l'utilisation d'une influence non coercitive pour diriger et coordonner les activités des membres d'un groupe organisé en vue de l'accomplissement des objectifs de ce groupe. En tant que propriété, le leadership est l'ensemble des qualités et des caractéristiques attribuées à ceux qui exercent avec succès cette influence ». Dans Claude Louche, directeur, *Textes de base en sciences sociales. Individu et organisations*, Lausanne, Éditions Delachaux et Niestlé, 1994, p. 113

# CHAPITRE PREMIER

## LE CADRE DE RECHERCHE

### 1. Contexte général

#### 1.1 L'espoir d'un monde meilleur

Dans les sociétés occidentales, le contexte économique et social de la décennie 1960 s'est avéré fort propice au changement. Le Québec n'y échappe pas, bien au contraire : cette décennie représente une période charnière de son histoire. Période de réformes, de démocratisation, de mise en place de structures plus modernes, préparées au cours des décennies précédentes. Période où l'idéologie de rattrapage prend son envol. Faisant fi des limites de l'État-Providence, dont les origines remontent aux dernières années de la Deuxième Guerre mondiale<sup>7</sup>, le discours intellectuel des années 1960 est très idéaliste et empreint de l'effervescence de la conjoncture internationale. C'est dans ce contexte mondial de démocratisation, de réformisme, de décolonisation que doit être situé le Québec<sup>8</sup>. Avec la fin de la Deuxième guerre, il est possible d'entrevoir l'émergence d'un mouvement réformiste au Québec. Que ce soit par la voie du *Refus global* en 1948, de la grève d'Asbestos en 1949 ou de Murdochville en 1957, ces repères chronologiques importants démontrent l'émergence d'une critique du duplessisme et de ses réactions face à la demande de changement dans la société

---

<sup>7</sup> À ce sujet, voir l'ouvrage de Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-Providence : familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.

<sup>8</sup> Bernard Droz et Anthony Rowley, *Histoire générale...op. cit.* En page 228, les auteurs affirment qu'« il est clair que, dans un mouvement d'entraînement ou par mimétisme, l'indépendance d'une colonie appelle celle des autres au sein d'un même ensemble régional ». Après l'onde de choc régionale, l'international semble également s'en influencer. Les étudiants identifient particulièrement le cas du Québec à ces décolonisations, pour ne pas dire qu'ils prennent pour modèle quelques guerres d'indépendances de l'époque : Maroc en 1956, Cuba en 1959, Congo en 1960, Algérie 1962, etc. Quelques exemples du journal *Quartier Latin* : Maroc : XLI, 16, 22/01/59, p. 5. Cuba : XLII, 2, 22/09/59, p. 4-5 ; XLII, 50, 12/04/60, p. 4 ; XLIII, 42, 07/03/61, p. 3 et 8. Algérie : XLII, 23, 03/12/59, p. 6-7 ; XLII, 37, 16/02/60, p. 4 ; XLIII, 40, 28/02/61, p. 3 et 7. Congo : XLII, 31, 28/01/60, p. 6 ; XLIII, 38, 21/02/61, p. 1 ; XLIV, 7, 10/10/61, p. 12 ;

québécoise. En plusieurs endroits au Québec, l'appel de la réforme se fait entendre<sup>9</sup>.

Intellectuels et syndicalistes, dont les « Trois colombes » de *Cité Libre* (Trudeau, Pelletier et Marchand) ou André Laurendeau, journaliste au *Devoir*, des milliers d'ouvriers, des artistes s'entendent à dire que l'air québécois de cette époque est étouffant, au point de vue social<sup>10</sup>. Même des intellectuels en formation prennent part à l'attaque : les étudiants universitaires.

En effet, depuis les années 1950, le milieu étudiant québécois s'affirme de plus en plus comme un acteur social à part entière. Il devient très revendicateur et se forge une confiance et un optimisme sans précédent sur la scène politique québécoise, entre autres avec la sollicitude des éléments les plus réformistes de la province à cette époque<sup>11</sup>. Le milieu étudiant universitaire en viendra à faire figure de premier plan dans le mouvement anti-duplessiste qui suit la réélection de l'Union nationale en 1956<sup>12</sup>. Les étudiants universitaires possèdent leurs propres journaux, ce qui leur donne l'occasion d'exprimer des idées sur divers sujets de société : l'économie, la politique, le social, la culture. Ils le font entre autres dans le *Quartier Latin (QL)*, journal officiel des étudiants de l'Université de Montréal. Cette nouvelle mentalité évoluera rapidement au cours de la décennie suivante, fortement influencée par le contexte national et international.

En ce qui concerne plus particulièrement les années 1960, Bernard Droz et Anthony Rowley dénotent un « synchronisme étonnant » de la contestation entre

---

<sup>9</sup> Pierre Godin, *La Fin de la grande noirceur. La Révolution tranquille, volume 1*, Montréal, Éditions du Boréal, p. 89

<sup>10</sup> *Idem*, p. 81-89. Voir également l'ouvrage de Paul-André Linteau (directeur), René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930 (tome II)*, Montréal, Éditions du Boréal, 1989, p. 347-359.

<sup>11</sup> Voir Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...op. cit.*, p. 172, 187.

<sup>12</sup> *Idem*, p. 189-195 et 228-230. Pierre Godin relate également le changement en cours chez les étudiants : « [l]es duplessistes ont beau s'immuniser contre ce nouveau vocabulaire (leaders d'opinions du *Devoir*) interdire la lecture du *Devoir* à leur entourage, ils demeurent impuissants à arrêter la dynamique de contestation enclenchée par le quotidien dans les milieux étudiants ». Pierre Godin, *La Fin de la grande noirceur...op. cit.*, p. 89

1965 et 1968. En plus de la baisse de la croissance économique entre 1966 et 1968, ils font remarquer la grande similitude des contenus dans cette simultanéité d'action.

Vecteur privilégié de la révolte, la jeunesse étudiante est selon eux

« ...mal intégrée dans la société dont elle n'est qu'un acteur improductif, la jeunesse étudiante réinvente pour un temps la politique ». Ils poursuivent : « [é]rigeant la contestation en arme révolutionnaire, ainsi que l'enseignent les maîtres à penser d'une génération, elle se livre à une attaque en règle des appareils politiques, syndicaux et culturels, avec une fougue vengeresse combinant, non sans enfantillages et illusions, gauchisme pré- ou néo-marxisme, tiers-mondisme et pacifisme. Un moment désespéré, le pouvoir ne tarde pas à retrouver ses droits, à l'unisson d'une « majorité silencieuse » qui ne se reconnaît ni dans l'iconoclasme d'une jeunesse comparativement choyée, ni *a fortiori* dans la permissivité des mœurs et de la violence urbaine »<sup>13</sup>.

La crue de contestation étudiante de la fin des années 1960, au Québec et en divers endroits en Occident, a retenu l'attention de plusieurs chercheurs au fil des événements, ainsi qu'au courant des années 1970<sup>14</sup>. Les prises de position et les mesures collectives entreprises par la jeunesse à cette époque symbolisent une réalité inédite jusqu'à ce moment : il n'en fallait pas plus pour que plusieurs écrits voient le jour. Pour mener à bien cette recherche, nous avons cru bon de situer le groupe qui nous intéresse plus particulièrement, les étudiants des années 1960, dans ce que les chercheurs appellent une catégorie sociale plus globale : *la jeunesse*.

## 1.2 La jeunesse comme catégorie sociale

De toutes parts en Occident, le phénomène " jeunesse " des années 1950, 1960 et même 1970 a suscité beaucoup d'interrogations chez les chercheurs. Plusieurs y ont vu une nouvelle ère, le développement de nouveaux acteurs sociaux et d'une nouvelle prise de position d'une partie de la population envers ses propres intérêts. Quelques

---

<sup>13</sup> Bernard Droz et Anthony Rowley, *Histoire générale...op. cit.*, p.382-83

<sup>14</sup> Voir l'article de Marcel Fournier, « Mai 1968 et après. Mouvement étudiant et sciences sociales au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, 3, 1, automne 1994, p. 73-84. Il s'agit d'actes du colloque annuel de 1994 de l'Association québécoise d'histoire politique (AQHP). On y rapporte que, si les grandes " frasques " étudiantes ont perdu de leur énergie au courant des années 1970, les professeurs de sciences sociales se sont beaucoup questionnés sur ce mouvement de révolte de la fin des années 1960. À l'étranger, il est pertinent de remarquer la grande quantité d'écrits sur les événements de mai 68 en France, et ce dès 1968 et 1969. Il en va de même aux États-Unis.

caractéristiques particulières apparaissent au cours de cette période : on aperçoit un allongement de la jeunesse après une valorisation de l'éducation, les jeunes vont davantage et plus longtemps aux études, ils restent plus longtemps chez leurs parents, etc.

Circonscrire ce qu'est la jeunesse n'est pas une mince tâche. Malgré la panoplie de difficultés entourant les efforts de conceptualisation, la jeunesse est une *catégorie sociale*, affirment nombre de spécialistes ; celle-ci s'affirme et devient de plus en plus autonome au courant des années 1960. Toutefois, elle a des antécédents : les jeunes ont souvent fait partie, à travers les siècles, des mouvements de contestation, de revendication. Des chercheurs ont affirmé que pendant le soulèvement des Patriotes de 1837-1838, la jeunesse s'est affirmée — pour la première fois peut-être — comme catégorie sociale agissante<sup>15</sup>. Dans les années 1930, plusieurs mouvements militants laïques naissent, dont la JOC en 1931 et la JEC en 1935. Coauteur de cet historique, Jean-Marie Fecteau insiste sur la dialectique entre jeunesse et nation au Québec, d'hier à aujourd'hui.

Les jeunes Québécois des années soixante mettent la question du Québec au premier rang de leurs préoccupations. Sans être original, le phénomène survient dans un contexte nouveau. Le mouvement jeune du début de la décennie 1960 démontre une certaine volonté de participer à la société et à son développement, soit ; l'élément sans précédent réside dans la volonté des dirigeants de l'État de prendre en compte les propos des jeunes les plus volubiles, qui ne ratent pas cette chance. Cette émergence sociale de la jeunesse et sa nouvelle implication en politique créent tout un émoi au Québec. Ce sont, en fait, les milieux les plus réformistes qui tendent l'oreille aux aspirations des jeunes. Les préoccupations et les idéaux d'une partie de cette jeunesse

---

<sup>15</sup> Jean-Marie Fecteau, Diane Pacom et Stanley B. Ryerson, « Jeunes et sociétés québécoise et canadienne », dans *La jeunesse et ses mouvements. Influence sur l'évolution des sociétés aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Éditions du CNRS, 1992, p. 323. Cet article étant divisé en trois parties, la partie utilisée ici provient de Fecteau.

s'orientent vers la démocratisation de la société, vers la mise sur pied d'un monde meilleur, d'un monde nouveau. Au sein de cette faction modernisante de la population — est-il encore nécessaire d'ajouter pour preuve l'explosion démographique d'après-guerre —, les étudiants occupent une place très importante.

Les étudiants, selon les spécialistes, représentent une catégorie sociale *précise*, — donc exclusive — selon Louise Quesnel<sup>16</sup>. Pour Madeleine Gauthier, le fait que le mouvement étudiant défende les intérêts des étudiants indique un principe d'identité<sup>17</sup>.

### 1.3 Les mouvements étudiants et leur historiographie

Pourquoi s'intéresser aux mouvements étudiants des années 1960 ? À cette époque, les jeunes possèdent « le poids du nombre » et ont le « vent dans les voiles »<sup>18</sup>. Ils représentent la génération *baby-boom*, dont fait partie la *génération lyrique* de François Ricard<sup>19</sup>. Ces jeunes vont bénéficier de la nouvelle ouverture à la scolarisation.

Le mouvement étudiant des années 1950 et 1960 a eu des antécédents au Québec et au Canada. À la lumière des revendications étudiantes et des préoccupations de cette sous-catégorie de jeunes depuis les années 1930, un des objets les plus importants est le problème de la démocratie<sup>20</sup>. Comme l'écrit Paul Axelrod, « [I]es étudiants des années soixante ont découvert le radicalisme politique sur le campus, mais ils ne l'ont pas inventé »<sup>21</sup>. L'activisme étudiant existe depuis longtemps<sup>22</sup> : dans

---

<sup>16</sup> Louise Quesnel, « Être étudiant en science politique en 1970 », dans *Jeunesses et politique*, vol. 2 (*Mouvements et engagements depuis les années trente*), Sainte-Foy, Éditions L'Harmattan, collection Sociétés et mutations, 1994, p. 264.

<sup>17</sup> Madeleine Gauthier, « Le mouvement étudiant des années soixante comme aspect du mythe de la Révolution tranquille au Québec », *op. cit.*, p. 237.

<sup>18</sup> Lucia Ferretti, *L'Université en réseau. Les 25 ans de l'Université du Québec*, Québec, Éditions Presses de l'Université du Québec, 1994, p. 15.

<sup>19</sup> François Ricard, *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'oeuvre des premiers-nés du baby-boom*, Éditions du Boréal, 1992, 280 p.

<sup>20</sup> Raymond Hudon et Bernard Fournier, « L'engagement en son temps », dans *Jeunesses et politique*, *op. cit.*, p. 7.

<sup>21</sup> Paul Axelrod, « Le mouvement étudiant dans les années trente au Canada », dans *Jeunesses et politique*, vol. 2, *op. cit.*, p. 119

les années 1930, sur les campus de quelques universités canadiennes, des petits groupes travaillent à éveiller la population étudiante — sans toutefois afficher de grandes réussites en la matière —, dans le cadre de leurs moyens et surtout de la conjoncture particulière de l'époque.

En France, la présence étudiante se fait sentir depuis plus longtemps. L'Union nationale des étudiants français (UNEF) adopte sa *Charte de l'Étudiant* en 1946, soit 15 ans avant la charte mise sur pied par l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM)<sup>23</sup>. Cette charte est une copie quasi-conforme de la Charte de l'UNEF. L'expérience étudiante française remonte à plus loin : c'est ce que démontre l'ouvrage intitulé *Huit siècles de violence au Quartier latin*, qui traite des troubles survenus dans les universités depuis le début du deuxième millénaire en France<sup>24</sup>.

Le mouvement étudiant québécois n'ayant que peu d'éphémérides avant les années 1950 en ce qui concerne l'activisme, la grève et la contestation, les premiers balbutiements de la population étudiante universitaire empruntent leurs médiums de contestation aux grèves ouvrières. Rappelons que la grève d'Asbestos, en 1949, est considérée encore aujourd'hui comme une lutte pionnière du mouvement syndical et social de l'histoire du Québec. Bref, il semble que ce soit notamment l'expérience ouvrière qui nourrisse le milieu étudiant québécois, du moins dans les années 1950 jusqu'au milieu des années 1960<sup>25</sup>.

---

<sup>22</sup> Raymond Hudon et Bernard Fournier, « L'engagement en son temps », *op. cit.*

<sup>23</sup> Sur la question des associations, quelques classiques : Albert Meister, *Vers une sociologie des associations*, Paris, Éditions Économie et humanisme (Éditions ouvrières), collection « Relations sociales », 1972, 218 p. et *La participation dans les associations*, Paris, Éditions Économie et humanisme (Éditions ouvrières), collection « Initiation sociologique », 1974, 276 p. ; Solange Passaris et Guy Raffi, *Les associations*, Paris, Éditions La Découverte, Collection Repères, 1984, 124 p. ; Philippe Bernoux, *La sociologie des organisations*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points, 1989 (3e édition), 378 p.

<sup>24</sup> André Coutin, *Huit siècles de violence au Quartier latin*, Paris, Éditions Stock, 1969, 381 p.

<sup>25</sup> Éric Bédard, « L'idéologie syndicale étudiante: du discours à la pratique: le cas de l'AGEUM (1950-1969) », *Bulletin du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs du Québec*, no.61, hiver 1995, volume 21, no 1, p.13-31



En France, les événements de mai 1968 laissent des marques indélébiles sur la société. Prenons pour exemple le mouvement du 22 mars 1968 pour l'Université critique ; le milieu étudiant français démontre, avec quelques « enragés » en tête, un radicalisme explosif, dont les racines sont profondes. Hervé Hamon et Patrick Rotman<sup>26</sup> rendent compte de la formation politique au sein des Jeunesses communistes, entre autres, de certains militants ayant participé à de nombreux combats au cours des années 1950, 1960 et 1970, alors qu'ils étaient adolescents puis jeunes adultes. De petites biographies de quelques acteurs complètent l'ouvrage<sup>27</sup>. Sans se laisser aller aux comparaisons mal réfléchies, soumettons tout de même l'hypothèse que la culture politique de gauche et d'extrême gauche de ces jeunes a mené le mouvement étudiant européen beaucoup plus loin dans sa théorisation et ses actions. Au Québec, le mouvement socialiste n'est apparu au grand jour qu'au début des années 1960.

Dans la vision " mythique " de la Révolution tranquille en tant que début de la modernité au Québec, les étudiants occupent une place de choix. Comme le font remarquer Madeleine Gauthier et Jocelyn Létourneau, ils sont politiquement engagés, friands de démocratie, grands promoteurs de la participation, forts de plusieurs prises de position. Tel est le discours qui ressort habituellement de la mémoire collective au sujet de cette « jeunesse dorée »<sup>28</sup>.

Cet engagement doit être relativisé : la jeunesse de l'époque n'est pas *toute* engagée<sup>29</sup>. Toutefois, la nostalgie engendrée par le souvenir et l'imaginaire collectif de

---

<sup>26</sup> Hervé Hamon et Patrick Rotman, chapitre « Jeunesse du monde », dans *Génération, Tome I : les années de rêve*, Paris, Éditions du Seuil, collection Points, 1988, p. 13-41.

<sup>27</sup> Hervé Hamon et Patrick Rotman, *op. cit.*. Par exemple, Alain Krivine, p. 605

<sup>28</sup> Voir Madeleine Gauthier, *op. cit.*, et Jocelyn Létourneau, « Québec d'après-guerre...*Ibid.* Gauthier intitule cela le « mythe fondateur » du Québec moderne.

<sup>29</sup> Raymond Hudon et Bernard Fournier, *op. cit.*, p. 2-3. Ceux-ci expriment cette interrogation par rapport aux inévitables comparaisons entre la jeunesse d'aujourd'hui et la jeunesse d'hier. Pour eux, comme catégorie sociale, « la jeunesse a acquis son autonomie au cours des années soixante, et le mouvement étudiant est venu accréditer le " mythe de la jeunesse " » (p. 20) au point de vue

ces acteurs historiques semble présenter ce temps révolu comme étant " la belle époque " ou plutôt " la plus belle époque de leur vie ". Les étudiants défendent alors des droits ou revendiquent des services sociaux pour tous, mais plus spécifiquement pour la jeunesse. Ils arborent, comme l'écrit Jean-Pierre LeGoff, « un refus de remettre à plus tard ou dans un au-delà la plénitude de la vie, [exigent] de vivre le bonheur ici et maintenant, tout de suite »<sup>30</sup>.

Au début des années 1960, les leaders étudiants québécois se définissent comme des « travailleurs intellectuels » au service des moins favorisés, entre autres des ouvriers. Autant on se préoccupe du monde ouvrier et de ses problèmes, autant on s'inspire, dans les milieux étudiants du début des années 1960, des répertoires d'action ouvrière et des luttes syndicales. Peu à peu, avec la décomposition des grandes organisations en groupuscules radicaux d'action dans la deuxième partie des années 1960, ces répertoires seront enrichis de nouveaux modes d'action collective : occupations de locaux, *sit-in* de protestation. C'est ainsi qu'apparaissent ce que les spécialistes appellent les *nouveaux mouvements sociaux* (NMS).

En France, plusieurs sociologues ont démontré un certain intérêt pour ces NMS qui représentent " l'après " des mouvements ouvriers dans la société industrielle, des luttes centrées sur l'usine, selon la terminologie de l'École de Touraine<sup>31</sup>. Touraine s'est également intéressé aux luttes étudiantes, dans une optique de conflit social. L'intervention sociologique et la sociologie de l'action doivent donner la possibilité de combattre la « société programmée », déjà annoncée dans *Le communisme utopique* en 1968<sup>32</sup>.

---

occidental. C'est exactement ce que dit Madeleine Gauthier dans son article, « Le mouvement étudiant... » *op. cit.*, p. 246.

<sup>30</sup> Jean-Pierre LeGoff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, Éditions La Découverte, collection Cahiers libres, 1998, p. 33-34.

<sup>31</sup> Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Éditions La Découverte, collection Repères; 207, 1996, p. 66-67.

<sup>32</sup> La bibliographie de Touraine est imposante. Quelques-uns de ses ouvrages ont davantage retenu notre attention : *Le communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Éditions du Seuil,

En France et aux États-Unis, le mouvement étudiant des années 1960 a reçu beaucoup d'attention. Notamment en France, alors que les événements de Mai 68 ont été le berceau de nombreuses études provenant de diverses disciplines telles la sociologie, l'histoire, la psychologie ainsi que la socio-psychanalyse<sup>33</sup>.

En ce qui concerne le mouvement étudiant, le questionnement et les tentatives d'explication proviennent surtout de perspectives sociologiques. Or, notre intérêt, malgré sa part non négligeable d'éléments sociologiques, est plutôt historique. De ce côté, les ouvrages spécialisés et relativement récents sur les milieux étudiants au Québec sont plutôt rares. Cette lacune de l'historiographie a d'ailleurs été constatée en 1998 par Yanic Viau et Mathieu Denis, alors étudiants en histoire. Ils écrivent :

« Aucune histoire complète et rigoureuse du mouvement étudiant québécois n'existe à l'heure actuelle et ce manque est certainement lourdement ressenti, tant par quiconque s'intéresse à l'histoire politique et sociale du Québec, que par les étudiants qui militent dans leurs associations. Tant que cette histoire du mouvement étudiant québécois ne sera pas écrite, toute tentative d'analyse demeurera incomplète et contiendra une part de suppositions »<sup>34</sup>.

L'histoire du mouvement étudiant québécois de la décennie 1960 se fait donc attendre. Les ouvrages datant de l'époque représentent davantage des sources pour nous, étant donné la " proximité " entre les événements et les acteurs, qui ont souvent été partie prenante de ces mouvements : par exemple, Daniel Cohn-Bendit et Rudy

collection Politique, réédition 1972, 313 p. ; Alain Touraine, F. Dubet, Z. Hegedus, M. Wieworka, *Lutte étudiante*, Paris, Éditions du Seuil, collection Sociologie permanente / 2, 1978, 374 p. ; Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Éditions du Seuil, collection Sociologie permanente / 1, 1978, 310 p.

<sup>33</sup> Pour ne citer que quelques titres, liés de près au mouvement étudiant : en France : Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Éditions de Minuit, 1964, 189 p. ; Daniel Cohn-Bendit, *Le gauchisme : remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Éditions du Seuil, collection Combats, 1968, 271 p. ; Jean-Jacques Brochier et Bernd Oelgart, *L'internationale étudiante*, Paris, Éditions Julliard, 1968, 315 p. ; Georges Gusdorf, *La nef des fous. Université 1968*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969, 209 p. ; plus récents : G. Dreyfus-Armand, R. Frank, M.-F. Lévy, M. Zancarini-Fournel, (dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000, 525 p. ; Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération, Tome I : les années de rêve, op. cit.*, et *Tome II : les années de poudre*, Paris, Éditions du Seuil, collection Points, 1988, 700 p. Aux États-Unis : Philipp Gassert, éditeur, Carole Fink et Detlef Junker, *1968 : The World Transformed*, New York, Cambridge University Press, 1998, xi, 490 p.

<sup>34</sup> Mathieu Denis et Yanic Viau, « Mouvement étudiant québécois : à la recherche des années glorieuses », *Bulletin d'histoire politique*, 6, 2, hiver 1998, p. 135

Dutschke<sup>35</sup> et plus près d'ici Claude Charron et Pierre Bédard<sup>36</sup>. Il manque un certain recul à ces écrits<sup>37</sup>, cette distance nécessaire au travail de l'historien. L'objet a été quelque peu délaissé par les chercheurs depuis ce temps : dans les vingt dernières années, une seule thèse de doctorat et un mémoire de maîtrise ont été produits au Québec<sup>38</sup>.

L'histoire des mouvements étudiants interpelle plusieurs champs d'études ou spécialités : l'histoire intellectuelle, l'histoire sociale, l'étude du changement social, des mouvements sociaux, de la vie associative et des idéologies.

La thèse de Nicole Neatby défait certaines idées reçues, qui enferment l'étudiant canadien-français des années 1950 dans le « folklore », les « carabinades », et le peu d'intérêt pour la politique et les problèmes sociaux. Cette image peu positive, selon Neatby, a été construite par les écrits des années 1960 et du début des années 1970<sup>39</sup>, alors qu'on étudie en surface les journaux étudiants des années 1940 et 1950 dans l'objectif de mieux démontrer l'émergence du mouvement étudiant de la fin des années 1960<sup>40</sup>. Dans une analyse des tendances traditionnelles et tendances réformistes chez les leaders étudiants, Neatby note une radicalisation de la pensée étudiante, partant de 1949-1950 jusqu'à la grève de mars 1958.

35 Rudi Dutschke, *Écrits politiques (1967-1968)*, Paris, Éditions C. Bourgeois, 1968, 57 p.

36 Pierre Bédard et Claude Charron, *Les étudiants québécois : la contestation permanente*, Montréal, Éditions Noir et Rouge, 1969, 72 p.

37 Érik Neveu décrit cet intérêt scientifique spontané pour les phénomènes d'actualité comme une « fascination pour l'objet, une impatience à théoriser l'immédiat, qui débouche parfois sur une célébration complice de la nouveauté ». *op. cit.*, p. 71. L'auteur dénote une problématique importante dans ces études sur l'immédiat : les chercheurs interprètent le discours des acteurs, alors que les acteurs prennent les travaux savants pour la compréhension et/ou la légitimation de leur action. Il y a, selon lui, « circularité des discours » à ce moment *Sociologie des mouvements...op. cit.*, p. 72.

38 Cette thèse et ce mémoire sont par ailleurs devenus des livres : Nicole Neatby, *op. cit.* et Éric Bédard, *Chronique...*, *Idem*. Ces deux ouvrages ont été réalisés au cours des années 1990.

39 Elle cite entre autres les thèses de maîtrise de Richard Simoneau et de Gilles Pronovost, étudiants de l'Université Laval, déposées en 1971 et 1972. Gilles Pronovost, « Les phases de l'idéologie étudiante québécoise », Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, 1971, 115 p. ; Richard Simoneau, « Les idéologies étudiantes, les doctrines universitaires et l'idéologie dominante : analyse de leur variations historiques et de leurs rapports réciproques dans le contexte présent », Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, 1972, 219 p.

40 Gilles Pronovost, *op.cit*

Le mémoire d'Éric Bédard est un autre des rares joyaux de cette historiographie. Moment important et décisif imprimé à jamais dans la mémoire collective québécoise, la crise d'Octobre est un sujet fort captivant. Au cours des années 1960, les étudiants universitaires démontrent une certaine sympathie pour le Front de Libération du Québec (FLQ) sur les campus universitaires de Montréal. Toutefois, suite au "sabordage" des associations étudiantes francophones en 1969, les étudiants ne possèdent plus d'organisations ni de leadership, vu les courants spontanéistes à la mode à cette époque, qui ne jurent que par la représentativité par la base et le soulèvement spontané des masses. Les étudiants n'ont pas réussi à s'organiser pendant la crise, entre autres parce que les journaux étudiants étaient muselés par les autorités. Le mémoire de Bédard propose un élément inédit dans l'étude des mouvements étudiants au Québec : l'évolution et la comparaison entre les discours étudiants des universités anglophones (McGill et Sir George Williams) et des universités francophones (Université de Montréal et UQAM) de Montréal. La décennie 1960 est rapidement dépeinte en arrière-fond d'un contexte de radicalisation de la pensée étudiante jusqu'à octobre 1970, le coeur de l'étude.

Autre document important, l'ouvrage de Pierre Bélanger, un militant de l'Association nationale des étudiants québécois (ANEQ) à l'époque, *Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications ses luttes (1960-1983)*, revient systématiquement dans tous les ouvrages sur le sujet. Toutefois, seulement 45 pages couvrent la période 1960-1968, alors que 129 pages couvrent la marche de l'ANEQ entre 1975 et 1983. L'ouvrage est bien documenté, mais il s'agit davantage d'un dossier de presse complété par de multiples photographies faisant l'apologie de l'ANEQ, que d'un ouvrage dit scientifique.

Ces quelques études, comme beaucoup d'autres, utilisent abondamment les journaux étudiants, celle de Nicole Neatby en particulier. Les procès-verbaux d'associations étudiantes, les documents officiels, les fonds d'archives universitaires et

les périodiques de l'époque comme *Cité Libre* et *Parti Pris* sont aussi quelques exemples de matériaux utilisés par les chercheurs<sup>41</sup>.

Ces études présentent fréquemment des analyses de discours, tirées des journaux comme le *QL* ou *Le Carabin* de l'Université Laval<sup>42</sup>. Toutefois, les insertions dans le monde étudiant et ses relations avec les autres acteurs demeurent plutôt disparates ; seule Nicole Neatby s'y est intéressée. Notre étude est également une analyse de discours concernant les structures de l'association et ses acteurs entre 1959 et 1969.

---

<sup>41</sup> Quelques articles intéressants de l'époque, fréquemment écrits par des militants étudiants : Louis Maheu, « L'UGEQ et le syndicalisme étudiant », *Socialisme* 65, Montréal, printemps 1965, numéro 5, p. 34-49 ; Guy Bertrand et Louis Maheu, « Syndicalisme étudiant », *Socialisme* 65, Montréal, printemps 1965, numéro 6, p. 98-105 ; Louis Falardeau, « Le pouvoir étudiant en France et au Québec », *Socialisme* 68, Montréal, numéro 15, 1968, p. 80-89 ; -----, « Révolte des CÉGEPS : contestation ? », *Socialisme* 69, Montréal, numéro 16, janvier-février-mars 1969, p. 85-108 ; *Socialisme* 66, octobre-décembre 1966, numéro 9, intitulé : « 5 juin 1966 : la fin des illusions » ; Michael McAndrew, « Le syndicalisme étudiant québécois », *Parti Pris*, Montréal, 2, 6, (février 1965), p. 19-28 ; Paul R. Bélanger et Louis Maheu, (avec la collaboration de François Béland et Michel Doré), « Pratique politique étudiante au Québec », *Recherches sociographiques* : 13, 3, 1972, p. 309-342 ; Richard Simoneau, « Les étudiants, les dirigeants et l'université : doctrines étudiantes et doctrines universitaires », *Ibid.*, p. 343-363 ; François Béland, « L'anti-congrès », *Ibid.*, p. 381-397.

<sup>42</sup> Le journal des étudiants de l'Université Laval a été largement ignoré jusqu'à maintenant à la faveur du *QL*. Le contenu du *Carabin* est très politisé et représente une très bonne source pour quiconque s'intéresse au mouvement étudiant québécois.

## 2. La problématique de recherche

L'objet de cette étude est d'examiner la manière dont les étudiants poussent l'université à démocratiser ses structures pour pouvoir y intégrer les vues étudiantes.

Ce mémoire a pour objectif d'analyser la pensée étudiante universitaire, et de jeter un regard sur l'étendue des aspirations des têtes dirigeantes des étudiants, qui tentent tant bien que mal de mobiliser la « masse étudiante » à leurs côtés. Considérant que la société québécoise est à ce moment en période de changements majeurs, cette recherche tend plus particulièrement à examiner la conduite des leaders étudiants dans leur effort de s'organiser. Elle vise également à comprendre leurs stratégies afin de tirer parti d'une conjoncture favorable à la promotion de leurs intérêts.

Dans le contexte général des années 1960, plusieurs émettent des critiques face à la " bonne marche " de la démocratie et à la participation réelle du peuple dans le développement de la société québécoise. Les étudiants universitaires prennent également des distances face à la démocratie traditionnelle ; en fait, ils veulent la dépasser. Comment les leaders étudiants de l'Université de Montréal tentent-ils de démocratiser les instances décisionnelles de leur institution, afin d'y rendre possible une participation étudiante ?

Nous croyons que la pensée des leaders étudiants est bien ancrée dans son époque, sans toutefois être en rupture avec celle des étudiants des années 1950.

### 2.1 Les étudiants et la Révolution tranquille

Il n'y a pas à douter que plusieurs changements surviennent dans le milieu entre les années 1950 et 1960. Soumettons toutefois l'hypothèse d'une certaine continuité dans l'essor du mouvement, marqué de quelques périodes de radicalisation de la pensée et de l'action. Neatby parle d'une radicalisation entre 1956 et 1958 ; Éric Bédard parle pour sa part d'une radicalisation entre 1967 et 1970. Pour notre part, nous voyons une période de relative *confiance* et d'*optimisme* entre 1958-1959 et la

fin de 1963, non pas au sens de Nicole Neatby qui utilise ces termes par rapport à l'édification de la confiance des leaders étudiants en leurs propres moyens, de même que leur conviction *d'être écoutés par l'opposition au pouvoir* entre 1956 et 1958. Ici, il s'agit plutôt de la confiance des représentants de la communauté *d'avoir une place réservée auprès du pouvoir*. C'est ce que l'un d'eux appelle « [l]a lune de miel avec Lesage »<sup>43</sup>. C'est alors que « [l]a lune s'obscurcit »<sup>44</sup> : débute une période de remise en question et de transition entre 1964 et 1967, puis, et nous rejoignons Éric Bédard sur ce point, une période de radicalisation jusqu'en 1970, notre étude s'arrêtant à 1969.

Les préoccupations étudiantes concordent donc en plusieurs points avec les changements attendus dans la société. Les étudiants intéressés suivent de près les tendances de cette société, en développant les structures du milieu étudiant un peu de la même manière. Mise sur pied et croissance de grandes centrales syndicales, dont la FTQ en 1957, la CSN en 1960, la CEQ à la fin des années 1960. Notons également le processus de technocratisation qui influence les associations et l'appareil étatique<sup>45</sup>, l'émergence des méthodes modernes de gestion, cette volonté de démystifier la sphère politique en y apportant une rectitude menée de front par la raison et le savoir, la planification, le *management*. Bref, nous pouvons retrouver plusieurs des caractéristiques de la mise en oeuvre de l'État-Providence et de la recherche d'une plus grande justice sociale dans un gouvernement de petite taille, soit l'AGEUM, particulièrement dans la première partie des années 1960.

À cette époque, l'association subit des transformations radicales. À l'instar de

---

<sup>43</sup> Michael McAndrew, « Le syndicalisme étudiant de Duplessis à Wagner », *Étudiant-citoyen* (UGEQ), octobre 1965, p. 37

<sup>44</sup> *Idem*

<sup>45</sup> À ce propos, les ouvrages de Jacques T. Godbout sont passionnants : *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 190 p., constitué d'études empiriques analysant notamment la problématique des "permanents" au sein des organisations ; et *La démocratie des usagers*, Montréal, Éditions du Boréal, 1987, 190 p., publication incarnant les bases théoriques de *La participation contre la démocratie*.



plusieurs autres organismes d'envergure, et au premier chef l'État, l'AGEUM se technocratise. Ses meneurs, soucieux de prendre des décisions rationnelles et décidés de s'éloigner des « politicailleries », mettent sur pied diverses commissions d'études et commissions d'enquête, en y déléguant des étudiants " spécialisés ", c'est-à-dire dont le champ d'études est relié à l'enquête ou l'étude. De plus, l'association fait de plus en plus appel à des experts ou spécialistes en sciences sociales, comme des professeurs, en ce qui a trait à la réalisation d'études dites scientifiques. Elle tend également à professionnaliser son offre de services offerts aux étudiants.

## 2.2 Le processus de technocratisation

Avant de discuter des aspirations technocratiques de l'AGEUM, regardons de quoi il en ressort. Ainsi, qu'est-ce qu'un processus de technocratisation ? Qu'est-ce qu'une bureaucratie ? Quelle est la différence entre ces deux systèmes ?

Une bureaucratie est « un pouvoir politique des bureaux ; influence abusive de l'administration » ou « l'ensemble des fonctionnaires considérés du point de vue de leur pouvoir dans l'État », selon *Le Petit Robert*<sup>46</sup>.

Selon le même dictionnaire, la technocratie (de l'anglais *technocracy*) est un « [s]ystème politique dans lequel les techniciens ont un pouvoir prédominant (au détriment de la vie politique proprement dite) »<sup>47</sup>.

Pour sa part, le *Dictionnaire de sociologie* (Robert/Seuil) définit la technocratie ou technobureaucratie (des « quasi-synonymes », aux dires de l'auteur) comme une « expression critique désignant un système de domination intégrant le pouvoir des experts et celui des organismes bureaucratisés »<sup>48</sup>. Il poursuit :

---

<sup>46</sup> Paul Robert, directeur, *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, Éditions Dictionnaires Robert, 1996 (nouvelle édition), [entrée : bureaucratie], p. 273

<sup>47</sup> *Idem.*, [entrée : technocratie], p. 2218

<sup>48</sup> André Akoun et Pierre Ansart, directeurs, *Dictionnaire de Sociologie*, Paris, Éditions Le Robert/Seuil, Collection dictionnaires Le Robert/Seuil, 1999 [entrée technocratie ou bureautechnocratie. Auteur : Gilbert Laroche], p. 528-529

« ...la technocratie désigne littéralement une forme d'organisation de la société au sein de laquelle le pouvoir est exercé par des experts qui, en vertu de la compétence et du savoir technique dont ils disposent dans un système précis, décident de l'ensemble des questions relatives à l'ordre public en arguant de l'intérêt général »<sup>49</sup>.

Toujours selon Gilbert Larochelle, un phénomène en ressort : « ...celui d'un débordement de la sphère technicienne et, par une voie de corollaire, d'une énonciation de prescriptions susceptibles sinon d'orienter, du moins d'infléchir la conduite d'autrui »<sup>50</sup>.

D'après Larochelle, il existe une « ...tension non résorbée[...], entre la technocratie et la démocratie. Ce dilemme entre efficacité et la légitimité pose le problème de savoir s'il faut fonder la prise des décisions dans l'arène publique sur le recours à une minorité qualitative (les experts) ou à la force du nombre (le cumul des votes) »<sup>51</sup>.

Dans des perspectives plus marxistes, Theodore Roszak<sup>52</sup> définit la technocratie comme « ...le système social où une société industrielle atteint le sommet de son intégration " organisationnelle ", ou encore l'idéal auquel songent d'ordinaire les hommes lorsqu'ils parlent de modernisation, de planification. Se réclamant d'impératifs aussi indiscutés que la nécessité d'efficacité, de sécurité sociale, de coordination des hommes et des ressources, d'une prospérité toujours accrue, la technocratie s'emploie à pallier les faiblesses et les erreurs de la société industrielle »<sup>53</sup>. Selon lui, dans ce type de système politique, les spécialistes exercent

---

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> André Akoun...*Dictionnaire de sociologie...Ibid.*, p. 529

<sup>52</sup> Theodore Roszak, *Vers une contre-culture : réflexions sur la société technocratique et l'opposition de la jeunesse*, Paris, Éditions Stock, 1970, p. 14-58.

<sup>53</sup> Theodore Roszak, *Ibid.*, p. 19

une influence autoritaire. La technocratie est le régime des spécialistes ou de ceux qui emploient des spécialistes ; « ...qu'il nous suffise de définir la technocratie comme une société où ceux qui gouvernent se justifient en en appelant à des experts techniques qui, à leur tour, se justifient en en appelant à la connaissance scientifique »<sup>54</sup>.

Jacques T. Godbout, explique ici la différence entre bureaucratie et technocratie :

« [l]a bureaucratie n'est pas l'administration publique, mais plutôt le fait que des membres de l'administration publique exercent un pouvoir qui repose sur la connaissance et l'application des règles de fonctionnement créées par eux et qu'ils sont seuls à contrôler, que de la sorte ils imposent des décisions qui, du point de vue de leur clientèle, sont arbitraires. Quant à la technocratie, c'est aussi l'exercice d'un pouvoir, qui repose cette fois sur une connaissance d'expert dans un domaine, et non pas sur la connaissance des règles de fonctionnement de l'organisation. Dans le cas de la technocratie, la source du pouvoir est donc en partie extérieure à l'organisation, à l'administration. Dans les deux cas c'est l'exercice d'un pouvoir " illégitime " par l'administration publique. C'est le fait, pour un appareil mandaté pour l'exécution, d'exercer un pouvoir politique en se basant sur les connaissances des règles internes du système ou sur les connaissances techniques dans un domaine »<sup>55</sup>.

La technocratie a eu ses premières applications au XX<sup>e</sup> siècle, et le premier usage répertorié du terme remonte à 1919, en provenance d'un ingénieur américain.

En Amérique, un mouvement technocratique a eu une audience notable entre 1929 et 1945. Sa première inscription sur l'échiquier politique date des années 1930 avec la fondation du parti technocratique d'Howard Scott. La vie de ce parti est de courte durée, mais il exerce une influence certaine sur le *New Deal* de Roosevelt.

---

<sup>54</sup> Theodore Roszak, *Ibid.*, p. 20

<sup>55</sup> Jacques T. Godbout, *La participation contre la démocratie...op. cit.*, p. 153

En Europe, surtout en France, la réception a été moins enthousiaste. Bien que la technocratie apparaisse à certains comme une « promesse d'émancipation »<sup>56</sup>, comme à Emmanuel Mounier et Jacques Ellul, tout un mouvement, en tête duquel on retrouve les Gurvitch, Moulin, Meynaud et Heidegger<sup>57</sup>, dénonce ce « dérapage, repoussoir de la démocratie »<sup>58</sup>,

Dans l'arène politique canadienne, le processus de technocratisation se fait sentir dès la fin de la Crise et au cours de la Deuxième Guerre mondiale, alors que le gouvernement recrute plusieurs « ...jeunes et brillants hauts fonctionnaires, en particuliers des économistes formés en Grande-Bretagne par les initiateurs de l'État-Providence et du keynésianisme. Ces nouveaux mandarins agissent dans l'ombre mais n'en constituent pas moins un rouage important du système politique canadien »<sup>59</sup>.

Au Québec, la technocratisation de l'État survient environ deux décennies plus tard, ce qui est dû entre autres à des vues différentes de la politique ainsi qu'à une ouverture moins grande aux techniques modernes de gestion de l'État de la part des dirigeants.

Sous Duplessis, l'embauche au sein de la fonction publique « ...est régie par le patronage, de sorte que le niveau de qualification est souvent peu élevé : en 1961, 31 % des employés de l'État ont une scolarité de cinq ans ou moins, tandis que

---

<sup>56</sup> Gilbert Larochelle, « Éléments pour une compréhension subversive de la technocratie », *Cahiers internationaux de sociologie*, XCIV, 1993, p. 123

<sup>57</sup> André Akoun et Pierre Ansart, dir., *Dictionnaire de Sociologie*, *op. cit.*, (entrée : technocratie. Texte de Gilbert Larochelle), p. 528-529

<sup>58</sup> Larochelle, *Ibid.*, p. 124....

<sup>59</sup> Paul-André Linteau (directeur), René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain ...op. cit.*, p. 273

seulement 16 % ont 13 ans ou plus »<sup>60</sup>. On rapporte que les employés de l'État viennent presque tous des mêmes milieux professionnels : « [l]es spécialistes sont beaucoup moins nombreux qu'à Ottawa et il s'agit essentiellement d'ingénieurs, de comptables, d'agronomes, de médecins et d'avocats; en 1959, on compte moins de 50 spécialistes en sciences humaines et sociales (économistes, urbanistes, travailleurs sociaux, etc.) »<sup>61</sup>.

Le gouvernement libéral de Jean Lesage, à l'instar du gouvernement fédéral quelques décennies plus tôt, engage de jeunes hauts fonctionnaires qui donnent un nouveau prestige à l'État. Ces nouveaux « mandarins », formés en sciences sociales, sont recrutés à l'extérieur. Ces sous-ministres jouent un rôle fondamental dans la réforme de l'État. Ils donnent une certaine cohésion aux interventions<sup>62</sup>. À noter également que le gouvernement s'allie de nouveaux cadres supérieurs et cadres intermédiaires au cours des années 1960, ceux-ci étant beaucoup plus jeunes que leurs prédécesseurs et ayant acquis leur expérience ailleurs que dans l'administration québécoise<sup>63</sup>.

Si en 1959 il n'y a qu'un professionnel pour 15 employés de bureau et techniciens au sein de la fonction publique québécoise, il est à noter qu'en 1968 il y en a dès lors un pour six, puis un pour trois en 1978. Dans ce processus de spécialisation

---

<sup>60</sup> Paul-André Linteau *Ibid.*, p. 374

<sup>61</sup> Paul-André Linteau...*Ibid.*, p. 375

<sup>62</sup> Paul-André Linteau...*Ibid.*, p. 693

<sup>63</sup> Paul-André Linteau...*Ibid.*, p. 693

des employés de l'État, il y a alors une grande ouverture pour les spécialistes des sciences sociales et de l'administration<sup>64</sup>.

C'est alors que l'intervention technocratisée s'installe dans les modes de gestion de l'État québécois, appuyée sur la recherche et la planification. Le gouvernement recourt plus fréquemment à la commission d'enquête : toute intervention majeure est effectivement précédée d'une enquête où l'on fait appel à de nombreux experts et spécialistes, pour traiter des problèmes à résoudre, des besoins de la population ainsi que des diverses solutions envisagées<sup>65</sup>. On dénote qu'entre 1960 et 1978, plus de 175 commissions ou comités ont été formés au Québec<sup>66</sup>. Entre autres, rappelons la forte volonté de planifier le développement économique du Québec, qui occupe bien des têtes dont les étudiants de l'Université de Montréal<sup>67</sup>, au cours des années 1960.

Non seulement on renouvelle la haute fonction publique, mais c'est toute la fonction publique qui fait nouvelle figure : les gouvernements Lesage et Johnson effectuent un grand ménage : « [g]lobalement, la fonction publique au sens strict, c'est-à-dire le personnel des ministères et des régies, double presque pendant les années 1960, ses effectifs passant de 29 000 à 53 000 environ ; la plus forte hausse survient entre 1966 et 1968, alors que l'État embauche près de 10 000 nouveaux fonctionnaires »<sup>68</sup>.

---

<sup>64</sup> Paul-André Linteau *Ibid.*, p. 694

<sup>65</sup> Paul-André Linteau... *Ibid.*, p. 694

<sup>66</sup> Paul-André Linteau... *Ibid.*, p. 694

<sup>67</sup> *QL*, XLV, 6, 04/10/62, p.1. Il s'agit d'un colloque sur le développement de l'économie du Québec, qui s'est déroulé à l'Université de Montréal les 11-12-13 octobre 1962.

<sup>68</sup> Paul-André Linteau... *Ibid.*, p. 691

Comme l'écrit Jocelyn Létourneau, les technocrates deviennent ou plutôt se prennent alors pour des « définisseurs de situation »<sup>69</sup> et font la promotion de « l'idée de compétence comme nouvelle assise du pouvoir légitime (et ce par rapport à l'incompétence de leurs prédécesseurs) »<sup>70</sup>.

L'emploi au sein de la fonction publique devient une véritable carrière au cours de ces quelques années ; de même, les relations entre l'État et ses employés changent, particulièrement lorsque la fonction publique se syndique au milieu des années 1960 : « [l]a syndicalisation de la fonction publique représente, en effet, un événement majeur qui bouleverse les relations entre l'État et ses employés. Elle est acquise en 1964, lorsqu'une forte majorité de ceux-ci choisit d'adhérer au Syndicat des fonctionnaires provinciaux, affilié à la CSN ». Les employés de l'État obtiennent le droit de négociation et de grève en 1965, à l'aide d'une loi qui réforme la fonction publique<sup>71</sup>. C'est alors que la gestion des mouvements de personnel, de la classification, de la rémunération des conditions de travail et des relations de travail devient très centralisée. Un ministère de la fonction publique est d'ailleurs formé en 1969, signe de l'importance de celle-ci<sup>72</sup>.

Les leaders étudiants ne sont pas désintéressés de cette question, au contraire<sup>73</sup>. Non seulement s'intéressent-ils au développement de l'État, mais ils démontrent un intérêt particulier en ce qui a trait au développement économique et social du Québec.

---

<sup>69</sup> Jocelyn Létourneau, « Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie », *Cahiers internationaux de sociologie*, XC, 1991, p. 70

<sup>70</sup> Jocelyn Létourneau, « Québec d'après-guerre et mémoire... », *Ibid.*, p. 69

<sup>71</sup> Paul-André Linteau... *Ibid.*, p. 692

<sup>72</sup> Paul-André Linteau... *Ibid.*, p. 693

<sup>73</sup> *QL*, XLV, 33, 05/02/63, p.2

Les dirigeants de l'association n'innovent pas en matière sociale, mais ils partagent les convictions et les initiatives des éléments les plus réformateurs du gouvernement. Ils modèlent les structures de l'AGEUM dans son aspect « service à la nation », aux couleurs de l'État québécois, qui prend alors la forme d'État moderne à la gestion centralisée. Mais qui dit centralisation des décisions dit aussi éloignement entre les gouverneurs et les gouvernés.

C'est dans ce contexte d'une technocratisation de l'appareil étatique et du mouvement associatif que les leaders de l'AGEUM tentent de développer des mécanismes de consultation et de participation qui, comme dans tant d'autres organisations ou gouvernements, ne sont pas mis sur pied dans une optique de partage du pouvoir avec les membres ou la population. Si ces mécanismes ouvrent la porte à une démocratie d'expression par la consultation, ils ne l'ouvrent pas à une démocratie de décision (pouvoir réel).

Ainsi l'écrit Jacques T. Godbout :

« En tant que chercheurs en sociologie et en sciences politiques, nous rêvions de remplacer les vieilles structures remplies de maires, d'échevins, de députés, de présidents de chambres de commerce, tous aussi conservateurs les uns que les autres... Nous rêvions de remplacer ces institutions occupées par des élites à la "mentalité traditionnelle" (toutes nos recherches ne l'avaient-elles pas démontré...) par des structures nouvelles issues de forces vives de la nation et nourries par elles. Naturellement nous en faisons partie.

Ce rêve de remplacement ne pouvait cependant se réaliser de façon immédiate dans tous les secteurs de la société. Car les élites détenaient le contrôle formel des institutions. Ces jeunes loups des sciences humaines qui ont envahi les secteurs public et parapublic pendant les années soixante étaient des fonctionnaires, des cadres, des experts, des consultants, des professionnels, des technocrates, mais rarement des élus ; c'étaient des employés, ne détenant pas le pouvoir institutionnel. C'est pourquoi ils se sont consacrés à mettre sur pied des structures parallèles aux institutions en place, rattachées au niveau opérationnel où eux-mêmes se situaient ; cette opération constituait pour plusieurs une étape préalable à l'investissement des lieux institutionnels de pouvoir. [...] De ces lieux sans pouvoir formel, on proposait à la population de *participer* à l'élaboration de cette nouvelle société et, pourquoi pas, de collaborer au remplacement des élites traditionnelles qui, sans doute, l'avaient



exploitée, mais surtout ignoraient les nouveaux modèles de développement et, en un mot, étaient incompétentes. En retour on offrait aux participants un impossible partage du pouvoir. Car seul le pouvoir détenu par les membres de cette nouvelle couche sociale était, à cette époque, impossible à partager avec la population : il résidait dans l'influence fondée sur la rationalité technique, nouveau savoir que, par définition, ce groupe était le seul à posséder, qu'il ne pouvait pas partager sans le démystifier, que la " population " ne possédait pas, par définition. On pouvait par contre tenter de convaincre la population de la justesse de cette rationalité moderne. Cette démarche était même nécessaire pour consolider toute influence et acquérir une nécessaire légitimité. Au départ, la participation était donc le nom donné à cette tentative de mobilisation de la population par une couche montante non encore détentrice de positions de pouvoir, ce qui explique en partie pourquoi les institutions traditionnelles étaient dévalorisées par elle et pourquoi on souhaitait " dépasser " la démocratie traditionnelle »<sup>74</sup>.

Généralement, la participation ne provient pas d'une demande de la base, mais elle est plutôt une offre de l'organisation, souvent exposée comme un *cadeau*<sup>75</sup>. Selon Godbout, l'organisation ne recherche pas, par la mobilisation des participants, à créer un débat de fond ou à se restructurer pour mieux desservir ses membres, mais recherche plutôt le consensus, la mobilisation des participants en faveur de l'organisation, après mise en place d'un processus de participation<sup>76</sup>. Il s'agit là d'un processus de légitimation dans la prise de décisions de l'organisme. C'est ainsi que les supposés " exécutants ", soit la « structure opérationnelle[,] décide des " vrais besoins " des usagers, en leur nom »<sup>77</sup>.

Il écrit : « ...les *expériences* de participation ont été essentiellement les instruments de légitimation du pouvoir d'un groupe social ; mais *l'idée* de participation demeure très riche en capacité de transformation de la société actuelle »<sup>78</sup>.

---

<sup>74</sup> Jacques T. Godbout, *op. cit.*, p. 151-152

<sup>75</sup> Jacques T. Godbout, *op. cit.*, p. 155

<sup>76</sup> Jacques T. Godbout, *op. cit.*, p. 158

<sup>77</sup> Jacques T. Godbout, *op. cit.*, p. 159

<sup>78</sup> Jacques T. Godbout, *op. cit.*, p. 152

Ici, il est nécessaire de remettre en perspective la taille et l'importance de l'association, qui, sans posséder le poids du nombre de l'appareil étatique, suit ses nouvelles tendances.

En premier lieu, c'est en jetant un coup d'œil au nombre d'élus versus le nombre de fonctionnaires et employés de l'organisme que l'on se rend compte du poids certain des fonctionnaires de l'AGEUM. Au moment de la dissolution en février 1969, elle emploie un administrateur, quatre employés de secrétariat et un assistant, en plus de vingt-trois employés<sup>79</sup>. Sept élus, six employés de bureau, vingt-trois cols bleus, environ 12 000 membres. À bien des égards, l'AGEUM ressemble à une véritable entreprise de services à cette époque.

Il est difficile de jauger l'influence des véritables permanents de l'organisme, soit les employés de bureau ou conseillers de l'AGEUM comme l'administrateur, le secrétaire à l'exécutif ou le conseiller technique, sur les élus et les lignes directrices prises par l'organisme à cette époque, faute de sources. Toutefois, si les postes d'administrateur et de secrétaire à l'exécutif ne sont pas occupés par des personnalités très connues, notons que le poste de conseiller technique est occupé pendant quelques années par André d'Allemagne, membre fondateur du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN).

Deuxièmement, il faut ajouter qu'en réalité, les dirigeants de l'association sont pour la plupart élus, cela fréquemment par acclamation faute d'adversaire ; ce sont eux aussi qui "exécutent" les décisions entérinées au conseil de direction de l'AGEUM, qu'ils proposent eux-mêmes la plupart du temps. Quelques-uns se créent des emplois

d'été et travaillent à temps plein à développer l'association pendant la période estivale. Pendant leur séjour au sein de l'organisme, certains sont en permanence à l'association (l'été), mais affirment travailler à temps plein à l'AGEUM pendant l'année académique<sup>80</sup>.

Il faut souligner que les membres du conseil exécutif, de même que le directeur du *QL*<sup>81</sup> n'agissent pas bénévolement au sein de l'association. Par exemple, alors qu'en 1963 l'allocation du président est de 1800 \$ par année académique<sup>82</sup>, sa compensation atteint 2250 \$ en 1966<sup>83</sup> et 3300 \$ en 1969<sup>84</sup>. En 1967, le budget voté aux fins de l'exécutif va comme suit : salaires d'été de 5850 \$, allocations de 11 100 \$, frais de réception et représentation de 4000 \$, 1570 \$ de frais de téléphone<sup>85</sup>. Les élus sont donc des militants, mais ils reçoivent d'intéressantes compensations pour l'époque<sup>86</sup>, en plus de salaires d'été pour plusieurs.

Dans ce cas-ci, les responsables de l'AGEUM représentent donc autant la structure décisionnelle qu'opérationnelle, ce qui diminue de beaucoup les débats, les obstacles aux idées des décideurs. Nous pouvons soumettre l'hypothèse que les mécanismes démocratiques comme l'assemblée générale, le congrès et le conseil

<sup>79</sup> P/33 AGEUM, B.1.1.25. L'AGEUM emploie deux secrétaires en 1965-1966.

<sup>80</sup> *QL*, XLVII, 25, 09/12/64, p. 7

<sup>81</sup> En 1965, l'allocation du directeur ou de la directrice du journal est de 1200 \$ par année. B1.1.20, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 12/04/65.

<sup>82</sup> B1.1.20, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 27/03/63.

<sup>83</sup> C1.22, Budget de l'AGEUM, 1966-67. Nous ne savons pas si cette somme était imposable ou non. De nos jours, les compensations financières des officiers exécutifs sont non-imposables.

<sup>84</sup> *QL*, LI, 20, 18/02/69, p. 7

<sup>85</sup> B1.1.29, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 24/05/67 et *QL*, L, 5, 02/10/67, p. 1

<sup>86</sup> À titre de comparaison : à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), en l'an 2000, la compensation d'un officier du conseil exécutif de l'Association générale des étudiants de l'UQTR était de 900 \$ par trimestre.

d'administration de l'association servent à de nombreuses reprises comme outils de légitimation de la définition des " vrais besoins " de tous les étudiants de l'Université de Montréal, par une poignée de " leaders " impliqués dans l'association.

### 2.3 Les sources et le terrain d'enquête

La période que nous voulons couvrir représente environ une décennie, soit de 1959 à 1969. Pourquoi débiter à la fin des années 1950 ? Groupe en pleine émergence, le mouvement étudiant prend de plus en plus de place dans l'Université et sur la place publique. Forts de la grève du 6 mars 1958 à l'Université de Montréal, les leaders étudiants croient avoir gagné une crédibilité inédite auprès du grand public. C'est aussi pendant cette année que « Les Trois » — Jean-Claude Goyer, Francine Laurendeau et Bruno Meloche — iront occuper l'antichambre du bureau de Duplessis pendant trois mois, ce qui a été fortement médiatisé<sup>87</sup>. Cette prise de position concrète des étudiants est fort importante pour le mouvement de réforme, et les étudiants eux-mêmes semblent comprendre la primauté de cette action. Ils ont le sentiment d'avoir tourné une page d'histoire. Ils s'attaquent alors aux structures internes de l'Université avec une confiance inébranlable.

À l'autre bout, l'année 1968-1969 apparaît comme une année critique dans milieux étudiants, comme elle l'est dans la société, du reste ; c'est celle du chant du cygne des associations générales étudiantes québécoises. C'est au cours de cette année académique que l'AGEUM se retire de tous les comités conjoints de l'Université de Montréal, et que le dialogue est rompu avec les autorités de l'établissement. C'est la ruine : l'association est dissoute en congrès en mars 1969, et l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL) partage le même sort en septembre 1969<sup>88</sup>. L'Union

---

<sup>87</sup> Voir les Procès-verbaux du conseil de direction de l'AGEUM, B1.1.15, entre autres ceux du 17/03/58, 25/03/58 et 14/04/58. Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 233-240

<sup>88</sup> « Points de repères historiques de la pratique politique étudiante », *Recherches sociographiques*, *op. cit.*, p.404

générale des étudiants du Québec (UGEQ), quant à elle, est chose du passé dès juin 1969, moins de cinq ans après sa fondation. L'influence et l'importance de ces grandes associations au point de vue politique sont alors fortement critiquées par les étudiants. Ces grandes organisations, croit-on, sont anti-démocratiques et non-représentatives. De plus, leurs structures sont « trop centralisées »<sup>89</sup>. L'ère est à la prise en main individuelle et au « spontanéisme des masses »<sup>90</sup>. Comme l'écrit René Lenoir, les associations sont bien « l'école et le reflet de la démocratie »<sup>91</sup>.

Notre source principale est le *Quartier Latin*. Fondé en 1919<sup>92</sup>, il gardera la même appellation jusqu'en 1968-1969, alors qu'il devient le magazine *Quartier Latin* jusqu'à sa disparition en 1970. Tout au long des années 1960, ce journal bihebdomadaire traite d'une multitude de sujets. Parmi ceux qui nous intéressent plus particulièrement dans le cadre de ce mémoire, notons les revendications étudiantes, la démocratisation et la cogestion de l'université, de même que le syndicalisme étudiant et son évolution à travers la période. Cet organe est très connoté idéologiquement, d'ailleurs la direction le déclare " socialiste " au milieu des années 1960.

Pourquoi avoir choisi le *QL* comme source principale ? Entre autres pour l'étendue de son contenu, le sérieux de ses articles, sa richesse au point de vue historique. Ce journal est le plus important de tous les journaux étudiants au Québec, en termes de tirage : bihebdomadaire, entre 7 500 et 13 000 copies par édition au cours de la période. En ce qui a trait à son contenu : il oscille entre dix et vingt pages par édition. Il est très représentatif des idées à la mode de l'époque, et son contenu est très politisé.

---

<sup>89</sup> Voir entre autres l'article d'Éric Bédard, « L'idéologie syndicale... », *op. cit.*, p. 25

<sup>90</sup> *Idem*, p. 30-31

<sup>91</sup> Pris dans Solange Passaris et Guy Raffi, *Les associations...op. cit.*, p. 80. Les auteurs dénotent trois âges dans ce type d'institution : la naissance, habituellement enthousiaste ; le temps de la gestion, de la bureaucratisation ; enfin le temps de la crise, moment où les conflits interpersonnels apparaissent et survient le temps...de la dissolution ! *Idem*, p. 82.

<sup>92</sup> Claude Bélanger, « Analyse de quelques thèmes du Quartier latin », Ottawa, Thèse de maîtrise, 1970 (Thèses canadiennes sur microfilms), p. 10

Le journal est majoritairement financé par l'AGEUM. Au cours des années 1960, le débat sur le statut « d'organe officiel » de l'association du *Quartier Latin* sera très présent dans les pages du journal. Les journalistes discutent cette affiliation et rétorquent que le journal est indépendant de l'association, bien que l'organisme en soit le principal bailleur de fonds.

Au sein de ce journal engagé, les journalistes défendent des points de vue sur des questions qui concernent directement les étudiants et le milieu universitaire. Ainsi, ils ont des intérêts à défendre, des revendications qui leur tiennent à cœur, et ils donnent beaucoup d'importance au problème de l'éducation dans la société québécoise. Il n'y a pas à douter que le secteur de l'éducation nécessite une modernisation au début des années 1960, et ce pour divers facteurs. Mais, en regard du discours des étudiants, le problème qui afflige l'éducation est fondamental pour eux, parmi tous les problèmes repérables dans la société.

Nous avons également consulté le fonds d'archives de l'AGEUM situé au Centre d'archives de l'Université de Montréal. Très riche, il nous a permis de mieux saisir les structures et le fonctionnement de l'association, des éléments de la dynamique de l'association ainsi que de nombreux détails absents dans les pages du *QL*. Nous avons dépouillé les procès-verbaux des conseils d'administration, des congrès et assemblées générales, de même que ceux du conseil exécutif de l'AGEUM entre 1958 et 1969, au moment de la dissolution. Nous avons également passé en revue les mémoires, rapports, enquêtes menées par divers comités de l'organisation pendant cette période.

Le chapitre qui suit (chapitre deux) propose l'analyse de la croissance de l'AGEUM entre la décennie 1950 et la première partie des années 1960. Nous y étudions le processus de technocratisation de l'association, son expansion et les changements qui marquent la période. Dans ce chapitre, nous effectuons aussi un survol du parcours de quelques acteurs marquants qui gravitent autour de l'organisme étudiant et du *QL* au cours de cette période.

Le troisième chapitre met en lumière l'essoufflement du développement de l'association. Nous y faisons état des problèmes internes et des rapports difficiles entre les dirigeants et les autres acteurs du milieu, alors que l'AGEUM est paralysée par un manque d'appui de la part de ses membres.

Pour sa part, le chapitre quatre tente d'illustrer la volonté que manifestent les meneurs de l'association et du *QL* pour que les étudiants soient intégrés aux instances de décisions de l'Université de Montréal. Pour les représentants, la présence étudiante dans les hautes sphères de la décision, du développement et de la planification est une évidence. Ce chapitre témoigne du comportement de ces étudiants, engagés dans des luttes internes comme la demande de cogestion de l'Université, qui prend une part très importante parmi toutes les revendications étudiantes de l'époque.

Les structures de l'AGEUM changent de manière significative entre les années 1950 et le milieu de la décennie 1960. Dans un contexte de changement dans la société québécoise, les leaders étudiants suivent la vague et fondent beaucoup d'espoir en les forces progressistes.

## CHAPITRE II

### LA CROISSANCE DE L'AGEUM

«...Ma génération n'a pas connu la guerre, ni la crise économique. Elle n'a pas vécu le duplessisme, ou plutôt elle a assisté à sa mort. Politiquement, nous sommes nés en 1960. Cela est extrêmement important puisque nos schèmes de référence sont très différents des vôtres. Les situations que vous avez vécues, les luttes que vous avez menées, nous les prenons pour acquises. C'est pourquoi notre vision du monde et plus particulièrement du Québec s'en trouvent grandement modifiées [*sic*] » [...] « La "révolution tranquille" nous apparaît comme un point de départ et non pas comme un point d'arrivée. Nous sommes pressés et l'attente nous ennuie ».

Louis Côté, AGEUM 1963-1964<sup>1</sup>

À la fin des années 1950 et au début de la décennie suivante, l'AGEUM suit promptement la marche de la société québécoise et plus particulièrement celle de l'appareil d'État, en pleine transformation. Pour le gouvernement de Jean Lesage, l'État représente le principal instrument de rattrapage et de modernisation ; de même, les leaders étudiants voient dans leur association un outil de choix pour entériner leurs revendications et leur vision du développement. L'association, pour eux, est le moteur principal de l'affirmation des étudiants au point de vue collectif, comme groupe social distinct dans la société.

Dans ce chapitre, nous étudierons l'expansion de l'organisme, en parallèle avec la technocratisation de ses structures et de ses effectifs.

De quelle manière l'AGEUM s'est-elle développée ? De quelle façon est-elle dirigée ? Quelles sont les préoccupations des leaders étudiants ? Comment ceux-ci font-ils pour modeler l'association à leur image ? Voilà quelques interrogations auxquelles nous tenterons de répondre.

---

<sup>1</sup> Texte d'une conférence donnée par cet étudiant de l'Université de Montréal devant les membres du Cercle Morrisette de la société d'études et de conférences. Il a été secrétaire général de l'exécutif de l'AGEUM en 1963-1964, il meurt de façon tragique pendant l'été 1964. Paru dans *QL*, XLVII, 3, 22/09/64, p. 7



Commençons par regarder ce que sont les étudiants, de même que le milieu dans lequel ils évoluent.

## 1. Les étudiants et leur milieu

Par définition, les étudiants « ...sont cette partie de la jeunesse qui campe en dehors du circuit du travail le temps d'acquérir une formation intellectuelle universitaire destinée en principe à en faire de futures élites et de futurs cadres »<sup>2</sup>. Définition qui colle bien à l'étudiant universitaire de l'époque en Occident, explication à la Bourdieu qui fait de celui-ci un « héritier »<sup>3</sup>. Dans une telle définition, les études universitaires s'inscrivent dans un cadre d'apprentissage. C'est une période au cours de laquelle on se met quelque peu en retrait de la société dite active, pour mieux y entrer. En fait, on acquiert une formation, une spécialisation qui permettra ensuite d'occuper une place de choix.

Pour Nicole Neatby, l'étudiant est un « agent social qui est en voie d'acquisition d'un statut socio-occupationnel »<sup>4</sup> ; Bélanger et Maheu affirment pour leur part que « ...les étudiants ne forment pas une catégorie autonome en tant qu'étudiants, ils sont des agents en voie de qualification »<sup>5</sup>.

L'étudiant universitaire vient apprendre les rudiments de sa future profession dans une institution pleine de spécialistes. Une fois diplômé, il détient donc une formation universitaire qui va l'avantager : c'est là, d'un point de vue bien égoïste, la

---

<sup>2</sup> André Akoun et Pierre Ansart, dir., *Dictionnaire de Sociologie, op. cit.*, (entrée : *étudiant*, par André Akoun), p. 205-206.

<sup>3</sup> Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers...op. cit.*

<sup>4</sup> Nicole Neatby, p. 19 de la thèse de doctorat

<sup>5</sup> Paul R. Bélanger et Louis Maheu, « Pratique politique étudiante... », *op. cit.*, p. 324

seule raison de passer plusieurs années de sa vie à l'université. Certes, pour plusieurs, il n'y a pas de temps à perdre : il en coûte très cher aux parents d'entretenir un étudiant sur les bancs d'école, qui doit donc en sortir dans les temps prescrits, diplôme en main, pour entrer sur le marché du travail.

La formation universitaire — surtout destinée aux privilégiés, ayant davantage de « chances scolaires »<sup>6</sup> — assure à l'étudiant une carrière avantageuse, un avenir aisé, un certain statut social<sup>7</sup>. Bélanger et Maheu en font l'hypothèse de leurs travaux :

« ...le Québec des années '60 voyait émerger, de façon plus nette et massive, une nouvelle petite-bourgeoisie relativement modernisante qui savait tirer profit des politiques de l'État qui lui rendaient accessible une meilleure qualification professionnelle et une promotion sociale certaine »<sup>8</sup>.

Plusieurs étudiants constatent d'eux-mêmes cet avantage, mais toujours dans le cadre de revendication en faveur de la démocratisation<sup>9</sup>.

Une réalité incontournable d'un campus universitaire est la grande quantité de relations entre les étudiants, sans compter les relations établies avec d'autres acteurs du milieu : ils assistent en groupe à de nombreux cours, doivent effectuer des travaux d'équipe, participent à des activités sociales, sportives et culturelles. Des amitiés se développent, des alliances se créent, de même que des tensions naissent au cours des quelques années passées à l'Université. Amis ou ennemis, amoureux ou simplement camarades de classe, les étudiants vivent la majeure partie de leur temps, pendant cette

<sup>6</sup> Pierre Bourdieu et J.-C Passeron, ...*op. cit.*, p. 17

<sup>7</sup> P33/E1.23. AGEUM, « Mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement par l'AGEUM », Montréal, 06/62, p. 23. Ce mémoire a été rédigé par le comité d'éducation de l'AGEUM : rédaction par Michel Pelletier, directeur ; Pierre Marois, directeur-adjoint ; Jean Vianney Jutras ; Ronald Sabourin. Collaboration de Jacques Girard, Neuville Lacroix, Robert Savoie et Christiane Verdon.

<sup>8</sup> Paul R. Bélanger et Louis Maheu, « Pratique politique étudiante... », *op. cit.*, p. 322

<sup>9</sup> « Qu'est-ce que le syndicalisme étudiant ? », *QL*, XLV, no 13, 30 octobre 1962, p. 3

## 2.1 Aux rennes de l'AGEUM

L'AGEUM est alors dirigée par un conseil de direction et un comité exécutif. À ceux-ci s'ajoutent quelques membres honoraires, qui, sans avoir à être toujours présents aux réunions des divers paliers de décisions, possèdent une certaine influence au sein de l'association<sup>15</sup>. Ceux-ci font majoritairement partie de l'administration de l'Université : le recteur, le vice-recteur et le secrétaire-général, en plus de l'aumônier des étudiants.

En ce qui a trait au conseil de direction de l'AGEUM, il est formé de l'exécutif de l'association et des représentants de facultés et des membres *ex officio*. À ce moment, un seul étudiant par faculté ou école y est délégué, celui-ci ayant été préalablement élu par les étudiants de sa faculté d'appartenance<sup>16</sup>. Le conseil se réunit une fois par mois pendant l'année académique<sup>17</sup>.

Pour ce qui est de la structure de l'exécutif, notons qu'il est formé de sept membres au début des années 1950 : le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier<sup>18</sup> ; à cela, il faut ajouter trois membres *ex officio*.

À mentionner également qu'il existe, dans l'entourage de l'association, un quatrième poste *ex officio* d'*aviseur*, un membre consultant de l'exécutif, pour assurer une certaine continuité dans les affaires courantes et les dossiers. Celui-ci est un membre de l'exécutif précédent, plus souvent le président sortant, selon la constitution de l'AGEUM<sup>19</sup>.

En 1958, il semble que seuls quatre membres étudiants forment l'exécutif : le président, le vice-président, le secrétaire et l'aviseur. Ces étudiants reviennent

---

<sup>15</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 23

<sup>16</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 20

<sup>17</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 20

<sup>18</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 20

<sup>19</sup> P33/A12. « Constitution de l'AGEUM (article 9) », s.d. [tournant des années 1960].

période, à effectuer une routine individuelle semblable sous plus d'un aspect. En peu de mots, ils ont un point en commun : la *vie d'étudiant*. Certains leaders étudiants tentent à cette époque de convaincre leurs collègues qu'ils font partie d'une collectivité en émergence<sup>10</sup>.

Bref, les étudiants forment un groupe social. Il s'agit toutefois d'un groupe hétérogène, il va sans dire, dont les bases sociales sont méconnues. D'ailleurs, l'historiographie est plutôt restreinte à ce sujet<sup>11</sup>.

Si l'AGEUM semble changer en profondeur dans les années 1960, la genèse de ces changements, toutefois, provient de la remise en question et du développement d'une critique sociale après la Deuxième Guerre mondiale.

## 2. L'AGEUM jusqu'au milieu des années 1950

Au tournant des années 1950, le but premier de l'AGEUM est « d'occuper les loisirs et donner des services utiles et importants »<sup>12</sup> aux étudiants ; d'organiser les initiations de début d'année, d'organiser danses et réceptions ; elle coordonne également des activités sportives et culturelles<sup>13</sup>. Elle offre quelques services dont le service médical, l'aumônerie, le placement étudiant et le logement<sup>14</sup>. L'on s'occupe bien de la question sociale, mais avant tout l'association veut inspirer la « solidarité universitaire » entre les étudiants. Il en résulte une structure assez simple, somme toute.

---

<sup>10</sup> P33/E1.27, Pierre Marois, directeur du comité d'éducation AGEUM, « Qu'est-ce que le syndicalisme étudiant ? », 29/11/62, p. 3.

<sup>11</sup> Nicole Neatby a retracé la profession des pères des leaders étudiants des années 1950. Voir Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 253-254.

<sup>12</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 203

<sup>13</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 20

<sup>14</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 20

systématiquement dans les listes de présences des procès-verbaux du conseil de direction de l'AGEUM. Il n'y a pas de trace d'un quelconque poste de « trésorier » à ce moment<sup>20</sup>.

Jusqu'à la fin des années 1950, le pouvoir d'élire le président de l'AGEUM est strictement réservé aux seuls membres du conseil de direction et aux membres *ex officio* de l'association. Voici le fonctionnement d'une élection typique de l'époque : chaque faculté ou école propose un candidat à la présidence, et celui-ci est présenté devant le conseil de l'association qui porte le président au pouvoir. Chaque membre du conseil attribue à chacun des candidats un nombre de voix décroissant de  $x$  à 1,  $x$  étant le nombre de candidats correspondant au nombre de facultés et écoles membres de l'AGEUM de même que la note attribuée au candidat préféré. On additionne ensuite le nombre de votes pour chaque candidat, puis on procède à un deuxième scrutin, de la même façon pour les quatre candidats qui obtiennent le plus de votes<sup>21</sup>.

Selon Nicole Neatby, l'administrateur et l'aumônier possèdent un pouvoir significatif dans la prise de décisions de l'organisme, en particulier jusqu'au milieu des années 1950. Par exemple, l'administrateur fait office de secrétaire permanent de l'association<sup>22</sup>. D'après certains étudiants de l'époque, l'administrateur fait le lien entre l'AGEUM et les autorités de l'Université<sup>23</sup>. Détenant les « cordons de la bourse » puisqu'il s'occupe des budgets et états financiers, il conseille les leaders étudiants à propos des dépenses et choix " judicieux " à faire.

Pour Neatby, leur présence au sein de l'AGEUM indique que les autorités universitaires croient que les étudiants, considérés comme des « mineurs

---

<sup>20</sup> B1.1.16, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 30/01/58 ; 20/02/58 ; 17/03/58 30/05/58 (congrès) ; 29/09/58, etc.

<sup>21</sup> P33/A2, Janine Dalairé et J-F. Léonard, « Analyse socio-politique de l'AGEUM de 1922 à 1968 », document présenté au congrès de l'AGEUM de février 1969 (dissolution), p. 12

<sup>22</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, 24

<sup>23</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 24. L'auteur a pris ses renseignements dans un article du *QL* de mars 1953, à propos de l'administrateur.

dépendants », ont besoin d'un adulte ou d'une personne plus âgée pour dialoguer<sup>24</sup>.

Si l'on considère l'AGEUM en tant qu'école de formation additionnelle et école d'initiation à la vie politique, Neatby constate que « devenir membre de l'exécutif de l'association peut répondre à des objectifs de carrière à long terme »<sup>25</sup> ; ainsi, les meneurs de l'AGEUM, qui étudient surtout en droit et en médecine, peuvent avoir des motivations carriéristes<sup>26</sup>.

Si ce type de motivation est inégalement perceptible selon les étudiants impliqués, les leaders étudiants doivent tout de même s'occuper des questions politiques et sociales du moment.

## 2.2 Les préoccupations de l'AGEUM

Nicole Neatby a clairement démontré que les leaders étudiants de l'Université de Montréal des années 1950 voient l'actualité politique et sociale d'un oeil fort critique, autant au plan national qu'international. Elle les départage — non sans difficultés de son propre aveu — en deux groupes : les leaders de tendance traditionnelle et ceux de tendance réformiste<sup>27</sup>.

Non seulement les dirigeants de l'association émettent-ils des idées et des opinions, mais ils s'impliquent activement, par l'entremise de mouvements comme Pax Romana, l'Entraide universitaire mondiale (EUM) et le Club des relations

---

<sup>24</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, 24

<sup>25</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, 25

<sup>26</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, 26-27

<sup>27</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 41-42. Selon l'auteur, cette division est plus nette lorsqu'il s'agit de la question internationale, spécifiquement en ce qui a trait au communisme.

internationales (CRI)<sup>28</sup>. L'AGEUM est également membre de la Fédération nationale des étudiants universitaires du Canada (FNEUC).

Au point de vue social, nombreux sont les leaders du début des années 1950 — nonobstant les tendances — qui reprochent à leurs camarades leurs réflexes matérialistes et égoïstes, leurs priorités individualistes<sup>29</sup>. Si pour les étudiants de tendance traditionnelle la réforme de la société passe par la réforme de l'individu<sup>30</sup>, leurs camarades réformistes tentent de lancer le débat et ils invitent leurs camarades à se questionner, particulièrement en ce qui a trait à la « mainmise cléricale » en divers domaines au Québec<sup>31</sup>. Ils reprochent à leurs camarades « d'être bêtement catholiques », constatant leur conformisme religieux, qu'ils suivent sans trop penser<sup>32</sup> ; ce qu'ils veulent, c'est un catholicisme plus raisonné<sup>33</sup>.

Les leaders étudiants du début de la décennie 1950 semblent éprouver une certaine méfiance face à la politique, même si, selon eux, l'étudiant a le devoir de s'intéresser à la chose publique et à la vie politique<sup>34</sup>. Il leur apparaît préférable de procéder à leur propre formation politique de manière réservée et/ou préparatoire, sans s'engager concrètement au sein d'un parti. Est-ce là le fruit d'un dédain envers ce milieu, l'impression d'être dans une période d'impasse au point de vue politique, une résignation face aux mœurs politiques de l'époque, dans cette sphère d'activité ? Chose sûre, ces leaders semblent éprouver un certain mépris pour la politique

---

<sup>28</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 38-65

<sup>29</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 83

<sup>30</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 96

<sup>31</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 98-99

<sup>32</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 99-100

<sup>33</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 101

partisane, selon Neatby<sup>35</sup>, et il ne leur vient pas à l'idée d'adhérer à un parti politique dans le dessein de réformer ses politiques<sup>36</sup>.

Toujours d'après Nicole Neatby, les représentants étudiants prennent de l'assurance suite à leurs premières interactions avec les instances publiques québécoises, en l'occurrence leur participation à la Commission Massey en 1950<sup>37</sup>. Feutré de « précautions oratoires »<sup>38</sup> et réservé pendant cette première expérience, à l'heure de la Commission Tremblay entre 1953 et 1956, le milieu étudiant a pris beaucoup confiance et sent qu'il a maintenant son mot à dire dans la société, de même qu'il peut désormais exercer une certaine influence dans les milieux politiques<sup>39</sup>.

Il en est de même en ce qui a trait aux relations des étudiants avec les autorités universitaires : ils s'adressent à elles sur un « ton péremptoire, parfois même impérieux »<sup>40</sup>. Leur conduite " d'égal à égal ", en communauté d'adultes responsables à adultes responsables avec les autorités universitaires — religieuses —, commune aux années 1960, est lancée dès le milieu des années 1950. Comme le fait remarquer Neatby, ces positions sont peut-être moins compatibles avec l'attitude paternaliste des autorités de cette époque que dans les années 1960. Chose certaine, des changements sont en cours dans les mentalités, alors que l'Église semble perdre quelque peu de son autorité, dans ce milieu.

---

<sup>34</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 86

<sup>35</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 87-88

<sup>36</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 85

<sup>37</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 134

<sup>38</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 200

<sup>39</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 172 et 193

<sup>40</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 200



### 3. La marche vers un nouveau statut 1956-1961

Donc, au milieu des années 1950, le milieu étudiant est en pleine transformation : l'AGEUM effectue une refonte de ses statuts pour les adapter à son nouveau rôle. De la distribution de services utiles et de loisirs, elle passe à la défense des droits et intérêts de la communauté étudiante dans le domaine de l'éducation et à la promotion du bien général des étudiants<sup>41</sup>.

L'AGEUM démontre de plus en plus la volonté de prendre ses responsabilités, de prendre son propre développement en main : elle apporte des restrictions en ce qui concerne l'étendue des pouvoirs de l'administrateur, jusqu'alors " argentier " de l'association, dans la refonte de sa constitution en 1956-1957 : il n'est dorénavant qu'un " employé " de l'AGEUM<sup>42</sup>.

Bref, les leaders étudiants ont de plus en plus la prétention d'être des adultes responsables, prêts à agir dans l'Université et dans la société, ce qui contraste du discours du début des années 1950.

Très déterminés, les leaders étudiants de l'Université de Montréal radicalisent leur pensée, tout particulièrement au sujet des conditions financières de l'étudiant. C'est ainsi qu'ils en viennent, à l'instar des meneurs des autres universités québécoises, à écrire un mémoire destiné au Premier ministre Duplessis, revendiquant un meilleur financement dans le domaine de l'éducation et dans l'enseignement supérieur<sup>43</sup>. Ils ne demandent rien de moins que la gratuité scolaire à l'Université.

---

<sup>41</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 203

<sup>42</sup> Nicole Neatby, *op. cit.*, p. 204

<sup>43</sup> P33/B1.1.15, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 20/02/58. Voir aussi E1.12, Les étudiants de la province de Québec, [Université de Montréal, Laval, McGill, Sir George Williams, Bishop's] « Mémoire des étudiants des universités de la province de Québec sur les conditions

Duplessis refuse les principes du mémoire et mène la vie dure aux leaders étudiants de même qu'aux « Trois », Francine Laurendeau, Bruno Meloche et Jean Pierre Goyer<sup>44</sup>, qui séjournent dans l'antichambre de son bureau pendant plusieurs mois. Il affirme, à la fin février 1958 : « [j]e n'ai pas le temps de recevoir des enfants mal éduqués qui veulent chaque jour forcer la porte de mon bureau[...]Je n'ai jamais vu de mot plus hypocrite que celui de gratuité scolaire »<sup>45</sup>. Le Premier ministre rencontre les présidents des universités en décembre 1958, pour donner une fin de non-recevoir à leur mémoire<sup>46</sup>. Il en découle la tenue d'une grève, le 6 mars 1958.

Cette date est une référence pour le devenir de la classe étudiante. Comme Nicole Neatby nous le fait voir, si mars 1958 représente effectivement une étape importante pour le mouvement, la rupture n'est pas aussi drastique que l'ont laissé entendre les étudiants contemporains. Il y a bien des changements entre les deux époques, mais il existe une certaine continuité.

### 3.1 Une époque de changements

En 1958, après un grand débat et quelques séances ardues du conseil de direction en ce qui a trait à l'importance d'élire le président au vote populaire, on reporte ce

---

matérielles de l'enseignement universitaire en cette province » s.d. [probablement 1958], 9 p. ; E1.13, AGEUM, « Mémoire de l'association générale des étudiants de l'Université de Montréal sur trois problèmes universitaires », Montréal, 12/01/58, 13 p.

<sup>44</sup> À cet effet, voir le documentaire de Jean-Pierre Labrecque *L'Histoire des Trois*, Office National du Film, 1990. Dans le Procès-verbal du Conseil de direction (le conseil d'administration) de l'AGEUM du 17/03/58 (alors que Goyer était venu de Québec pour expliquer la situation aux membres du conseil), il est mentionné que ce sont « les trois héros du Québec... ».

<sup>45</sup> Pris dans Janine Dalair et J.-F. Léonard...*op. cit.* Cité dans Pierre Marois, « Qu'est-ce que le syndicalisme étudiant », AGEUM, 1963, p. 3

<sup>46</sup> P33/B1.1.16, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 03/12/58

nouveau mode d'élection à l'année suivante<sup>47</sup>. On accepte de procéder comme tel pour l'élection de 1960-1961. Jean Rochon devient le premier président de l'AGEUM élu au suffrage universel<sup>48</sup>.

Les meneurs de l'AGEUM tiennent à ce que l'organisme soit démocratique. Ainsi, au tournant des années 1960, l'association veut se rapprocher de ses membres. D'entrée de jeu, Hubert Reid, nouveau président de l'association en 1959-1960, affirme que « [l']AGEUM n'est pas une clique, le but de l'exécutif, cette année, est de rapprocher l'AGEUM des étudiants »<sup>49</sup>. Dès 1959, on aperçoit deux problèmes majeurs dans le fonctionnement de l'AGEUM : 1) le manque d'intérêt des étudiants face aux activités de l'association et 2) les nombreuses critiques, parfois acerbes et désabusées, formulées contre l'AGEUM<sup>50</sup>.

Soucieuse de mieux s'occuper de ses membres, l'association ajoute un poste de vice-président à son exécutif en 1959 : il y a désormais un vice-président intérieur et un vice-président extérieur. Cela permet également au président de choisir ses interventions<sup>51</sup>. De plus, on allège la tâche du président lors des réunions du conseil de direction, en créant le poste d'*orateur*, ou président d'assemblée. Jusqu'à ce moment,

---

<sup>47</sup> *QL*, 5 mars 1959, XLI, 22, p. 1. À ce moment, 1 210 étudiants signent une pétition pour le vote universel, qui est ensuite remise au président Jean Cournoyer.

<sup>48</sup> *QL*, 17 mars 1960, XLII, 45, p. 1. Dans leur analyse de l'AGEUM (p. 12), Janine Dalairé et J.-F. Léonard se trompent d'une décennie, affirmant que le suffrage universel débute en 1949-1950 à l'AGEUM.

<sup>49</sup> Procès-verbal du conseil de direction du 30/05/59, Fonds AGEUM P33/B1,1,17.

<sup>50</sup> Programme électoral d'Hubert Reid (sera élu), pour 1959-1960. P33/A9.

<sup>51</sup> B1.1.16 Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 12/03/59.

cette tâche est remplie par le président, ce qui limite sa capacité d'intervention aux débats du conseil<sup>52</sup>.

Les leaders étudiants des années 1960 voient une rupture entre leur époque et les années 1950, au point de vue de la pensée, l'engagement et l'action étudiante. Dans une étude réalisée en 1968, Janine Dalaire et J-F. Léonard<sup>53</sup>, tous deux membres de l'exécutif de l'association à la fin des années soixante, affirment que pour la majorité des dirigeants étudiants des années 1960, le mouvement étudiant québécois a pris son envol en 1958 ; c'est ce que nous avons mentionné plus haut.

Au dire des étudiants des années 1960, leurs prédécesseurs d'avant 1958 auraient été de joyeux *carabins* /joyeuses *poutchinettes* folkloriques<sup>54</sup>, et le rôle de l'AGEUM est exclusivement d'organiser des danses et orchestrer les carabinades de ses membres. Les deux auteurs interprètent la période 1958-1962 comme une « entre-deux période » [*sic*]<sup>55</sup>. Dans cette optique, l'utilisation des termes *carabin* et *poutchinette* s'avère ici une critique, du point de vue de dirigeants de l'association, du manque de sérieux des étudiants en général et du peu d'intérêt que ceux-ci démontrent pour leur propre cause collective.

---

<sup>52</sup> B1.1.16 Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 12/03/59, *op. cit.*

<sup>53</sup> P33/A2, Janine Dalaire et J-F. Léonard, « Analyse socio-politique de l'AGEUM de 1922 à 1968 », Montréal, 1968, 72 p. Document présenté au congrès de dissolution de l'AGEUM en février 1969. Il s'agit d'une recherche effectuée par les deux auteurs dans le cadre d'un cours de sociologie politique. On y met l'analyse de la période 1922-1958 à l'intérieur d'un chapitre de quelques pages.

<sup>54</sup> *Carabin* et *poutchinette* sont deux expressions que les étudiants de l'époque utilisent pour désigner "étudiant" et "étudiante", du moins à l'Université de Montréal. Dans le *QL*, elles sont surtout utilisées lors des initiations de début d'année académique (discours du président, activités de la rentrée) et pendant le carnaval étudiant. Ces expressions reviennent également lors de nombreuses tentatives des journalistes du *QL* de "provoquer" la masse étudiante, jugée trop peu sérieuse et peu engagée.

<sup>55</sup> Janine Dalaire et J.-F. Léonard, *op. cit.*, p. 14.

De son côté, Michael McAndrew, membre de l'exécutif en 1965, voit l'intervalle 1958-1960 comme une « période d'incubation » où le mouvement étudiant quitte l'avant scène de l'actualité, alors que c'est désormais plus en tant que démocrates qu'en tant qu'étudiants que ces derniers participent aux luttes qui entraînent la chute du régime<sup>56</sup>.

Les leaders étudiants des années 1960 ont donc la conviction de faire partie d'une classe sociale distincte de la société et de l'avoir maintes fois démontré. Pour eux, la génération précédente d'étudiants n'a pas développé la conscience claire et nette d'une appartenance et d'une distinction collective. Nicole Neatby voit au contraire des signes à ce propos dès les années 1950<sup>57</sup>.

Ces étudiants ont également la conviction d'avoir une place auprès du nouveau pouvoir libéral. Ils l'affirment dans un mémoire pour la commission provinciale sur les universités :

« [I]es étudiants, en effet, n'ont pas été sourds aux déclarations répétées de votre gouvernement plaçant la jeunesse au premier rang de ses préoccupations, Ils voient dans ces prises de positions l'expression d'une volonté de renouvellement ; et, au delà des déclarations, ils aperçoivent ce qui pourrait être le début d'une ère de coopération fructueuse entre les jeunes et les dirigeants de notre société »<sup>58</sup>.

Autre élément significatif qui touche le milieu : le discours change. Comme l'explique Jocelyn Létourneau, on aperçoit un « consensus sémantique », une adhésion à un langage, véritable code sémantique de communication, dont les notions maîtresses sont celles de démocratie, de participation, de planification, de développement,

---

<sup>56</sup> Michael McAndrew, « Le syndicalisme étudiant de Duplessis à Wagner »,...*op. cit.*

<sup>57</sup> Nicole Neatby, p. 157 de la thèse de doctorat.

<sup>58</sup> AGEUM, « Mémoire de l'association générale des étudiants de l'Université de Montréal au gouvernement de la Province de Québec sur la Commission provinciale des Universités », Montréal, 11/1960, p. 1

d'aménagement, d'affirmation, de droits sociaux du citoyen et de promotion collective<sup>59</sup>.

Ainsi se dégage la création d'un certain idéal, en ce qui concerne les " nouveaux " champs d'intervention des étudiants dans l'Université et la société.

### 3.2 Un idéal démocratique

Les leaders étudiants tiennent à ce que l'enseignement supérieur soit ouvert à tous au Québec. Reprenant à leur compte les méthodes modernes de légitimation et de prise de décisions, les associations générales étudiantes expriment alors la volonté de bénéficier d'une enquête dite objective pour connaître mieux les réalités du milieu étudiant québécois.

En 1962, une équipe de sociologues de l'Université de Montréal publie les résultats d'une enquête effectuée en 1960-1961 auprès de 2037 étudiants dans les universités de langue française du Québec, dont 1008 étudiants de l'Université de Montréal, 757 de l'Université Laval<sup>60</sup>.

Les résultats de cette enquête, utilisés à profusion par les représentants étudiants dans les années 1960 dans le cadre de leurs revendications, ont été présentés par université d'appartenance, ce qui nous a permis d'utiliser seulement les données concernant l'Université de Montréal (appendice B). Nous avons inséré en annexe 1 et 2 quelques informations à propos des étudiants de cette institution. Le corpus représente un important pourcentage des étudiants cette université en 1961, soit exactement 20 % de la population étudiante de l'institution à cette époque<sup>61</sup>.

---

<sup>59</sup> Jocelyn Létourneau, « Québec d'après-guerre et mémoire collective... »...*op. cit.*, p. 69

<sup>60</sup> P33/E1.24, Jacques Brazeau, Jacques Dofny, Gérald Fortin et Robert Sévigny, « Rapport d'enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française du Québec » (enquête sociologique), Montréal, 1962, 80 p.

<sup>61</sup> P33/E1.42, Jacques Brazeau, « Enquête à propos du besoin de logis pour les étudiants », 1966. tableau 1 : il y a 5040 étudiants à l'Université de Montréal en 1961. En 1966, il y en a 12 000.

Outre la situation générale des parents, on y découvre diverses informations concernant la situation familiale, financière et académique des étudiants. Les résultats de cette enquête démontrent que malgré une augmentation substantielle des effectifs étudiants universitaires après la Deuxième Guerre au Québec, les portes des universités ne sont pas complètement ouvertes ; il subsiste quelques « Facultés interdites »<sup>62</sup>, interdites aux fils et aux filles d'ouvriers : entre autres, la Faculté de Droit et la Faculté de Médecine.

C'est donc à l'aide de ce type d'études que les leaders étudiants veulent démontrer leur sérieux et envahir les champs d'interventions traditionnellement réservés aux adultes. Ils exhortent aussi tous les étudiants à se préoccuper des décisions qui les concernent.

Pour eux, l'engagement étudiant est un *devoir*. Les militants de l'AGEUM et les journalistes du *QL* tentent tant bien que mal de conscientiser la population étudiante à l'égard des problèmes du milieu universitaire et des problèmes de la société en général. Comme l'affirme Bernard Landry en 1962 :

« ...[d]ans le climat actuel du Québec, il serait désastreux de voir la collectivité étudiante « manquer le train ». La société dont nous sommes partie intégrante compte sur nous. Elle attend nos réactions lucides et responsables, nos prises de position, nos recherches »<sup>63</sup>.

Le *QL* s'improvise alors éveilleur de conscience de la population étudiante, comme plusieurs autres journaux étudiants de l'époque<sup>64</sup>. On doit s'intéresser aux problèmes de la société, se préparer à bien jouer son rôle de citoyen. Les étudiants,

---

<sup>62</sup> P33/B2.5, communication entre Pierre Marois, président de l'AGEUM, et André Béliveau, du Petit-Journal, dactylographié, note manuscrite « juin 1963 ».

<sup>63</sup> *QL*, XLV, 1, 18/09/62, p. 1.

<sup>64</sup> Pierre Bélanger, *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*, Montréal, Éditions de l'ANEQ, 1984, p. 8-9.

dans le contexte de modernisation du Québec, sentent le besoin de préparer leur avenir en participant immédiatement aux réformes.

Lors de chacune des manifestations étudiantes hors des murs de l'établissement, les journalistes du *QL* en profitent pour rappeler aux étudiants leur rôle d'intellectuels. Selon eux, l'étudiant universitaire doit s'impliquer dans son milieu et dans la société. Cet engagement est essentiel au bon développement de la démocratie, du respect de l'égalité des droits, de la liberté. La Charte de l'Étudiant universitaire en établit les fondements.

Malgré les structures de participation, les étudiants portent en général peu d'intérêt à la question « agéumique »<sup>65</sup>. En effet, la prise de conscience par la masse étudiante de son statut — et dans un certain sens son éveil — se fait attendre, au grand désarroi des leaders.

Les leaders étudiants tentent, en prenant pour exemple l'engagement des étudiants étrangers dans les affaires nationales de leur pays, de convaincre le lecteur étudiant du *QL* de prendre ses responsabilités d'intellectuel. Cela va de soi, affirment-ils<sup>66</sup>. Dans des textes parfois virulents, quelques journalistes font la morale à leurs camarades, en lançant des appels à l'opinion étudiante<sup>67</sup>.

Ces invitations ne semblent pas prendre en compte l'état d'esprit de la population étudiante en général. Claude Roy, président de l'association des étudiants en sciences sociales, affirme en assemblée du conseil que « [l]es étudiants ne se voient pas comme

<sup>65</sup> P33/E1.40, AGEUM, « La nouvelle politique étudiante (Livre vert) », Montréal, 08/65, p. 6

<sup>66</sup> P33/E1.40, AGEUM, « La nouvelle politique étudiante (Livre vert) », *op. cit.*, p. 6

<sup>67</sup> *QL*, 28 novembre 1961, XLIV, 21, p. 3. Pris dans « L'intellectuel contre le peuple », *Liberté*, vol. 3, no.5, p. 701.



faisant partie d'un MONDE ÉTUDIANT [*sic*] »<sup>68</sup>. Le président de l'AGEUM de 1961-1962, Michel Grimard, va jusqu'à dire que « [l]es étudiants sont des maudits confortables » qui ne semblent pas s'inquiéter des problèmes en société<sup>69</sup>.

Ils sollicitent de toutes parts la participation des étudiants en présentant l'image d'une association accueillante, avec des représentants ouverts à la discussion et aux propositions : une association démocratique.

La question ne se pose donc plus : les étudiants, selon eux, sont des adultes responsables, des citoyens à part entière fort intéressés au développement de l'Université et de la société. Ainsi l'affirme le président de l'AGEUM en 1961-1962 : « ...depuis l'après-guerre et encore davantage ces dernières années, l'étudiant a réalisé qu'il constituait une partie importante de la société, qu'il ne pouvait désormais se contenter d'être un spectateur du théâtre politique ou, si l'on préfère, des activités de la cité. La conception de l'association s'est élargie au-delà des cadres du club de loisirs »<sup>70</sup>.

Pour mettre leurs prétentions de compétence à l'oeuvre, il reste toutefois à mouler l'AGEUM à leur image.

---

<sup>68</sup> *QL*, 1<sup>er</sup> février 1962, XLIV, 32, p. 8.

<sup>69</sup> *QL*, 11 janvier 1962, XLIV, 26, p. 1.

<sup>70</sup> *QL*, XLIV, 2, 21/09/61, p. 4

#### 4. Les réformes

À cette époque, l'AGEUM est en restructuration quasi-permanente, selon les intérêts et la vision des étudiants en poste. Ceux-ci entreprennent donc des réformes et se mettent en prise réelle sur la société.

Au cours des années 1960, les structures de représentation étudiante changent de manière significative au sein de l'association. Les structures et les services offerts par l'association vont se complexifier et prendre une expansion sans précédent, avec en trame de fond les grandes idées et intérêts de l'heure.

Vingt et une facultés et écoles sont membres du conseil au tournant des années 1960, 26 en 1966<sup>71</sup> et 22 en 1967-1968<sup>72</sup>. Chacun de ces groupements délègue un ou plusieurs conseillers — habituellement le président du comité de régie de la faculté ou de l'école, de même que d'autres représentants élus — selon son nombre d'étudiants. Il peut y avoir un maximum de six conseillers par institution affiliée siégeant au conseil de l'AGEUM. Nous n'avons pas de date précise en ce qui a trait à l'augmentation du nombre de conseillers de facultés, en représentation proportionnelle à la taille de celles-ci<sup>73</sup>. Toutefois, c'est chose faite dès 1961<sup>74</sup>.

---

<sup>71</sup> *QL*, XLIX, 24, 06/12/66, p. 1

<sup>72</sup> P33/A12, AGEUM, « Constitution de l'AGEUM », s.d. (tournant des années 1960), règlements particuliers, article 1. Chiffres de 1967 : P33/C1.24. Au milieu des années 1960, le conseil de direction de l'AGEUM reçoit une nouvelle appellation bien connue : conseil d'administration (P33/A18).

<sup>73</sup> P33/A18, « Constitution de l'AGEUM », avril 1965. Celle-ci, en page quatre, article 8-C rapporte que la représentation au conseil est de : entre 25 et 200 étudiants et étudiantes : un représentant ou une représentante ; 201-500 : 2 ; 501-900 : 3 ; 901-1400 : 4 ; 1401-2000 : 5 ; 2001-3000 : 6. Les chiffres sont sensiblement les mêmes pour les années antérieures.

<sup>74</sup> AGEUM, *Loi concernant l'association générale des étudiants de l'Université de Montréal*. P33/A14, 12/1961 (note manuscrite), Article V.

L'exécutif de l'AGEUM y siège également : le président, les vice-présidents et vice-présidentes, dont le nombre augmente tout au long de la période, ainsi qu'un secrétaire. Le nombre de membres du conseil exécutif est déterminé par les *Règlements généraux* de l'association.

Comme nous pouvons l'apercevoir dans l'organigramme qui suit, mis sur pied par les dirigeants étudiants eux-mêmes en 1965-1966<sup>75</sup>, tous les postes de l'exécutif sont désormais des postes « électifs ». En ce qui concerne l'administrateur et le conseiller technique, des permanents de l'organisme, notons qu'ils sont nommés par l'exécutif. C'est en 1963 et 1964 que les postes de vice-président à l'administration et de vice-président à la cogestion sont respectivement créés, signe de l'importance grandissante de l'efficacité administrative, d'une bonne gestion et d'un intérêt marqué pour la participation au gouvernement de l'université. Il s'agit également d'assurer une meilleure répartition des tâches au sein de l'exécutif.

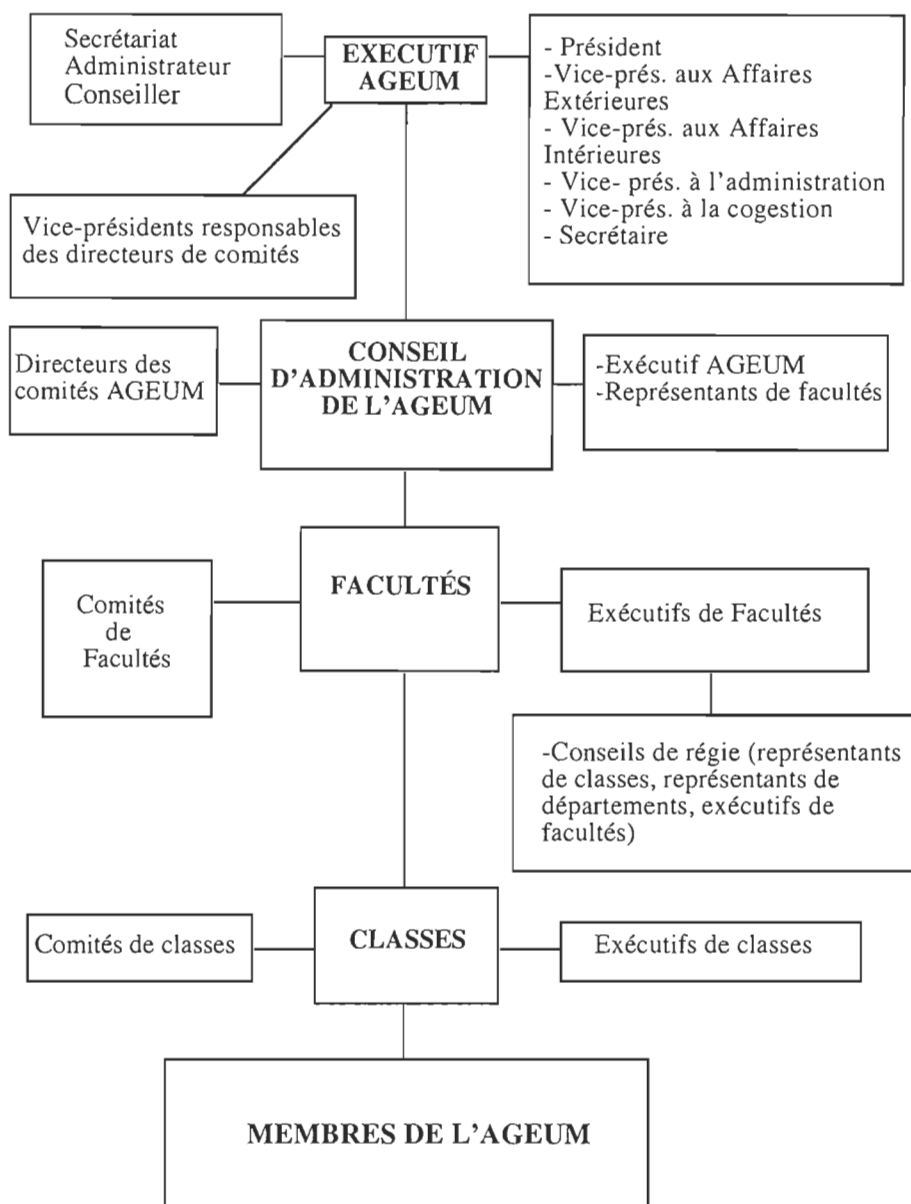
---

<sup>75</sup> P33/A21, AGEUM, « Structures de l'AGEUM », 1965-1966, 1 p.

## STRUCTURES DE L'AGEUM, 1966

### Organismes non-électifs

### Postes électifs



N.B. Cette structure s'applique à toutes les Facultés. Cependant, dans certaines d'entre elles (ex. Lettres), il existe également des structures au niveau départemental.

Source : P33/A21, «Structures de l'AGEUM», 1966, 1 p.

Pour ce qui est des comités et bureaux de l'AGEUM, qui apparaissent en 1964, mentionnons que leurs directeurs n'ont pas à briguer les suffrages pour occuper leurs fonctions : ils sont nommés par le conseil et redevables à celui-ci.

Au sein des facultés et écoles, les membres des comités de régie sont élus annuellement<sup>76</sup> : ces comités sont formés de représentants de classes, de représentants de départements et de l'exécutif de la faculté. Ce comité exécute les décisions prises par le conseil de régie, tout comme l'exécutif de l'AGEUM doit, en théorie, exécuter les résolutions du conseil d'administration de l'association générale. De leur côté, les comités de facultés sont nommés par le conseil de régie de la faculté ou école<sup>77</sup>.

À ce moment, l'AGEUM développe son réseau d'experts et de spécialistes. De nouveaux comités et de nouveaux bureaux voient le jour : en 1965-1966, pour donner un ordre de grandeur, l'association regroupe seize comités et onze bureaux<sup>78</sup>. On crée des postes d'officiers au sein de l'exécutif, lorsque la responsabilité de ces comités et bureaux n'est pas donnée à un poste déjà existant. À cet effet, le nombre de membres du conseil exécutif passe de quatre à sept entre 1962-1963 et 1967-1968<sup>79</sup>. L'association engage des employés de bureau permanents pour le fonctionnement de son secrétariat : son nombre passe de un à quatre entre 1962 et 1969<sup>80</sup>. De plus, elle se déconfessionnalise. L'AGEUM fait ouvertement la promotion du syndicalisme étudiant et elle se rapproche, par ses prises de position et ses appuis nombreux, des

---

<sup>76</sup> Voir aussi P33/A4, « Livret de l'Étudiant », s.d. [après 1964-1965, car il y a quatre vice-présidents dans l'exécutif de l'AGEUM].

<sup>77</sup> P33/C2.5

<sup>78</sup> P33/B1.1.25

<sup>79</sup> Voir le *Tableau 2* « Appartenance (par faculté) des membres de l'exécutif et du comité d'éducation (directeur) de l'AGEUM, du *QL* (directeur) 1959-1969 », en page 62.

grandes centrales syndicales québécoises. L'association entre dans un processus de technocratisation.

#### 4.1 Rationaliser l'organisation

Si l'AGEUM du début des années 1960 apporte quelques changements au sein de l'association, c'est véritablement l'exécutif de Bernard Landry, en 1962-1963, qui met l'organisme au diapason des forces réformistes au pouvoir. En effet, les officiers mettent alors sur pied de nombreuses commissions d'études et d'enquêtes, créent un nouveau poste permanent au service de l'exécutif, mettent l'organisme au « service des étudiants » et au « service de la nation »<sup>81</sup>.

L'AGEUM commande des études de toutes sortes, établit bon nombre de commissions d'enquête portant sur des sujets étudiants ou des problèmes qui touchant la société québécoise, au moment même où de grandes commissions d'enquête, comme la Commission Parent, s'apprêtent à réformer le Québec. Ces études sont habituellement menées par des "spécialistes" ou des "experts", étudiants ou non, comme des sociologues et psychologues. Sous Bernard Landry, l'AGEUM envisage même la possibilité à long terme d'engager en permanence, dans le cadre d'un Centre de recherches et de documentation, un psychologue et un sociologue pour les fins d'études sur le milieu étudiant<sup>82</sup>. Ce projet revient sur la table en 1965<sup>83</sup>.

---

<sup>80</sup> *QL*, LI, 20, 18/02/69, p. 6

<sup>81</sup> P33/B2.3, Programme général AGEUM, 1962-1963, 19 p.

<sup>82</sup> P33/B2.3, AGEUM, « L'AGEUM au service de la nation », Notes tirées du sonore de la table ronde du 17 nov. 1962, Saint-Sauveur.

<sup>83</sup> *QL*, XLVII, 40, 02/03/65, p. 3

À l'époque, il existe au sein de l'association une certaine hiérarchie qui va des gens qui travaillent dans l'ombre jusqu'aux personnages vedettes. La plupart des postes de l'AGEUM, qu'ils soient électifs ou non, nécessitent au minimum une année académique complétée à l'Université de Montréal<sup>84</sup>. À titre d'exemple, tout président d'assemblée du conseil de direction doit avoir réussi deux années académiques dans une Faculté de Droit, et son terme doit coïncider au moins avec sa deuxième année à l'Université de Montréal. À noter également que le directeur du *QL* ne peut être un étudiant de première année universitaire<sup>85</sup>. Bref, outre les critères de disponibilité et d'intérêt pour la cause étudiante, il semble de plus en plus nécessaire que les étudiants aient un certain niveau de *compétence* et une bonne *connaissance du milieu*. Ainsi l'exprime le président de l'AGEUM Michel Vaillancourt au cours d'une entrevue, parlant de la professionnalisation de l'organisme : « ...[a]ussi, et c'est le point le plus important, ceux qui occupent des hauts postes ont une compétence indéniable et sans laquelle une politique cohérente ne saurait être élaborée. D'ailleurs, le fait qu'il n'y ait pas d'élection à ces postes démontre toute la complexité du sujet. En d'autres termes, il faut bien connaître les problèmes pour briguer les suffrages à ces postes »<sup>86</sup>.

Toutefois, il ne suffit pas d'appuyer les décisions de l'AGEUM sur des résultats d'enquêtes, des études ou la compétence des officiers. Les meneurs de l'AGEUM savent pertinemment que leur pouvoir doit être légitimé par l'appui des membres. Ils cherchent donc à susciter un appui massif de la communauté, soutenant l'idée de participation et en élaborant des structures appropriées.

---

<sup>84</sup> P33/A7, « Règlements généraux de l'AGEUM », 1962 et plus.

<sup>85</sup> P33/A12, « Constitution de l'AGEUM » (tournant des années 1960), article 66.

## 4.2 Améliorer la participation des membres

Les leaders étudiants ne ménagent pas les efforts pour entraîner une meilleure participation de leurs membres. Ils mettent sur pied des structures qu'ils veulent et considèrent démocratiques. C'est d'ailleurs la principale motivation des multiples restructurations de l'AGEUM entre 1962 et 1967<sup>87</sup>.

Toutefois, la direction de l'association est fréquemment obligée de revoir à la baisse ses objectifs, étant donné que la participation, comme dans bien des organismes, représente davantage une offre qu'une demande<sup>88</sup>. En 1964, par exemple, les têtes de l'AGEUM ajoutent une nouvelle instance au conseil de direction et au congrès annuel déjà existants : l'assemblée générale. À sa naissance, le quorum d'une telle assemblée est de 1000 personnes, nombre très rapidement réduit pour des raisons pratiques<sup>89</sup>.

Il en est de même au sein du conseil d'administration : malgré les multiples tentatives pour amener les conseillers à prendre de front le " problème étudiant ", les initiatives des conseillers restent peu nombreuses et isolées. Par exemple, il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil aux procès-verbaux du conseil de direction de l'AGEUM. En effet, la très grande majorité des propositions et des résolutions proviennent de l'exécutif, nombre d'entre elles sont adoptées à la majorité très forte, spécialement lors du congrès annuel, en plein été, alors que presque toutes les propositions viennent de l'exécutif. S'il est difficile de connaître la qualité de l'implication des représentants de facultés pendant la période estivale, il est à noter que certains membres de l'exécutif se créent littéralement des emplois d'été, aux frais de l'AGEUM<sup>90</sup>. Ils sont donc très au

<sup>86</sup> *QL*, XLVII, 17, 10/11/64, p. 12

<sup>87</sup> *QL*, XLIX, 37, 21/02/67, p.4-5. On rapporte que l'AGEUM a déjà effectué trois restructurations au cours des quatre dernières années.

<sup>88</sup> Jacques T. Godbout, *La participation contre la démocratie*, *op. cit.*, p. 156

<sup>89</sup> P33/A18, « Constitution de l'AGEUM », août 1964, p. 16. Déjà dans la version d'avril 1965 de la Constitution, le quorum sera arrêté à 500 membres. p. 20 (section 2, article 56).

<sup>90</sup> Voir P33/B1.1.25, Procès-verbal du conseil d'administration du 12/04/65 et 14/05/66



fait des affaires courantes de l'association. Les membres les plus importants de l'exécutif, bref, créent leur propre permanence au sein de l'association.

Si beaucoup de délégués de facultés ne font qu'acte de présence aux assemblées du conseil, il semble que les représentants étudiants de la Faculté de Droit, de la Faculté de Sciences sociales, de l'École Polytechnique et l'École des Hautes Études commerciales (HEC) sont les éléments les plus " actifs " du conseil de direction ou d'administration de l'AGEUM. En fait, les conseillers de ces facultés et écoles participent plus fréquemment à la rédaction de mémoires, aux commissions d'enquête. Leurs noms reviennent souvent dans les délibérations incluses dans les procès-verbaux du conseil. Voici par exemple dans le *Tableau 1*, en 1967, le nombre d'étudiants par faculté ou école, avec le nombre de délégués au conseil de l'AGEUM<sup>91</sup> :

---

<sup>91</sup> P33/C1.24, *op. cit.*.

**Tableau 1**  
**Nombre d'étudiants et de délégués par faculté/école au conseil**  
**d'administration de l'AGEUM, 1967**

	Nb d'étudiants	Nb de délégués
<b>Facultés/Écoles</b>		
architecture	180	1
arts plastiques	100	1
bibliothéconomie	120	1
chirurgie dent.	286	2
diététique	90	1
droit	750	3
éducation phys.	400	2
HEC	1500	5
hygiène	427	2
Lettres	1000	4
médecine	467	2
médecine vété.	180	1
musique	135	1
nursing	nd	sr
optométrie	70	1
psychologie	279	2
philosophie	240	2
Polytechnique	nd	sr
réhabilitation	135	1
sciences	2100	6
sc. de l'Éducation	226	2
sciences rel.	300	2
sciences soc.	1816	5
technologie méd.	140	1
urbanisme	nd	sr
<b>Total d'étudiants</b>	10941	
<b>Total de délégués</b>		50
% délég./étudiants		0,004

Nd=non-disponible Sr=sans représentation

Comme nous pouvons le voir, les étudiants des Sciences envoient à cette date un groupe de six conseillers, alors que Sciences sociales et HEC envoient un groupe de

cinq conseillers pour représenter la Faculté. À l'autre extrémité, les associations particulières représentant peu d'étudiants, ne peuvent envoyer qu'un seul délégué.

Des changements surviennent au fil de la période : les étudiants en sciences sociales prennent de plus en plus d'initiatives et accaparent davantage de postes de direction et exécutifs. Les étudiants en droit, malgré le nombre de conseillers plus faible que d'autres groupements aux effectifs plus considérables, sont quasiment toujours présents au sein de l'exécutif, dans l'équipe du *QL* et du comité d'éducation, comme nous pouvons le remarquer dans le tableau qui suit, sur l'appartenance de certains leaders étudiants. Nicole Neatby remarque également la forte représentation des étudiants en droit dans l'entourage de l'AGEUM<sup>92</sup>. Par contre, un changement survient en ce qui a trait aux étudiants de médecine, très présents dans les années 1950 : ils disparaissent peu à peu des postes de décisions de l'association au cours de la période. Nous n'avons répertorié aucun membre de l'exécutif, aucun directeur du journal ou directeur d'un comité étudiant de médecine après 1962<sup>93</sup>.

---

<sup>92</sup> Neatby, p. 26-27. Voir le *Tableau 2* en page 61.

<sup>93</sup> *Idem*.

Tableau 2

**Appartenance (par faculté) des membres de l'exécutif et du  
comité d'éducation (directeur) de l'AGEUM, du *QL* (directeur)  
1959-1969**

Poste / année	prés.	v.-p. #1	v.-p. #2	v.-p. #3	v.-p. #4	v.-p. #5	secrét.	Dir. du QL	Dir. du com. d'Éduc.
1959-60	Sc. soc.	n.d.	Lettres	-	-	-	n.d.	n.d.	n.d.
1960-61	Droit	Médecine	Médecine	-	-	-	Droit	n.d.	n.d.
1961-62	Médecine	Poly	Droit	-	-	-	Droit	Droit	Droit
1962-63	Droit	Sc. soc.	Poly	-	-	-	Droit	Droit	Droit
1963-64	Droit	n.d.	Sc. soc.	Poly	-	-	Droit	n.d.	Sc. soc.
1964-65	Sc. soc.	Sc. soc.	Poly	Poly	HEC	-	Sc. soc.	Droit	Droit
1965-66	Lettres	Sc. soc.	Sc. soc. ; Droit	Lettres	HEC	-	Droit ; Droit	Arts ; Sc. soc.	Droit
1966-67	Droit	Droit	Droit	sc. soc.	HEC ; n.d.	-	Poly	n.d.	n.d.
1967-68	Droit	Éduc. phys.	Sc. soc.	Sc. soc.	Poly	Lettres	Lettres	n.d.	*
1968-69	Sc. soc.	sc. soc.	Lettres	Sc. soc.	HEC	Lettres ; n.d.	Sc. soc.	n.d.	*

N.B. Lorsqu'il y a deux facultés et/ou écoles énumérées dans le même cadre (séparées par un point-virgule), c'est qu'il y a eu plusieurs étudiants à ce poste durant le mandat, dû à des démissions ou autres.

Sources : Fonds AGEUM P33, journal *QL*

Sc. soc. = sciences sociales

HEC = école des hautes études commerciales

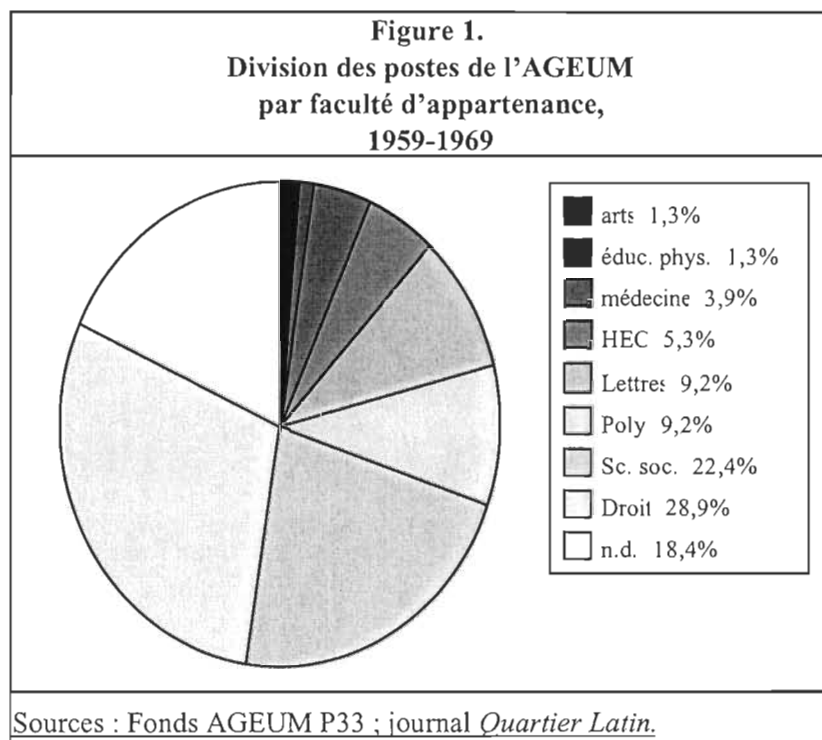
Tiret = poste inexistant

Astérisque = comité ayant été aboli (années 1967-69 pour le comité d'éducation ; devient un poste de vice-président)

N. D.. = information non-disponible

À la lumière de ce tableau, nous pouvons constater que les étudiants de la Faculté de Droit et de la Faculté des Sciences sociales occupent une place prépondérante dans ce groupe de leaders étudiants. Certains leaders en sont bien conscients<sup>94</sup>.

Ainsi, sur une possibilité de 76 postes occupés, dont la faculté de l'occupant est connue ou non-disponible, incluant les postes occupés par deux officiers différents au cours d'un mandat : 22 postes sont occupés par des étudiants de droit (28,9 %) ; Sciences sociales (17) (22,4 %) ; Polytechnique (7) (9,2 %) ; Lettres (7) (9,2 %) ; HEC (4) (5,3 %) ; Médecine (3) (3,9 %) ; Éducation physique (1) (1,3 %) ; Arts (1) (1,3 %) ; non-disponible (14) (18,4 %). La *Figure 1* montre la répartition des postes selon la faculté d'appartenance des étudiants impliqués dans l'association.



<sup>94</sup> *QL*, 20 mars 1962, XLIV, 45, p. 6

Afin de susciter l'appui de leurs membres et développer un sentiment d'appartenance chez les étudiants, les meneurs de l'AGEUM développent un aspect jusque-là inédit des activités de l'association : celui de l'autogestion des services à leurs propres membres.

## 5. Les services aux étudiants ou la prétention d'autogestion

Les représentants mettent de l'avant plusieurs projets concernant les services aux étudiants. Pour eux, les services de l'AGEUM doivent être autogérés. Par là, on tente de démontrer que les étudiants sont des adultes responsables, capables d'administrer et de gérer des services à leurs membres, de faire preuve de jugement et de vision du développement. Les services aux étudiants se développent rapidement à cette époque : ils deviennent donc le fer de lance de l'expansion de l'AGEUM.

Si l'on jette un coup d'œil aux finances de l'association entre 1964 et 1969, on s'aperçoit que la part consentie aux services va en augmentant. En 1964, 42, 6 % du budget total de l'AGEUM est consacré à l'administration<sup>95</sup>. En 1965, l'organisme présente son premier budget d'un demi million de dollars, dont 45 % réservés aux services à la population étudiante et 30 % à l'administration<sup>96</sup>. En 1969, le *QL* parle d'un roulement de près d'un million de dollars. Cette fois, l'administration de l'association n'accapare que 70 000 \$ d'un budget tout consacré aux services : 878 000 \$ ou 91,6 % du budget<sup>97</sup>.

C'est avec l'essor du syndicalisme étudiant que la question des services aux membres prend de l'importance, aux yeux des leaders de l'AGEUM. Lors du bilan de la journée syndicale de mars 1963, le *QL* rapporte que le premier but du syndicalisme étudiant est de servir les étudiants dans une perspective sociale : « [c]e domaine est de

---

<sup>95</sup> P33/B1.1.24, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 12/11/64.

<sup>96</sup> *QL*, XLVIII, 12, 21/10/65, p. 1.

<sup>97</sup> *QL*, LI, 16, 14/01/69, p. 8.

l'auto-gestion. Ce sont les étudiants qui par leur association se dotent des structures qui sont requises par leur situation, leurs besoins, leurs aspirations »<sup>98</sup>.

À ce moment, l'AGEUM offre déjà plusieurs services exclusifs. On les divise en cinq types : les services de réduction, les services d'aide financière et protection, le service de publication (incluant le *QL*), le service médical et la location de l'auberge de St-Sauveur<sup>99</sup>.

L'AGEUM offre en outre d'autres services ouverts aux étudiants autant qu'au grand public, comme les services récréatifs, assumés par la société artistique, le comité des activités sociales et le comité des sports.

Dans les années qui suivent, l'AGEUM, tend de plus en plus à professionnaliser son offre de services : « [l]es demandes étudiantes concernant tous les services impliquent des recherches de plus en plus sérieuses afin de pouvoir présenter nos revendications d'une façon professionnelle. On veut professionnaliser les services, cela implique qu'on en professionnalise aussi la préparation »<sup>100</sup>.

Mais cette professionnalisation n'entraîne pas directement la rentabilité des services. La Caisse populaire<sup>101</sup> en 1963, la coopérative<sup>102</sup> en 1965 sont déficitaires. Pour sa part, le Café-Campus, en 1967, le sera largement : le service affiche un déficit de 51 742 \$ en 1967-1968<sup>103</sup>. On parle ici d'un scandale dans le milieu.

L'AGEUM fait tout de même quelques bons coups, dont l'acquisition des machines distributrices.

<sup>98</sup> *QL*, XLV, 42, 07/03/63, p. 2-3

<sup>99</sup> *QL*, 07/03/63...*op. cit.*, p. 4

<sup>100</sup> *QL*, XLVI, 31, 30/01/64, p. 2

<sup>101</sup> *QL*, XLV, 28, 17/01/63, p. 1

<sup>102</sup> *QL*, XLVII, 48, 30/03/65, p. 1 et *QL*, XLVIII, 2, 16/09/65, p. 2 ; *QL*, XLVIII, 5, 28/09/65, p. 1 ; *QL*, XLVIII, 13, 26/10/65, p. 1. À propos des déficits : *QL*, XLIX, 4, 26/09/66, p. 1 ; *QL*, XLIX, 18, 15/11/66, p. 3 ; *QL*, XLIX, 43, 14/03/67, cahier spécial semaine sur la coopération.

<sup>103</sup> *QL*, 14/01/69...*op. cit.*, p. 8. Avant que le conseil d'administration ne prenne la décision d'abolir le service de restauration du Café-Campus, le comité des Cinq prévoit un déficit de 103 378 \$. P33/B1.1.29, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 19/10/67.

### 5.1 Une acquisition d'envergure : l'« agéumisation » des machines distributrices<sup>104</sup>

L'exploitation des machines distributrices représente le seul service rentable de l'AGEUM, de son acquisition en 1964 jusqu'à la dissolution de l'association en 1969. Dès 1964, on enregistre des bénéfices nets de 7 713, 63 \$ pour les mois de février à mai<sup>105</sup>. L'année suivante les profits nets atteignent 15 826, 82 \$. En 1966, on annonce des gains nets de 45 676 \$. Une ristourne de 45 000\$ est remise cette année-là à l'Université. Celle-ci récupère donc un montant semblable aux profits nets de l'AGEUM.

La prise en main des machines distributrices par l'association nécessite quelques années d'efforts<sup>106</sup>. En décembre 1961 est mise sur pied une commission d'étude sur l'auto-distribution sur le campus (commission Gagnon)<sup>107</sup>. Deux mois plus tard, le conseil de direction de l'AGEUM adopte une résolution pressant l'association de prendre à son compte l'exploitation des distributrices<sup>108</sup>. C'est en avril 1963 que l'on annonce en grande pompe que l'AGEUM vient de s'accaparer la gérance des distributrices du campus. Le journal énonce à plusieurs reprises l'argument suivant : « [l]es profits des machines distributrices ne devraient-ils pas revenir aux étudiants

---

<sup>104</sup> Dans le contexte d'une société québécoise qui vit les nationalisations en cours dans les années 1960 comme l'affirmation de soi d'un peuple au point de vue économique, les leaders étudiants définissent après coup comme " agéumisation " l'acquisition des distributrices par l'AGEUM. Pour eux, ce geste est en effet un sorte de nationalisation. P33/E1.40, AGEUM, « La nouvelle politique étudiante (Livre vert) », Montréal, 08/65, p. 5

<sup>105</sup> *QL*, 21/01/65, p. 6-7

<sup>106</sup> P33/B1.2.1, Programme électoral de Michel Grimard, président AGEUM 1961-1962. Voir également P33/B1.1.19, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM du 25/08/61.

<sup>107</sup> P33/B1.1.19, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM du 12/12/61.

<sup>108</sup> P33/B1.1.19, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM du 14/02/62. Proposition de l'exécutif, adoptée 22 votes pour, aucun vote contre, une abstention.



puisqu'ils servaient eux-mêmes à l'alimentation de ces revenus ? [*sic*]]<sup>109</sup>. Les projets reliés aux profits ne manquent pas : mise sur pied d'un fonds de dépannage pour les étudiants, création d'un nombre limité de bourses et de prêts aux étudiants, subventions de recherche en éducation et aide financière au comité d'éducation pour qu'il poursuive ses activités.

Avec cette acquisition d'envergure, d'aucuns affirment que l'AGEUM se dirige lentement vers le « gigantisme »<sup>110</sup>. Les dirigeants de l'association rappellent que les étudiants doivent prendre leurs responsabilités : « [i]l faudra se convaincre une fois pour toute [*sic*] que l'AGEUM n'est pas encore un parlement-école mais une importante organisation qui a un budget de cent cinquante mille dollars...»<sup>111</sup>. Si l'on considère les revenus des distributrices, que les leaders évaluent à plus de 200 000 \$ par année et dont les revenus bruts s'élèvent effectivement à 265 069, 50 \$ en 1964-1965<sup>112</sup>, on ne s'étonne plus que la nécessité d'engager de nombreux employés permanents se fasse de plus en plus sentir.

Entre 1964 et 1969, entre autres grâce à la croissance très nette de la masse étudiante, le service des machines distributrices fonctionne très bien : les investissements, l'achat de nouvelles machines de même que la diversification des

---

<sup>109</sup> *QL*, XLV, 50, 09/04/63, p. 1

<sup>110</sup> *QL*, XLVI, 21, 26/11/63, p. 6

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> P33/A.24.

produits offerts<sup>113</sup> témoignent de cet essor très important, tout comme l'augmentation des revenus.

Quelque temps avant la dissolution de l'AGEUM en 1969, on rapporte que l'exploitation des machines distributrices fonctionne très bien et demeure très rémunératrice : celles-ci génèrent des revenus bruts d'environ 675 000 \$ en 1969, et nécessitent l'emploi de vingt-trois personnes. Ces employés gagnent 122 000 \$ en salaires<sup>114</sup>.

Bref, l'achat des machines aura été une initiative majeure de l'AGEUM au point de vue financier. Elle aura permis à l'association de financer plusieurs recherches et études en éducation au cours de cette période.

\* \* \* \*

En définitive, nous voyons que les leaders étudiants travaillent fort pour modeler l'AGEUM et le milieu étudiant à l'image d'une communauté responsable et dynamique, à l'avant-garde de la jeunesse québécoise. L'idée est de se prendre en main et de développer les activités de l'association, comme l'indique l'expansion des services aux étudiants. Peu à peu, l'AGEUM devient une association de services, alors qu'elle perd graduellement son influence dans les milieux politiques.

Dans le milieu, il y a des obstacles que la seule volonté des leaders étudiants ne peut surmonter. Ainsi, les divergences idéologiques, la mésentente concernant le rôle politique et le pouvoir centralisé de l'association, le problème de la redistribution des cotisations puis le partage du pouvoir avec les associations de facultés, tous ces

---

<sup>113</sup> Dans les procès-verbaux du conseil d'administration de l'AGEUM : B1.1.24, 10/11/64 ; B1.1.25, 12/04/65 ; 05/10/65 ; B1.1.27, 20/07/66, on annonce un investissement dans l'enquête sur la cause des échecs à l'Université de Montréal.

<sup>114</sup> *QL*, LI, 20, 18/02/69, p. 6

problèmes internes mettent un frein au développement de l'AGEUM. Avec l'apparition de l'UGEQ, l'organisme perd de l'ascendant qu'elle avait sur les autres associations à l'échelle québécoise. Elle ne semble plus savoir où s'arrête son mandat et où débute celui de l'UGEQ. Chapeautée par ce groupe de pression national dont elle a tant fait la promotion, l'association perd une partie significative de son influence sur la société et les milieux politiques.

## **CHAPITRE III**

### **UN REVE INTERROMPU : L'AGEUM PARALYSEE**

Au cours des années 1960, l'AGEUM se centralise, malgré des tentatives pour démocratiser ses structures et encourager la participation. Elle est aux prises avec des divisions intestines et un problème de participation qui atteignent leur paroxysme au cours de la deuxième moitié des années 1960.

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'étudier la retraite de l'AGEUM du monde étudiant, alors qu'elle est accablée par la critique, puis considérée inutile mis à part quelques-uns de ses services.

Quelles sont les difficultés encourues dans le milieu ? Comment les leaders étudiants tentent-ils de pallier les ennuis de l'association ? Quelle est leur analyse de ces obstacles à la bonne marche de l'organisme, leur compréhension des problèmes ? Y-a-t-il des divergences au point de vue politique et au point de vue idéologique, en ce qui a trait à la gestion de l'association ? D'où proviennent les critiques à l'égard de l'AGEUM ?

#### **1. Un vaisseau en difficulté**

Au moment où l'association devrait se plier aux demandes de ses membres et répondre aux besoins de ceux-ci — donc mettre en pratique son discours démocratique et son appel constant à la participation —, elle hésite à le faire. Habitué à ce qu'on s'en remette aux chefs de l'exécutif, peu coutumiers avec les débats et les remises en question concernant leur pouvoir, les leaders étudiants sont au cœur de divisions

intestines dans le milieu. Ainsi, leur représentativité, leur légitimité et leur pouvoir sont constamment remis en cause dans la deuxième moitié des années 1960. L'émergence des comités de régie en tant que syndicats aptes à défendre les " vrais " intérêts des étudiants est pour beaucoup dans cette contestation.

À notre sens, les divisions internes de l'AGEUM proviennent de trois sources. Elles originent d'abord de questions pratiques, comme le problème de la répartition des cotisations aux comités de régie. Elles tiennent ensuite à des questions idéologiques : si la mode est aux réformes, certains groupes penchent beaucoup plus vers la révolution et l'extrême gauche, ce qui crée des débats entre diverses factions du campus. Enfin, les leaders de l'exécutif, partisans d'une gestion centralisée, sont incapables de demeurer près des comités de régie et des étudiants en général.

Il en résulte une forte incompréhension entre les divers acteurs du milieu et des divisions récurrentes.

### **1.1 Divisions intestines**

En 1966, dans un rapport sur les structures syndicales de l'AGEUM, le directeur du comité d'éducation affirme que « [l']AGEUM est démocratique : à tous les paliers, les structures *[sic]* sont démocratiques. Mais la représentativité du Conseil d'Administration, ce phénomène de cliques dans les comités de l'AGEUM et à l'exécutif, de même que l'éloignement de la masse étudiante par rapport aux décisions, rend cette démocratie sclérosée, purement formelle »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> P33/B1.1.27, René Paquin, dir. du comité d'éducation, « Vers des structures syndicales à l'AGEUM », rapport no 1, 16 juin 1966.

Les liens de l'exécutif avec la masse étudiante sont informels. C'est au sein du conseil d'administration de l'AGEUM que les relations formelles se nouent, et c'est dans cet exercice que l'on sent toute la mésentente ; les critiques deviennent toujours plus dures entre l'exécutif et les délégués de facultés au conseil. Le rôle de l'association et le partage du pouvoir sont remis en cause par les facultés, qui ne semblent pas vouloir outre mesure travailler pour la collectivité étudiante universitaire. Ce sont, si l'on peut dire, les intérêts sectoriels qui priment.

Il existe effectivement des " guerres de clochers " au sein du conseil. Janine Dalaire et J.-F. Léonard affirment que dans l'esprit des délégués de facultés prévaut la défense des intérêts de leur comité pendant les assemblées. Donc, le consensus est presque impossible, selon eux.

Toutefois, il y a un certain consensus — du moins entre plusieurs comités de régie — concernant le pouvoir disproportionné de l'exécutif et de l'AGEUM en général.

Certaines facultés participent davantage aux prises de décisions de l'AGEUM ; toutefois, entre 1965 et 1969, c'est plutôt un refus grandissant aux vues centralisatrices de l'exécutif que nous apercevons<sup>2</sup>. Les conseillers de facultés proposent des changements structurels dans l'AGEUM, pour la démocratiser, puis tout simplement pour la remettre en question. De plus en plus, alors que les comités

---

<sup>2</sup> Voir P33/B1.1.23, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM du 31/01/67.

de régie des grandes facultés prennent du pouvoir et de l'autonomie<sup>3</sup>, on se questionne sur le bien-fondé d'une association générale.

Parmi les critiques survenues après 1965, notons que plusieurs comités de régie demandent la transformation l'AGEUM en une fédération de syndicats, une « balkanisation de l'AGEUM »<sup>4</sup> que les leaders de l'exécutif refusent net ; à cet effet, l'équipe du *QL* est d'accord avec les associations des facultés dissidentes et blâme l'exécutif. En novembre 1966, un journaliste du *QL* fait le constat suivant :

« [n]otre syndicalisme étudiant est à refaire. Pour qu'il puisse naître, il a fallu centraliser tous les pouvoirs dans les mains d'un petit groupe de personnes. Pour qu'il vive maintenant il faut revenir à la logique et à la démocratie et remettre les pouvoirs aux membres. Il faut que l'AGEUM devienne une fédération de syndicats »<sup>5</sup>.

Il y a aussi le problème de la redistribution des cotisations aux associations de facultés, dont les origines remontent à 1965-1966, alors que les étudiants de Polytechnique critiquent la mauvaise gestion de leur argent. Ils affirment « qu'il n'est pas profitable aux gars de Poly que l'on traite de politique nationale et de problèmes sociaux avec leur tribu »<sup>6</sup>.

Les étudiants de Polytechnique finissent par se retirer de l'AGEUM en 1966, suite à cette brouille<sup>7</sup>. Toutefois, même avant ce retrait, on sent un profond désaccord entre les deux parties, au point de vue idéologique. Par exemple, en novembre 1965, un groupe d'étudiants de Polytechnique fait brûler une livraison du *QL*, journal des

---

<sup>3</sup> *QL*, XLIX, 21, 24/11/66, p. 2 ; *QL*, XLIX, 37, 21/02/67, p.4-5 ; *QL*, L, 42, 19/03/68, p. 5 ; *QL*, LI, 14, 07/01/69, p. 2

<sup>4</sup> *QL*, XLIX, 21, 24/11/66, p. 2

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *QL*, XLVIII, 13, 26/10/65, p. 1 et *QL*, XLIX, 21, 24/11/66, p. 2, *op cit.*

<sup>7</sup> P33/C2.5

étudiants de l'Université de Montréal qu'ils jugent doctrinaire et socialiste<sup>8</sup>. À ce moment, le journal subit une campagne de disgrâce en provenance de l'extérieur du campus : des postes de radio (CKLM), des journaux comme le *Journal de Montréal* et des revues comme *Aujourd'hui Québec* en font leurs choux gras pour quelques temps<sup>9</sup>. Un juge, Frédéric Dorion, lance une « invitation à épurer le *QL* »<sup>10</sup> et tente de faire museler le journal en envoyant une lettre<sup>11</sup> à Me Claude Wagner, ministre de la Justice du Québec<sup>12</sup>. À ce moment, on raconte que ce dernier aurait mis sur pied un dossier (enquête) concernant une infiltration communiste dans le milieu étudiant et leurs journaux<sup>13</sup>. D'après les meneurs de l'association, le ministre veut alors s'attirer les faveurs de l'opinion publique, suite aux événements survenus lors de la visite de la Reine en octobre 1964<sup>14</sup>.

Les étudiants de Polytechnique ne sont pas en accord avec le contenu et le ton du *QL*. Suite à l'autodafé de 10 000 exemplaires du journal, un grand débat éclate sur le campus ; les journalistes du *QL* crient à l'extrême droite, et l'on voit une caricature assimilant le geste des étudiants de Polytechnique et l'autodafé des nazis en 1935<sup>15</sup>. Le journal des étudiants de cette école d'ingénieurs, le *Poly-Information*, sert de

---

<sup>8</sup> Voir *QL*, XLVIII, 15, 02/11/65, p. 2 ; 04/11/65, p. 7 et 09/11/65, *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>9</sup> *QL*, XLVIII, 16, 04/11/65, p. 7 ; *QL*, XLVIII, 17, 09/11/65, *op. cit.*

<sup>10</sup> *QL*, XLVIII, 17, 09/11/65, *op. cit.*

<sup>11</sup> *QL*, XLVIII, 14, 28/10/65, p. 1

<sup>12</sup> *QL*, XLVII, 44, 16/03/65, p. 4. Les leaders étudiants détestent littéralement ce nouvel homme fort du gouvernement libéral, aux idées « de droite » selon eux, qui est, entre autres, pour la peine de mort.

<sup>13</sup> *QL*, XLVIII, 17, 09/11/65, *op. cit.* Le président de l'UGEQ, Jacques Desjardins, est alors accusé de communisme.

<sup>14</sup> *QL*, XLVII, 33, 04/02/65, p. 4

<sup>15</sup> *QL*, XLVIII, 16, 04/11/65, p. 7



tribune pour critiquer le *QL*<sup>16</sup>. Des polytechniciens déclarent avoir été bafoués depuis l'arrivée du syndicalisme étudiant. Selon eux, on les a « bombardés de toutes sortes de commissions pour les faire taire »<sup>17</sup>. Le directeur du *Poly-Information* déclare qu'ils ont épuisé tous les moyens démocratiques : griefs, dialogue, etc. Selon eux, rien n'y a fait. Parlant de l'autodafé, il déclare que les étudiants de Poly ont répondu « ...à l'extrémisme par l'extrémisme »<sup>18</sup>.

L'Association des étudiants de Polytechnique (AEP) crée en quelque sorte un précédent, ce que l'exécutif redoute<sup>19</sup>. En affrontant ouvertement les autorités de l'AGEUM et du *QL* à propos de questions de cotisations et de questions idéologiques, l'AEP et les étudiants de Polytechnique semblent conscientiser d'autres comités de régie de facultés, à propos de leur capacité de défendre eux-mêmes les intérêts des étudiants de leur faculté. Cela remet directement en cause le rôle et la mission première de l'AGEUM.

En 1966-1967, la tension monte d'un cran. Ainsi, en novembre 1966, le *QL* invite les représentants de la Faculté de Droit, la Faculté de Lettres et de Sciences sociales à effectuer un putsch contre l'exécutif<sup>20</sup>. Les représentants de l'exécutif, contrariés, déclarent qu'ils vont démissionner en janvier 1967<sup>21</sup>. À ce moment, le conseil exécutif constate que l'AGEUM est en crise de croissance, étant donné d'une part son expansion rapide et d'autre part la constante remise en cause des mécanismes de

---

<sup>16</sup> *QL*, XLVIII, 17, 09/11/65, *op. cit.* Il a un article tiré du *Poly-Information*.

<sup>17</sup> *QL*, XLVIII, 15, 02/11/65, p. 2

<sup>18</sup> *QL*, XLVIII, 17, 09/11/65, p. 3

<sup>19</sup> *QL*, XLIX, 21, 24/11/66, p. 2

<sup>20</sup> *QL*, XLIX, 21, 29/11/66, p. 5

<sup>21</sup> *QL*, XLIX, 24, 06/12/66, p. 1

l'AGEUM. On voit bien ici que l'association semble avoir autant de difficultés que les autorités universitaires à gérer l'augmentation soutenue du nombre d'étudiants à l'Université de Montréal.

À la fin de septembre 1967, les délégués de facultés au conseil proposent de décentraliser le pouvoir de l'AGEUM<sup>22</sup>. C'est devant un refus de négocier de la part de l'exécutif que plusieurs autres comités de régie menacent, puis se retirent de l'AGEUM, vers la fin de la période : Droit<sup>23</sup>, HEC<sup>24</sup> et Chirurgie dentaire<sup>25</sup> en 1967, Sciences en 1968<sup>26</sup>.

Autre fait marquant, certains comités de l'AGEUM veulent prendre des distances face au pouvoir centralisé de l'association. Par exemple, l'organisation des travailleurs étudiants du Québec (TEQ) devient de plus en plus autonome : le directeur affirme que les TEQ ont une structure auto-gestionnaire<sup>27</sup>. Selon une représentante de ce regroupement, l'AGEUM est en litige à cet effet, et l'on croit que l'association veut faire des TEQ sa « chasse-gardée » : « [l]a Reine négocie avec ses sujets », dit-on<sup>28</sup>.

Le statut du *Quartier Latin* est également un sujet de discorde entre les leaders de l'AGEUM et l'équipe du journal. Au nom de la liberté de presse, directeurs et journalistes invoquent à maintes reprises "l'indépendance" du *QL* par rapport à

<sup>22</sup> Voir *QL*, L, 5, 02/10/67, p. 1 et *QL*, L, 6, 05/10/67, p. 9

<sup>23</sup> *QL*, L, 4, 28/09/67, p. 2

<sup>24</sup> *QL*, L, 17, 14/11/67, p. 2. Lors d'un référendum où 84% des 1500 étudiants des HEC se prévalent de leur vote, 73 % votent pour le retrait de leur groupement de l'AGEUM. On dit alors qu'il y a eu des « irrégularités » et de « mauvaises questions ».

<sup>25</sup> *QL*, L, 8, 12/10/67, p. 2. Lors d'un référendum où 96, 5 % des étudiants en chirurgie dentaire se prévalent de leur vote, 84, 5 % votent pour le retrait de leur groupement de l'AGEUM.

<sup>26</sup> P33/B1.1.31, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 09/09/68. Les résultats d'un référendum au sein de cette faculté révèlent que 70 % des étudiants de la Faculté des Sciences votent à 80 % pour le retrait de leur groupement de l'AGEUM.

<sup>27</sup> *QL*, XLVIII, 9, 12/10/65, p. 5

l'AGEUM. Lors d'un conseil de direction de l'AGEUM en 1965, le conseil vote à l'unanimité en faveur de la proposition suivante : « [l]e *QL* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal, publié par l'AGEUM, mais n'est pas son "organe officiel" »<sup>29</sup>. Il y a une commission d'enquête sur le statut du journal à la fin de 1965 et en 1966, suite à l'autodafé effectué par les étudiants de Polytechnique. Le journal subit également des pressions de la part des autorités universitaires à partir de 1967<sup>30</sup>. Celles-ci commencent à laisser planer le doute — ou plutôt la menace — quant à sa volonté de continuer de prélever à la source les cotisations de l'AGEUM. L'association est alors incapable d'obtenir son incorporation en tant que syndicat : les négociations piétinent depuis de nombreuses années. Dans l'optique où l'Université en viendrait à refuser de prendre à la source les cotisations, l'AGEUM serait coupée d'une large proportion de ses deniers et devrait mettre fin à plusieurs de ses activités.

Bref, la crise devient de plus en plus aiguë dans l'entourage de l'AGEUM, et les leaders de l'association semblent incapables de rassembler les forces en présence, ni de trouver le consensus entre elles. De plus, l'AGEUM et le *QL* subissent des pressions extérieures.

Il existe donc un apparent problème de communication et de divergences d'idées dans le milieu. Les liens ne semblent pas s'établir facilement entre l'exécutif et les délégués du conseil, dont les relations sont formelles. Dans leur tâche de transmettre l'information et les lignes directrices de l'association vers les membres de l'AGEUM,

---

<sup>28</sup> *QL*, XLVIII, 11, 19/10/65, p. 4

<sup>29</sup> P33/B1.1.24, Procès-verbal du Conseil de direction de l'AGEUM, 22/02/65. Voir aussi le Procès-verbal du 05/04/66.

<sup>30</sup> *QL*, XLIX, 25, 10/01/67, p. 1

les délégués semblent échouer. Est-ce vraiment un échec, ou un désintéressement des étudiants ?

### **1.2 Les délégués de facultés au conseil d'administration de l'AGEUM : des intermédiaires ?**

Janine Dalaire et J.-F. Léonard présentent le conseil de direction ou d'administration comme étant «...ni plus ni moins que la conscience de l'A.G.E.U.M. et le chien-de-garde [*sic*] de l'exécutif »<sup>31</sup>. Si en théorie les conseillers ont la responsabilité de transmettre l'information reçue lors de ces réunions aux étudiants de leur groupement universitaire respectif, dans les faits, le manque d'information — typique des structures bureaucratisées — est sérieux et les initiatives prises par les conseillers demeurent sporadiques. On discerne même une prise à la légère des assemblées du conseil à certains moments<sup>32</sup>.

Dalaire et Léonard laissent entendre que le travail des conseillers de facultés et écoles au sein du conseil de direction de l'AGEUM vise davantage à défendre les positions et les intérêts des étudiants de leur propre faculté, plutôt qu'à construire l'unité et la solidarité entre tous les étudiants de l'Université de Montréal. C'est pourtant ce que clament haut et fort les journalistes du *QL* et officiers de l'exécutif de l'AGEUM. C'est ainsi que l'esprit de *responsabilité collective* et le degré d'*imputabilité* des conseillers demeurent très superficiels, car le sentiment d'appartenance du conseiller semble aller avant tout à son port d'attache : sa faculté ou son école<sup>33</sup>.

Les auteurs affirment que le manque d'information crée un déséquilibre important entre les officiers et délégués de facultés à l'intérieur du conseil d'administration,

---

<sup>31</sup> Dalaire, Janine..., *op. cit.*, p. 23.

<sup>32</sup> P33/B1.1.26, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 31/03/66. On dénote une atmosphère de bouffonnerie dans les conseils, « depuis fort longtemps ».

<sup>33</sup> Janine Dalaire et J.-F. Léonard... *op. cit.*, p. 37.

c'est-à-dire que les officiers sont bien mieux informés que les délégués, et que ceux-ci ne semblent pas oser critiquer les propositions des officiers, si sûrs d'eux-mêmes :

« [l]'exécutif propose et le Conseil d'Administration [sic] malgré ses remarques parfois sévères, accepte généralement les propositions mises de l'avant par l'exécutif. La faiblesse de l'information entraîne alors des décisions aveugles »<sup>34</sup>.

### 1.3 Le problème du transfert de l'information à la masse étudiante

Les meneurs de l'association essaient par divers moyens de remédier à ce problème de communication : en 1963, on met sur pied une commission d'enquête sur le manque d'information des membres de l'AGEUM<sup>35</sup>. Cette enquête donne un point de vue sur les relations entre l'exécutif et les élus de facultés siégeant au conseil de direction.

Les dirigeants déclarent avoir été surpris, lors d'une session d'étude sur le syndicalisme étudiant, par le fait que les étudiants de l'Université de Montréal connaissent très peu ou pas du tout les positions théoriques de l'association sur le syndicalisme étudiant. Les deux commissaires, étudiants en sociologie et en psychologie, divisent la totalité des étudiants en trois parties distinctes, pour les fins de cette commission : le leadership central (exécutif), le leadership intermédiaire (comités de régie) et le membership (les membres de l'AGEUM). En fait, ils donnent un aperçu — ou plutôt une opinion — des idéaux, des perceptions et des attentes de chacun de ces trois sous-groupes. Ils accordent également une attention particulière aux droits et devoirs de chacun. Selon eux, seuls les présidents de facultés assument un

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 28

<sup>35</sup> P33/E1,9. Louis Maheu et Roger Tessier, « Rapport de la commission sur le manque d'information des membres de l'AGEUM » s.d. [probablement 1963 (Bernard Landry était alors président de L'AGEUM)], 26 p.

véritable leadership au sein de leur comité de régie, ainsi qu'un rôle de transmetteur de l'information aux étudiants membres de l'AGEUM<sup>36</sup>.

Les deux commissaires présentent ainsi l'*image* que les dirigeants des facultés se font du leadership central : il est actif ou non-actif, ce phénomène étant conjoncturel, le mandat d'un exécutif étant annuel. Il se développe entre les membres de l'exécutif une certaine confiance manifestée par le peu d'opposition des intermédiaires à la centrale : « ...tout cela à travers un mécanisme qui garantit aux intermédiaires leur autonomie...ou leur tranquillité »<sup>37</sup>. En ce qui a trait aux *attentes* du leadership intermédiaire face au leadership central, il escompte que ce dernier apporte des éclaircissements, des directives concernant les positions, moyens, actions à prendre. Les intermédiaires tiennent à ce que les membres de la centrale les considèrent comme responsables ; « [i]ls veulent aussi qu'on les comprenne, qu'on voit qu'ils sont surchargés, etc. »<sup>38</sup>.

Et l'étudiant, membre de l'AGEUM, dans tout cela ? Toujours du point de vue des auteurs, les membres de l'association ont une image floue du leadership central, s'y identifient peu : « ...une bécasse lointaine pour les gars qui aiment les activités et qui ont du temps »<sup>39</sup>. L'étudiant manifeste un certain sentiment d'appartenance à sa faculté — il s'y reconnaît, il y est familier avec l'environnement quotidien, autant au plan physique que social — et avec les gens qui en sont le corps principal : les

---

<sup>36</sup> P33/E1,9. Louis Maheu et Roger Tessier, *op. cit.*, p. 8-9.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 16

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 17

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 18. À l'époque, Marcel Rioux procède à une enquête sur la représentativité des leaders de l'AGEUM auprès de 450 étudiants. Malgré la faiblesse de certains échantillons, cette étude confirme que la majorité des étudiants ne sont pas ou peu intéressés à la politique de l'AGEUM. Voir Enquête Rioux (données compilées par Ronald Sabourin) p. 63, tableau 5-1, annexe 3 [de l'enquête].

étudiants, les professeurs et les employés de la Faculté. Il considère que le leadership intermédiaire est assuré par une ou des personnes fiables et dévouées. En ce qui concerne sa propre personne, il estime qu'il est surchargé, surmené, submergé de travail<sup>40</sup>.

L'étudiant s'attend à ce que le leadership central règle les problèmes concrets comme les retards des bourses, et que le leadership intermédiaire soit au fait de l'actualité du campus, mais qu'il ne leur demande pas d'investir du temps dans des activités. L'étudiant refuse de se « faire embarquer »<sup>41</sup> dans une cause.

Le noyau dur du leadership central ne représente qu'une poignée d'étudiants les auteurs de l'étude, soit quelques personnes occupant des postes au sein de l'AGEUM : seuls quelques membres de l'exécutif, du comité d'éducation, du comité des affaires nationales ainsi que de l'équipe du *QL* manifestent un réel leadership.

Ainsi, vu "d'en haut" — toujours d'après le rapport de cette commission — les présidents de faculté, considérés comme les éléments les plus dynamiques du leadership intermédiaire, sont généralement incompetents. Ils n'animent pas leur comité de régie, ne sont pas renseignés. Ils sont dépendants du leadership central, font preuve de peu d'initiative, de disponibilité, malgré la perception d'une amélioration durant les années antécédentes<sup>42</sup>. Pour les leaders de la centrale, la masse étudiante est amorphe, dure à remuer. C'est en conclusion que les commissionnaires évoquent la

---

<sup>40</sup> P33/E1,9. Louis Maheu et Roger Tessier,...*Ibid.*, p. 17.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 18

<sup>42</sup> P33/E1,9. Louis Maheu et Roger Tessier,...*Ibid.*, p. 12. Il faut noter que cette hypothétique "amélioration" du leadership intermédiaire rend bien compte d'un certain centrisme du leadership central étudiant des années 1960, dont Nicole Neatby a critiqué les fondements dans *Carabins ou activistes...op. cit.*.

" faiblesse " du leadership intermédiaire, soulevant son incapacité à communiquer l'enthousiasme des membres de la centrale.

L'AGEUM est donc affligée par le peu d'intérêt et la faible participation des étudiants en général. Pour les leaders étudiants de l'AGEUM, comme nous l'avons vu, le problème de communication crée un problème de participation. Ainsi, la faiblesse du leadership intermédiaire en est responsable, selon eux.

Si les exécutifs de la première partie des années 1960 font la promotion d'une plus grande continuité en engageant des employés permanents et de la professionnalisation au sein de l'association, les exécutifs suivants en sont victimes. En effet, les services offerts aux étudiants sont nombreux et diversifiés dans le milieu, mais majoritairement déficitaires. L'engagement politique de l'AGEUM, pour sa part, est fortement critiqué, considéré inutile et inefficace, particulièrement depuis l'apparition de l'UGEQ. D'ailleurs, on propose au congrès de l'AGEUM en février 1967

« ...que l'AGEUM établisse une politique générale d'embauchement [sic] de technocrates et en particulier en ce qui concerne les emplois suivants : comptable, agent de vente, de publicité, publiciste, conseiller en éducation et en recherche, employé permanent au Centre de Documentation, journaliste, organisateur syndical... »<sup>43</sup>.

Il est déjà question de remplacer, comme nous le voyons ici, les leaders étudiants de l'AGEUM par de " vrais " professionnels. On blâme, encore et toujours, le changement continu au sein de l'association, créé par l'inéluctable caractère provisoire des études<sup>44</sup>.

---

<sup>43</sup> QL, XLIX, 37, 21/02/67, p.13 ; QL, L, 41, 14/03/68, p. 5

<sup>44</sup> P33/B1.1.27, René Paquin, directeur du comité d'éducation, « Vers des structures syndicales à l'AGEUM »,... *op. cit.*



#### 1.4 Un casse-tête pour l'exécutif : le problème de la représentativité

Selon les *Règlements généraux* de l'AGEUM, le conseil exécutif exerce « tous les pouvoirs que lui délègue le conseil de direction » (article 32.1) et « veille à l'exécution des décisions du conseil de direction » (art. 32.3)<sup>45</sup>. Déjà dans les articles de ces règlements, l'interprétation et les largesses de la pratique laissent entrevoir ce qui se rapproche davantage de la réalité : l'exécutif « [é]tudie, quand besoin est [nous soulignons], toute question destinée à être soumise au Conseil de direction et lui fait rapport » (art. 32.2). Si le besoin n'est pas toujours présent, l'habitude de tout superviser, elle, l'est. Jusqu'en 1965, l'exécutif est à la base de tout ce qui se fait dans son entourage.

Ici, il faut mentionner que les leaders étudiants de l'exécutif de l'AGEUM et de ses comités ne semblent pas se considérer comme les *autres* étudiants. Est-ce là le signe d'une incompréhension envers l'attitude des étudiants peu ou pas impliqués dans les activités de " leur " association, une frustration face à l'apathie des *autres* étudiants ?

Les gens de l'exécutif, et nous pouvons ajouter la même chose pour les directeurs de comités de l'AGEUM, des responsables des bureaux et des journalistes du *QL*, semblent se sentir bien seuls, à certains moments, dans leur sphère de l'implication sociale et de l'action syndicale étudiante<sup>46</sup>. Surchargés de travail, à court de temps, faisant abstraction d'eux-mêmes pour servir la cause étudiante, ils font l'objet de

---

<sup>45</sup> P33/A7, « Règlements généraux de L'AGEUM ».

<sup>46</sup> P33/B1.1.27, René Paquin, « Vers des structures syndicales à l'AGEUM », *op. cit.*.

l'indifférence chronique des étudiants, ou de critiques acerbes à leur endroit. À certains moments, la frustration l'emporte<sup>47</sup>.

Le cumul de responsabilités va en grandissant, pour plusieurs leaders étudiants ; cela concerne, entre autres, ceux qui deviennent présidents de l'AGEUM. Ce poste est sans doute le plus exigeant de tous à cette époque. Le président représente l'image de l'association et la pression pèse davantage sur ses épaules que sur celles des autres. Toutefois, il ne faut pas minimiser l'importance des autres postes ou la charge de travail de leurs titulaires. Importunés par un manque de participation réelle, ces représentants tentent autant que possible de colmater les brèches. Ici, il faut souligner qu'un officier fait très rarement partie de l'exécutif de l'AGEUM pendant plus d'un mandat<sup>48</sup>.

Malgré tous ces efforts, le leader étudiant n'obtient en général que peu de reconnaissance. L'AGEUM, malgré ses tentatives de démocratiser ses structures, d'ouvrir ses portes aux étudiants, est considérée comme la " propriété " d'une clique.

L'enquête de Marcel Rioux, concernant la représentativité des leaders de l'AGEUM rapporte que les étudiants questionnés, dans une proportion de 73,5 %, ne portent aucun intérêt ou seulement un intérêt peu élevé à la politique de l'AGEUM<sup>49</sup>.

On déplore fréquemment le manque d'intérêt des étudiants pour l'AGEUM : « [s]ans doute, le vice fondamental de notre situation est qu'à peine une centaine d'étudiants s'intéressent à l'AGEUM et y consacrent de leur temps... »<sup>50</sup>.

---

<sup>47</sup> *QL*, XLVI, 39, 27/02/64, p. 4

<sup>48</sup> Il arrive qu'un officier entre en poste au mois de janvier pour remplacer un démissionnaire, et qu'il se fasse élire pour l'année suivante. Toutefois, nous n'avons remarqué qu'un seul cas en plus de dix ans (1958-1969), un vice-président à l'administration, qui a débuté deux années académiques en poste ; il ne revient pas en janvier de la deuxième année.

<sup>49</sup> P33/A2, Annexe 3 de Janine Dalaire et J.-F. Léonard...*op. cit.*, reproduction du tableau 5-1, p. 61 de l'enquête de Marcel Rioux.

<sup>50</sup> *QL*, 30 novembre 1961, *op. cit.*

L'enquête sociologique menée par l'équipe du professeur Jacques Brazeau quelques années auparavant rapportait pour sa part que 83 % des étudiants interrogés investissaient quatre heures ou moins par semaine dans des activités parascolaires ; que près de 40 % des étudiants ne consacraient aucun temps à l'action sociale, ni dans la cité universitaire, ni dans la société ambiante. Quelque 43 % donnaient alors entre une et quatre heures de leur temps par semaine. Seulement un étudiant sur vingt offrait dix heures ou plus de son temps, sur une base hebdomadaire. Quelque soit l'Université, les étudiants en Droit et Sciences sociales consacraient plus de temps que la moyenne aux activités communautaires, alors que les étudiants en médecine et en pédagogie étaient ceux qui en consacraient le moins<sup>51</sup>.

À plusieurs reprises, la représentativité de l'exécutif est mise en doute. Dans son enquête sur les étudiants, Marcel Rioux rend compte que près de 64 % de ceux-ci considèrent que les leaders de l'AGEUM sont peu ou aucunement représentatifs<sup>52</sup>.

Pour certains, l'AGEUM est complètement étrangère aux étudiants en général : « [l]'étudiant est actuellement un être parasitaire. S'il ne fait rien, c'est parce qu'il se sent étranger, perdu dans son propre syndicat. Nous pouvons donc affirmer que l'AGEUM n'est que pseudo-démocratique. On ne peut que lui nier tout caractère démocratique puisque sa politique, pensée par une minorité, est imposée à une majorité »<sup>53</sup>.

---

<sup>51</sup> Jacques Brazeau,... » Rapport d'enquête...*op. cit.*, p. 20.

<sup>52</sup> Annexe I de Janine Dalaire et J.-F. Léonard...*op. cit.*, reproduction du tableau 5-4, p. 63 de l'enquête de Marcel Rioux.

<sup>53</sup> *QL*, XLVIII, 26, 27/01/66, p. 3

Dalair et Léonard sont très critiques à cet effet :

« [e]n somme, il semble que l'AGEUM n'ait assumé ses devoirs qu'envers l'extérieur : elle doit dire aux autorités de l'université ce que les étudiants veulent, elle doit dire au gouvernement ce que les étudiants attendent, elle doit dire à la société ce que pensent les étudiants. Cela, l'AGEUM l'a fait. Mais elle doit aussi demander à ses membres ce qu'ils pensent, veulent, attendent. C'est ce que l'A.G.E.U.M a oublié, consciemment ou non, peu importe[...]En quelques mots on peut dire que les dirigeants de l'A.G.E.U.M. ont ignoré que leur première responsabilité était envers leurs membres. Ils se sont crus tellement représentatifs qu'ils n'ont même [*sic*] pas défendu leurs politiques auprès de leurs étudiants. Aussi faut-il maintenant se rendre compte que les étudiants ne savent même pas s'ils sont d'accord ou pas sur des gestes, des options, des politiques défendus par les leaders jusqu'à mai 1968. Et les leaders n'ont même pas essayé d'être dictateurs ! »<sup>54</sup>.

Ainsi, les leaders semblent parfois oublier ceux à qui ils doivent "rendre des comptes", la base de leur pouvoir : les étudiants. À bord d'un train qui fonce à toute vapeur, ils constatent qu'ils sont quasiment seuls de leur milieu à en être. La communauté est désintéressée : elle ne suit pas ses "chefs", et, en général, elle n'appuie pas massivement l'action de l'AGEUM. Et quand les leaders de l'association s'aperçoivent que la masse étudiante n'est pas au courant de ses activités et de ses positions, ils y voient un problème de communication. L'information ne semble pas se rendre à la base. Les dirigeants, il faut dire, essaient divers remèdes pour remettre l'AGEUM sur la bonne voie.

## **2. À la recherche d'une panacée : palier le manque d'information et de communication**

Les leaders étudiants sont forts préoccupés par les problèmes de l'AGEUM et tentent de redresser la situation : par exemple, en 1962-1963, on crée une commission d'enquête sur les relations entre les officiers de l'AGEUM et les comités de régie<sup>55</sup>.

---

<sup>54</sup> Dalair et Léonard, *op. cit.*, p. 31

<sup>55</sup> Jean-François Delage, président, Arthur Amyot et Marcel Desjardins, commissaires, « Rapport de la commission d'enquête et d'étude concernant les relations entre les comités de régie et l'AGEUM », 23/07/63, 23 p.

L'association ne reçoit que onze rapports sur une possibilité de dix-neuf. Concernant la qualité des échanges entre les groupes, aucun des rapports ne reconnaît avoir d'excellents liens avec l'AGEUM. À noter que Chirurgie dentaire, l'École normale (exécutif), Optométrie, Sciences, Sciences religieuses jugent leurs relations satisfaisantes (40,9 %) ; Droit, Sciences sociales, Polytechnique, Pharmacie, les dissidents de l'École normale, Médecine, Architecture considèrent ces relations comme étant inadéquates (59,1 %)<sup>56</sup>.

Selon la plupart des rédacteurs de ces rapports, le problème fondamental est causé par un manque d'information. On ne semble pas s'entendre sur le rôle premier du président de faculté. En effet, seulement deux rapports affirment que les présidents des facultés sont en effet un lien entre l'association générale étudiante et le comité de régie de faculté. La plupart d'entre eux s'accordent pour dire que le premier représentant doit d'abord à son association de faculté et qu'en second lieu il doit assumer un rôle de législateur au conseil de direction de l'AGEUM. Les rédacteurs du rapport de Polytechnique soutiennent qu'il y a dissension entre la pensée de l'association générale étudiante et les étudiants de Polytechnique. Les étudiants de Sciences sociales assurent pour leur part que les présidents de faculté n'ont pas un rôle positif déterminant dans l'AGEUM. En Droit, on rapporte qu'il n'y a pas assez de propagande et d'information.

On veut informer, éduquer les membres. En 1965, on commence à parler d'animation sociale, d'animation politique et syndicale à l'AGEUM<sup>57</sup>. À cet effet, les leaders créent une commission d'éducation et d'animation syndicale<sup>58</sup> : on informe, éduque les étudiants à ce propos dans les pages du *QL*<sup>59</sup>. Plus tard, en 1966-1967,

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *QL*, XLVIII, 21, 09/12/65, p. 1

<sup>58</sup> P33/E1.40, AGEUM, «La nouvelle politique étudiante (Livre vert)», Montréal, 08/65, p. 31

<sup>59</sup> *QL*, XLVIII, 25, 25/01/66, p. 3

c'est l'animation syndicale qui devient primordiale pour atteindre la masse étudiante<sup>60</sup> : il existe un bureau des affaires syndicales dès 1967, celui-ci ayant pour objectif de créer des « relations vivantes entre les unités de base et l'Association », de même qu'assurer « la diffusion sur le campus de l'information la plus complète possible à propos de la vie syndicale de l'association à tous ses niveaux »<sup>61</sup>. L'intérêt, somme toute, demeure faible.

Sur le tard, en décembre 1968, on veut mettre sur pied des stages interfacultaires au chalet de l'AGEUM, afin de rapprocher les facultés entre elles, et rapprocher l'AGEUM des facultés<sup>62</sup>.

L'organisme met même sur pied un « Office d'information » pour les étudiants, qui nécessite 15 000 \$ en salaires et 13 000 \$ d'équipements télévisuels (les fameux *Scopitones*)<sup>63</sup>.

Bref, rien y fait : après bien des efforts — du moins sur papier — pour rallier l'opinion étudiante, rapprocher les facultés et leurs conseillers entre eux, mais surtout atteindre la masse étudiante, l'association coule à pic.

L'exercice d'un pouvoir centralisé dans l'AGEUM, autrefois moteur de son expansion, est dorénavant rejeté par les étudiants, et les leaders étudiants eux-mêmes<sup>64</sup>.

### 3. Bilan de la transformation de l'AGEUM

Comme nous l'avons vu, la mission, les intérêts et les acteurs de l'organisation évoluent beaucoup au cours des années 1960. L'association entre dans une période de

---

<sup>60</sup> *QL*, XLVIII, 32, 17/02/66, p. 1

<sup>61</sup> P33/A24, AGEUM, « Constitution de l'AGEUM », article 32, 1967.

<sup>62</sup> P33/B2.12, Procès-verbal du conseil exécutif de l'AGEUM, 03/12/68.

<sup>63</sup> *QL*, LI, 20, 18/02/69, p. 6, *op. cit.*

<sup>64</sup> Dans Janine Dalairé...*op. cit.* Texte « Dissoudre l'AGEUM, pourquoi ? », p. 6.

technocratisation, notamment avec sa prétention de compétence, de même que l'extension de ses services offerts aux étudiants. À partir de 1963-1964, les leaders de l'AGEUM tiennent de plus en plus à professionnaliser les services et les travaux entrepris au sein de l'organisme, tout en intensifiant son idéologie de participation. Cette idéologie passe très mal des leaders étudiants vers la masse étudiante, qui ignore pour ainsi dire les activités de l'AGEUM. Toujours très intéressés par les lois et le jeu politique, les meneurs de la fin de la période remettent davantage le système en cause, au sens global, jusqu'à le rejeter complètement, tout semblant d'autorité y compris.

### **3.1 L'AGEUM, un tremplin pour les leaders aux grandes ambitions**

Pour certains étudiants intéressés par les affaires étudiantes, l'AGEUM est une étape vers une carrière dans les milieux politiques, dans le secteur public ou dans de grandes entreprises. Écoutés, interpellés et au centre de plusieurs réformes apportées par l'État dans la première moitié de la décennie 1960, plusieurs leaders étudiants veulent profiter de la tribune offerte par l'AGEUM pour propulser leur future carrière, établir des liens dans le marché du travail. Les étudiants intéressés s'impliquent donc là où c'est possible de prendre de l'expérience dans leur milieu. Et l'association est donc un organisme tout important pour eux. Ils savent bien qu'ils font l'objet d'une écoute attentive, que l'État est ouvert aux idées nouvelles<sup>65</sup>.

Au cours de ces quelques années, les étudiants ont l'impression, à la lumière des tendances du journal, que les autorités universitaires et gouvernementales tendent l'oreille à leur point de vue, en ce qui concerne les problèmes de la société québécoise.

---

<sup>65</sup> *QL*, 19 janvier 1961, XLIII, 29, p. 3.

C'est d'ailleurs ce que dira Bernard Landry, président de l'AGEUM en 1962-1963, plus de 25 ans plus tard : « ...on sentait que le Québec avait plusieurs décennies de retard sur les autres sociétés du monde occidental, cela créait un vaste sentiment de frustration propice à des bouleversements importants. Nos prises de position étaient écoutées et respectées parce que le Gouvernement avait besoin de nous »<sup>66</sup>.

L'AGEUM de l'époque, et tout particulièrement son conseil exécutif, s'avère une véritable pépinière de formation des nouvelles élites technocratiques au Québec, alors en formation. Nous ne pouvons nous empêcher de nommer — la liste est incomplète — quelques personnalités publiques bien connues : les Bernard Landry, Serge Ménard, Jean Rochon, Guy Bertrand, Louise Harel et Jean Doré ont tous mené des carrières politiques par la suite. D'autres, comme Jacques Girard, ont débuté leur carrière dans l'administration universitaire. Son ascension est phénoménale ; elle témoigne bien du contexte très favorable pour cette nouvelle élite technocratique, le besoin pressant de ses " compétences " dans le système : directeur du *QL* en 1962-1963, ayant terminé des études en Droit en 1964. Il rédige ensuite une maîtrise à la *London School of Economics and Political Sciences* en 1967. Assistant du recteur de l'Université de Montréal dès juillet 1968, il est nommé secrétaire-général de cette institution en 1969<sup>67</sup>. Si la communauté étudiante semble désintéressée, eux ne le sont pas et se démarquent clairement du groupe. Ils prennent de l'expérience professionnelle dès avant leur entrée officielle dans le marché du travail.

---

<sup>66</sup> Il s'agit d'une entrevue avec Bernard Landry dans le cadre d'un dossier sur les 25 ans des associations étudiantes en novembre 1990 (UGEQ 1965-FEEQ 1990). Magazine *Inter Universités*, (Guide des associations étudiantes universitaires du Québec), vol. 1, no 4, novembre - décembre 1990, p. 12.

<sup>67</sup> *Le Devoir*, «Montréal, Ville ouverte », 23/05/2000, B1



En ce qui concerne le sort réservé à l'association par la suite, force est de constater que les responsables de l'AGEUM ne parviennent pas à établir un consensus parmi les étudiants, surtout après 1965. Mécontente à propos des cotisations, à propos du rôle de l'organisation, concernant son « bureaucratisme presque ésotérique » [*sic*], bref, on l'accuse de bien des maux.

Les réformes entreprises par l'AGEUM jusqu'au milieu des années 1960 n'aboutissent pas : l'association étend ses services, les professionnalise. Les représentants tentent de prendre des décisions rationnelles, appuyées de manière scientifique. L'association engage des permanents pour créer certaine continuité et une certaine logique dans les revendications et les prises de décisions. Les responsables centralisent le pouvoir en intensifiant l'idéologie de participation. Malgré tout, dans la deuxième partie de la décennie, elle fait l'objet de nombreuses critiques, des associations de grandes facultés remettent en doute son utilité. Quelques-unes, comme Polytechnique et HEC, quittent l'AGEUM pour rapatrier toute la cotisation de l'étudiant. Irritée par des divisions internes, elle piétine dans des chicanes idéologiques, des débats concernant le contenu du *QL*. Les meneurs de l'association, incapables d'atteindre les étudiants et en mal de participation des membres, sont constamment accusés de ne pas être représentatifs de la population étudiante. À un tel point que l'exécutif d'Édouard Cloutier met un blocus sur les activités de l'organisme, jusqu'à temps que les étudiants en appellent à l'AGEUM. Il dit : «[l]orsque ceux-ci s'apercevront que nous n'allons plus au devant [*sic*] de leurs problèmes pour les solutionner, ils en viendront eux-mêmes à prendre conscience de leurs petits troubles

et à essayer de les solutionner. Nous n'agissons que s'ils nous le demandent »<sup>68</sup>. Pour sa part, l'exécutif suivant, celui de Jean Doré, s'auto-déclare non représentative de la masse étudiante.

C'est dans cette mouvance que l'influence des associations générales étudiantes atteint ses limites. C'est dans ce contexte que l'on aperçoit le développement des associations spécialisées ayant des activités et un public spécifiques, de même que la formation de *cellules*. Au fil de la période, l'AGEUM perd peu à peu son titre de " chef ", son rôle de leader et organisateur d'événements protestataires, notamment au profit de l'UGEQ en ce qui concerne la société ; les initiatives et les manifestations proviennent de groupes ayant moins d'envergure au sens institutionnel du terme, mais qui participent aux manifestations pour leur propre cause, selon leur propre idéologie. Dans le monde étudiant québécois, cette tendance commence à se faire sentir vers 1967, avec l'essoufflement puis les hara-kiris des associations générales étudiantes comme l'AGEUM et l'AGEL et la fin de l'UGEQ en 1969<sup>69</sup>.

Il y a, malgré tout, des luttes au cours desquelles l'AGEUM est moins l'objet de la critique : son combat contre les autorités universitaires, jugées rétrogrades, demeure le plus dynamique, étant donné la présence physique de l'étudiant dans l'Université, à tous les jours pendant l'année académique, à l'année longue pour certains meneurs. Prenons par exemple la demande de cogestion de l'Université, qui devient un enjeu majeur à compter de la fin 1962.

---

<sup>68</sup> *QL*, XLIX, 20, 22/11/66, p. 3

<sup>69</sup> À cet effet, voir l'article d'Éric Bédard, « L'idéologie syndicale étudiante : du discours à la pratique : le cas de l'AGEUM (1950-1969) », *op. cit.*, p. 27-28.

On critique les actions des leaders dans ce dossier comme dans toute revendication. Par contre, la victime des attaques en règle du journal *QL* est davantage l'Université et ses autorités que les meneurs de l'association. Les autorités de l'institution sont considérées comme un adversaire aux vues archaïques, comme l'ennemi commun des étudiants intéressés par les affaires universitaires.

Dans le prochain chapitre, nous faisons l'analyse de la plus importante revendication des dirigeants de l'AGEUM, dans leur propre université : la demande de cogestion de l'Université.

## CHAPITRE IV

### ENTRE *COGESTION* ET *CONSULTATION* :

#### LA VOLONTE DE PARTICIPATION ET D'INTEGRATION DES LEADERS ETUDIANTS AUX INSTANCES DECISIONNELLES DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL, 1960-1968

Interpellés par l'apparente volonté du Parti libéral provincial d'établir une plus grande justice sociale, et par ce qui ressemble au désir du peuple québécois de prendre son avenir en main, les leaders étudiants ont été remplis d'un « espoir immense »<sup>1</sup>. C'est le début d'une nouvelle ère, pour eux qui ont vu leurs prédécesseurs se battre au sein de la faction réformiste opposée au régime duplessiste, dans le contexte du « malaise social » des années 1950<sup>2</sup>. Les réformes lancées par l'État au cours des premières années de la Révolution tranquille vont dans l'esprit même de leurs propres revendications, c'est-à-dire dans le sens des priorités de la classe moyenne, longtemps tenues à l'écart par Duplessis<sup>3</sup>.

Alors que le Gouvernement du Québec lui-même convie le peuple à participer à l'essor de cette société en pleine démocratisation, les milieux intellectuels jugent primordial d'appuyer les réformes libérales. Pour certains d'entre eux, tel le sociologue et professeur Marcel Rioux, il faut même aller encore plus loin. Les leaders étudiants, de leur côté, considèrent que l'Université est un terrain très approprié pour mettre en

---

<sup>1</sup> Marcel Rioux, *Un peuple dans le siècle*, op. cit., p. 55 et 102-106.

<sup>2</sup> Hubert Guindon, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Saint-Martin, 1990, p. 65-66 et 173.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 177

oeuvre cette démocratie nouvelle.

Les luttes ouvrières des années 1950 ont eu une réelle influence sur les associations étudiantes. Les grèves d'Asbestos en 1949 et de Murdochville en 1957, puis celle des réalisateurs de Radio-Canada, en 1959, ont mis en évidence toute la vigueur des syndicats.

Les leaders étudiants en sont convaincus : pour se faire entendre dans la société, et par le fait même à l'Université, il faut passer par la voix d'un syndicat. L'AGEUM leur apparaît comme l'organisation toute désignée pour prendre part à l'action. Afin de mieux comprendre l'approche des membres impliqués au sein de l'association, il importe aussi de tenir compte de cet autre élément important : les acquis de l'Union nationale des étudiants français (UNEF) par la voie du syndicalisme étudiant les impressionnent beaucoup. Les membres du comité d'éducation de l'association, en particulier, y sont très sensibles<sup>4</sup>.

Les étudiants intéressés considèrent qu'il faut changer l'Université. Ils ne veulent plus du caractère confessionnel de l'établissement<sup>5</sup>. Ils n'acceptent plus les structures de décision de l'institution ni le mode de composition des organes de direction. Ils exigent que les professeurs et surtout les étudiants, majoritaires dans l'Université, participent à la prise de décision, à la gestion, aux nominations, bref au gouvernement de l'institution.

---

<sup>4</sup> *QL*, XLIV, 35, 13/02/62, p. 3

<sup>5</sup> À cet effet, l'année 1964 est riche en rebondissements. Voir *QL*, XLVII, 6, 01/10/64, p. 7 ; *QL*, XLVII, 9, 13/09/64, p. 4 ; XLVII, 10, 15/10/64, p. 8 ; XLVII, 11, 20/10/64 p. 6, 11, 13 et 16 ; XLVII, 15, 03/11/64, p. 10.

Ils refusent dès lors que les décisions soient prises à huis clos. Pour assurer le bon développement de l'institution, le fait d'être catholique et pratiquant ne suffit plus de l'avis de Guy Bertrand, vice-président à la cogestion en 1964-1965<sup>6</sup>. À cet effet, les critiques fusent<sup>7</sup>.

Selon les leaders, il est urgent de s'en remettre à des esprits ouverts et « non compromis »<sup>8</sup>, libres de toute appartenance, à des visionnaires, des experts ayant de larges compétences en matière d'éducation, de planification, de gestion moderne. C'est dans cet esprit que l'AGEUM développe ses services aux étudiants : par là, ses dirigeants tentent non seulement de rallier les membres, mais également de démontrer la capacité de l'association de gérer son budget et ses services de manière réfléchie et adulte.

Mais, à qui faire appel ? Bien entendu, à des gens compétents, mais aussi, et là la réponse des leaders est prompte et les intervenants disponibles, accessibles : eux-mêmes.

Pour cela, il faut faire accepter la cogestion du gouvernement de l'Université aux autorités de l'institution. La cogestion : voilà la principale revendication des étudiants dans l'Université<sup>9</sup>, une des bases du syndicalisme étudiant. Qu'est-ce à dire ?

Pour Pierre Marois, un des principaux pionniers du syndicalisme étudiant à l'Université de Montréal, le syndicalisme étudiant s'oppose au corporatisme, cette

---

<sup>6</sup> *QL*, XLV, 6, 04/10/62, p.4

<sup>7</sup> *QL*, XLV, 2, 20/09/62, p. 9.

<sup>8</sup> *QL*, XLV, 3, 25/09/62, p. 3.

<sup>9</sup> Ce constat a déjà été effectué par Madeleine Gauthier. Madeleine Gauthier, « Le mouvement étudiant des années soixante comme aspect de la Révolution tranquille au Québec ? », *Jeunesses et politique*,...op. cit., p. 240

«...idéologie selon laquelle la société est divisée selon l'activité professionnelle». Pour ce directeur du comité d'éducation de l'AGEUM en 1962-1963 et président de l'AGEUM l'année suivante, le syndicalisme étudiant fonde les divisions de la société plutôt sur des critères sociologiques, selon des préoccupations sociales et économiques ; il permet au monde étudiant, corps intermédiaire, d'assumer un rôle particulier dans une société démocratique<sup>10</sup>.

Selon le *Petit Robert*, le terme *cogestion* date de 1945. Il signifie « la gestion en commun [...] Gestion de l'entreprise assurée en commun par le chef d'entreprise et les représentants des salariés »<sup>11</sup>. Pour sa part, le *Dictionnaire de sociologie* Le Robert/Seuil reprend la deuxième partie de la définition ; Pierre Ansart écrit à la suite de la cogestion : «[e]lle suppose une certaine conception de l'entreprise qui s'oppose à la fois aux visions conflictualistes de l'économie et aux pratiques technocratiques. De ce fait, elle donne lieu à des débats syndicaux et politiques considérables, ainsi qu'à la mise en place de législations particulières »<sup>12</sup>. Les expériences allemandes de cogestion (*Mitbestimmung*) sont plus souvent données en exemple en Europe<sup>13</sup>. Ailleurs sur le vieux continent, certaines expériences de syndicats d'employés d'usine, face à des situations critiques qui peuvent aller jusqu'à la survie de l'entreprise, obligent ces derniers «...à sortir de leur méfiance traditionnelle et à pactiser avec le diable !», le diable incarné ici par l'employeur<sup>14</sup>.

Qu'est-ce que la cogestion pour les leaders étudiants ? De nouveau,

---

<sup>10</sup> P33/A4, Pierre Marois, directeur du comité d'éducation de l'AGEUM, et Jean Pelletier, «L'AGEUM force syndicale», 1962, p. 1.

<sup>11</sup> Paul Robert, dir., *Le Petit Robert...op. cit.*, entrée «cogestion» p. 399.

<sup>12</sup> André Akoun et Pierre Ansart, dir., *Dictionnaire de Sociologie...op. cit.*, (entrée : cogestion, par Pierre Ansart), p. 85.

<sup>13</sup> *Idem*.

<sup>14</sup> Roland Delacroix, Olivier Dembinski, Eliane Le Dantec, Catherine Lévy et Thierry Rochefort, *Le tabou de la gestion. La culture syndicale entre contestation et proposition*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières, 1996, p. 145.

Pierre Marois :

«...[p]articipation des étudiants à l'administration de l'Université et droit de regard sur l'enseignement[...] Définir l'étudiant comme un travailleur intellectuel en apprentissage, c'est l'intégrer à la vie de l'Université. C'est entre autres lui donner le droit de participer à l'administration de l'Université pour y surveiller ses intérêts ; d'exiger qu'on lui serve une pâture intellectuelle suffisante et convenable»<sup>15</sup>.

Quelles sont les stratégies d'intégration des leaders étudiants dans les instances décisionnelles de l'Université de Montréal ? Quelles vues les étudiants veulent-ils donner à l'Université et quels rôles se donnent-ils ? Comment s'y prennent-ils pour tenter de légitimer leur place, leur importance, la nécessité de leur apport au gouvernement de l'établissement ? Comment cette revendication évolue-t-elle au fil de la période ? C'est à ces questions que ce chapitre cherche à répondre.

Car, à l'instar d'autres institutions issues du « vieux monde » qu'on bouscule, l'Université doit subir son procès. Les leaders étudiants, sur leur terrain, vont s'en charger. Pour se rendre compte que, comme dans tout bon procès, la victoire n'est pas acquise d'avance.

### **1. *Libres, jeunes et intellectuels* : légitimer sa propre intégration ou l'art de prendre sa place, (1961 - hiver 1964)**

Les leaders étudiants, grandement intéressés à prendre part au gouvernement de l'Université, tentent de trouver un moyen d'intégrer les étudiants aux instances de décisions de l'institution. Ils recherchent les caractéristiques communes à tous les étudiants universitaires afin de démontrer leur cohésion, l'efficacité de la formule du syndicat ou de l'association. Les responsables de l'AGEUM et du *QL* cherchent à canaliser les forces du monde étudiant par la voie du syndicalisme, le syndicalisme *étudiant*. Toutefois, ils se butent rapidement à des structures et des textes de lois complètement étrangers à leurs aspirations et leurs idéaux. Ils doivent donc



s'aventurer du côté de l'autogestion pour assurer le développement et la crédibilité de l'AGEUM et du monde étudiant en général.

### 1.1 Aux origines du syndicalisme étudiant

Alors que les dirigeants étudiants commencent dès les années 1950 à prendre position sur des questions politiques et sociales, les militants de l'AGEUM exigent de plus en plus fréquemment, au tournant des années 1960, que l'organisation se dote d'une « vraie charte »<sup>16</sup>. Cette Charte doit définir les droits et devoirs des étudiants membres, autant à l'Université que dans la société. C'est donc dans une optique d'autodéfinition et d'affirmation de l'étudiant en tant que citoyen responsable, et de son groupe en tant que classe sociale — classe étudiante — que le comité d'éducation de l'AGEUM prend en main la rédaction d'une Charte de l'étudiant universitaire en 1960-1961. Hautement inspirée de la Charte de Grenoble produite par l'UNEF en 1946, la version adaptée par l'AGEUM est entérinée par celle-ci en septembre 1961<sup>17</sup>. Par là, les leaders étudiants imposent à la direction universitaire et à la société leurs propres vues de la masse étudiante, ils savent bien par ailleurs que « [l]e rôle de l'étudiant dans l'université est à définir, ensuite à faire accepter »<sup>18</sup>.

D'après Pierre Marois, cette Charte de l'étudiant universitaire «...est l'acte de naissance et la base théorique du syndicalisme étudiant »<sup>19</sup>. Elle confère à l'étudiant le droit inaliénable de donner son opinion et de participer aux décisions prises pour la

<sup>15</sup> P33/A4, Pierre Marois..., *op. cit.*, p. 3. Voir également l'article de Bruno Verdon, *QL*, 13/02/62, *op. cit.*

<sup>16</sup> *QL*, XLIII, 19, 22/11/60, p.1.

<sup>17</sup> Voir cette charte en annexe 3, à la fin du mémoire. Prise dans le *Quartier Latin*, XLIV, 1, 19/09/61, p.12. Les auteurs étaient Louis Bernard, Jacques Guay, Yves Papillon et Michel Pelletier (P33/B1.2). Cette charte est incluse dans l'annuaire des étudiants (du moins en 1961-62 (p. 21 à 23) et 1966-1967 (p. 19 à 21), P33/A18 et A24.

<sup>18</sup> *QL*, XLV, 20, 22/11/62, p.1

<sup>19</sup> P33/E1.27 Pierre Marois, directeur du comité d'éducation AGEUM, «Qu'est-ce que le syndicalisme étudiant ?», 29/11/62, p. 2.

nation ; en cela, le droit de participer aux décisions dans l'Université y est implicite. Très rapidement, la demande de cogestion de l'Université apparaît comme l'un des fondements, une condition *sine qua none* du syndicalisme étudiant : «[n]ous revendiquons un statut social défini ; nous revendiquons des structures à l'intérieur desquelles on nous accorde un droit de parole ; à l'Université, nous revendiquons la co-gestion académique [et] administrative du moins pour tout ce qui touche les services étudiants»<sup>20</sup>.

Dès la réception de la Charte de l'étudiant en septembre 1961, on fait la promotion de ce véritable texte de loi qui doit devenir « un guide constant »<sup>21</sup> pour les étudiants. D'ailleurs, les journalistes du *QL* appuient fréquemment leur argumentation sur ces fondements, et ce tout au long des années 1960 ; les officiers de l'exécutif font de même.

### 1.1.1 La Charte de l'étudiant universitaire et la cogestion

Que dit cette charte au sujet de la cogestion<sup>22</sup> ? D'abord elle affirme les " droits " de l'étudiant, droit « d'influencer les institutions sociales et de contribuer à leur évolution » ; «...droit au dialogue avec ses aînés» sur la base que la jeunesse doit «repenser toute valeur culturelle et toute structure sociale...». La Charte traite aussi de l'enseignement : «[l']étudiant a le droit de regard sur l'enseignement reçu, le choix des professeurs, les instruments de travail ». Elle fait une évidence de la place des étudiants au sein des instances de l'Université : « L'Université est l'affaire de l'étudiant ».

Bien sûr, la Charte examine aussi les " devoirs " de l'étudiant : « il voit à la bonne

---

<sup>20</sup> P33/E1.27 Pierre Marois, «Qu'est-ce que...» *op. cit.*, p. 1

<sup>21</sup> *QL*, XLIV, 1, 19/09/61, p. 2.

<sup>22</sup> Les éléments du paragraphe suivant proviennent tous de la «Charte de l'Étudiant universitaire», *QL*, 19/09/61...*op. cit.*, p. 12. Voir également Daniel Latouche et Diane Poliquin-Bourassa, *Le manuel de la parole III*, B.E., 1979, p. 83-87, qui intitulent cette charte «Manifeste du syndicalisme étudiant» (1966), parce que leur source est l'*Annuaire des étudiants* de l'AGEUM de 1966, p. 19-21..

administration de l'Université » ; « [l']étudiant est partie intégrante de l'Université ; il doit donc collaborer activement à son évolution et à son expansion. Il doit agir pour assurer un enseignement de qualité, des facilités de travail convenables, tant pour les professeurs que pour les autres étudiants ».

Enfin, la Charte n'oublie pas les droits de l'AGEUM elle-même : «[l']Association a le droit de cogérer, avec l'État et l'Université, selon les cas, les biens des membres...».

Comme nous le voyons dans ce document, les droits et devoirs de l'étudiant universitaire convergent vers même but : les étudiants ont droit au dialogue avec les autorités universitaires et ont le devoir de participer au développement de l'Université ; «[n]on seulement l'étudiant doit pouvoir parler, mais il doit être écouté»<sup>23</sup>. Les étudiants veulent donc être consultés.

### 1.1.2 Le silence de la Charte civile de l'Université

La source du problème, comme s'en rendent compte les leaders, réside dans la nature rétrograde de la Charte civile universitaire, qui date pourtant de 1950<sup>24</sup>. Lors d'un panel organisé en 1962 portant sur le statut social de l'étudiant, Me Claude Tellier rapporte que les textes législatifs restent sans *définition* de l'étudiant. Dans la Charte de l'Université de Montréal, affirme-t-il, «...je n'ai pu y trouver le mot étudiant une seule fois»<sup>25</sup>. L'AGEUM met d'ailleurs sur pied, dès décembre 1961, une commission de révision de la charte universitaire, qui devient une commission permanente des structures de l'Université à partir de la rentrée 1962<sup>26</sup>.

Dans le dernier numéro du *QL* de l'année académique 1961-1962, Jacques Girard

---

<sup>23</sup> Daniel Latouche et Diane Poliquin-Bourassa, *op. cit.*, p. 85

<sup>24</sup> *QL*, XLVIII, 8, 07/10/65, p. 1. Dans cet article, on conclut que la charte de 1950 marque un net recul sur celle de 1920. En effet, elle enlève tous les pouvoirs aux professeurs. En 1920, ceux-ci élisent eux-mêmes leurs conseils de faculté, lesquels ont alors pour fonction de nommer les professeurs, préparer les horaires et programmes, etc. La Charte de 1950 remet tous ces pouvoirs aux gouverneurs.

<sup>25</sup> *QL*, XLIV, 46, 22/03/62, p. 3.

<sup>26</sup> P33/B1.1.19, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 12/12/61 et 22/01/62 ; P33/A18, « Règlements généraux de l'AGEUM » (1962).

établit très clairement la position des militants étudiants de l'époque :

«Si de droit l'Université nous refuse le droit de parler, nous nous l'accordons de fait [...] désormais nous réclamons une participation active à la gouverne de l'Université. Nous voulons être représentés dans le domaine de l'administration et dans le domaine des études. Nous sommes déterminés à faire de l'Université de Montréal une université où les étudiants ont leur mot à dire, où ils ont une voix au chapitre. Le syndicalisme étudiant nous trace la voie à suivre »<sup>27</sup>.

Les slogans les plus marquants dans le milieu des leaders étudiants de l'Université de Montréal proviennent de cette charte et de l'exécutif de Bernard Landry de 1962-1963<sup>28</sup>.

Dès le congrès de l'AGEUM en août 1962, le nouvel exécutif annonce ses couleurs : les revendications sont nombreuses, de même que les prises de position de l'AGEUM. L'équipe de Bernard Landry rencontre le recteur, Mgr Lussier, pour lui faire part des projets de la prochaine année<sup>29</sup>. Le dialogue est donc établi avec les autorités universitaires dès avant la rentrée de l'automne 1962.

## **1.2 Objectif : cogestion de l'Université et des facultés**

### **1.2.1 Les commissions mixtes**

À l'Université de Montréal, c'est dans la deuxième moitié des années 1950 qu'apparaissent les premières formes de participation des étudiants, selon certaines conditions, à ces organes consultatifs que sont les comités paritaires. Depuis 1956, des étudiants nommés par le conseil des gouverneurs et recommandés par l'AGEUM siègent à titre personnel aux comités conjoints du Centre Social et des Sports<sup>30</sup>. À la fin de 1960, Jean Rochon, président de l'AGEUM 1960-1961, annonce la mise sur pied récente du comité conjoint incluant les trois corps, c'est-à-dire les représentants

---

<sup>27</sup> *QL*, XLIV, 50, 17/04/62, p. 1

<sup>28</sup> Ils sont encore en usage en 1967. Voir P33/A23, Michel Ross, de l'AEP, «Projet de refonte des structures de l'AGEUM», 14 mai 1967.

<sup>29</sup> P33/B1.1.20, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM (congrès), 19/08/62.

<sup>30</sup> P33/B2.3, «Programme général AGEUM 1962-63» (équipe Landry). Dans ce programme, il est indiqué que l'AGEUM veut nommer elle-même ses représentants à ces comités.

des étudiants, ceux des professeurs et ceux de l'administration. « Les trois corps ont reconnu la nécessité d'une espèce de table ronde où pourront se discuter sans formalité et dans un esprit de réelle collaboration les problèmes de la communauté universitaire »<sup>31</sup>. En juin 1962, les leaders font accepter la participation des étudiants à une autre commission mixte, issue d'une enquête de l'AGEUM : la Commission du Service de santé de l'Université de Montréal, formée de trois membres de l'AGEUM, trois membres de l'administration de l'Université, ainsi que du directeur médical du Service, du doyen de la Faculté de Médecine et du doyen de la Faculté d'Hygiène<sup>32</sup>. Néanmoins, les leaders étudiants ne semblent pas croire outre mesure à l'influence et aux capacités à moyen ou à long terme de ces commissions, auxquelles ils reprochent leur caractère uniquement consultatif<sup>33</sup>.

Avant la fin de l'été 1962, les étudiants obtiennent aussi une participation au comité du stationnement. Alors que se conjuguent très visiblement l'explosion démographique des deux dernières décennies et un début de démocratisation de l'enseignement supérieur, les problèmes d'espace sont criants : à la rentrée de 1962, on décompte 2000 étudiants de plus qu'à la rentrée précédente<sup>34</sup>.

Les responsables étudiants veulent la cogestion, et pas uniquement pour décider des questions d'activités sociales, de sports, de santé et de stationnement. De plus en plus, leur revendication touche même la vie académique. Cette question prend place dans l'actualité lors de la campagne annuelle de sang 1962 : la direction ayant refusé d'écourter les périodes pour permettre d'aller donner du sang, les étudiants proposent de créer une commission d'étude bipartite, formée d'une part des autorités de

---

<sup>31</sup> *QL*, Bulletin des relations extérieures de l'AGEUM, vol 2, no 1, décembre 1960, p. 1

<sup>32</sup> P33/B1.1.20, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM (congrès), 19/08/62, *op. cit.*

<sup>33</sup> *QL*, XLV, 14, 02/11/62, p. 2

<sup>34</sup> *QL*, «L'Université aux prises avec la "Revanche des berceaux"», XLV, 4, 27/09/62, p.13 ; XLV, 7, 09/10/62, p.1.

l'Université, d'autre part des membres de l'exécutif de l'AGEUM<sup>35</sup>.

Peu de temps après, un deuxième événement avive l'exigence de cogestion. Lors de la démission d'un professeur de droit pénal, vers la fin de 1962, le *QL* se demande pourquoi les étudiants n'ont pas été consultés<sup>36</sup>.

C'est ici que la revendication de cogestion des facultés devient un enjeu. En mars 1963, il existe déjà des comités de cogestion académique, dont en Droit et dans trois ou quatre autres facultés<sup>37</sup>. Les étudiants se servent de ces exemples pour appeler toutes les autres à faire de même.

Mais qu'entendent-ils par cogestion académique ? Il s'agit d'une « participation directe des étudiants à la vie académique et coopération de ceux-ci avec leurs professeurs à la direction de la faculté »<sup>38</sup>. Pour les leaders étudiants, les rapports entre les directeurs de facultés et les étudiants doivent quitter la sphère des cas personnels, par exemple lors de la révision de notes, pour s'étendre aux problèmes concernant l'ensemble des étudiants de cette faculté<sup>39</sup>.

Toutefois, les étudiants intéressés par ces questions se butent systématiquement aux textes de lois de l'Université, qui ne font aucunement part du "rôle" de l'étudiant dans l'Université. Il n'y a, pour eux, qu'une seule issue, soit la refonte de la charte universitaire : «[u]ne charte d'Université dans laquelle professeurs et étudiants sont délibérément ignorés ne saurait demeurer en vigueur plus longtemps. Nous avons assez parlé, assez " dialogué ", il nous faut maintenant passer aux actes. L'AGEUM est prête à agir. La co-gestion doit devenir d'ici la fin de l'année une réalité à tous les niveaux, tant celui des facultés que de l'Université»<sup>40</sup>.

---

<sup>35</sup> *QL*, XLV, 14, 02/11/62, p. 1

<sup>36</sup> *QL*, XLV, 23, 04/12/62, p. 1

<sup>37</sup> *QL*, XLV, 42, 07/03/63, p. 12, *op. cit.*

<sup>38</sup> *QL*, XLV, 14, 02/11/62, p. 2

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *QL*, XLV, 23, 04/12/62, *op. cit.*, p.1

### 1.2.2 Redéfinir l'Université

Les facultés et l'Université ne reconnaissant pas, en général, le " nouveau " statut de l'étudiant, c'est toute l'institution et ses structures qu'il faut redéfinir.

Pour les leaders, il est clair que l'Université est une communauté de maîtres et d'étudiants<sup>41</sup>, qui doivent par conséquent participer aux décisions. La situation leur semble intolérable, et ce même pour les professeurs<sup>42</sup>.

Il y a malgré tout des signes d'ouverture du dialogue entre les leaders étudiants et l'administration de l'Université. Lors d'un débat-midi au Centre social le 27 novembre 1962, regroupant à la même table le président Landry, un professeur et un membre de l'administration de l'Université : «[e]nfin on lève le silence. On nous mentionne»<sup>43</sup>. Le vice-recteur Lucien Piché y prend des positions favorables à l'inclusion des étudiants, il admet qu'ils ont un rôle à jouer par la cogestion<sup>44</sup>.

Le directeur de la Commission d'étude sur les structures universitaires de l'AGEUM remet son rapport en février 1963<sup>45</sup>. Parmi les recommandations, on retrouve la proposition de créer immédiatement une commission de refonte de la charte de l'Université regroupant étudiants, professeurs et l'administration de même qu'une proposition visant l'augmentation du nombre de réunions statutaires, en passant de quatre à huit par année.

Les leaders étudiants considèrent que seule la reconnaissance statutaire des comités conjoints donnerait naissance à la cogestion intégrale. Ils ne veulent donc rien de moins.

---

<sup>41</sup> QL, 02/11/62...*op. cit.*, p. 2

<sup>42</sup> QL, 27/11/62...*op. cit.*, p.2. Citation tirée de Gabriel Gagnon (professeur à l'Université de Montréal), «L'action étudiante», *Cité Libre*, avril 1960, p. 18

<sup>43</sup> QL, 27/11/62...*op. cit.*, p.1

<sup>44</sup> QL, XLV, 23, 04/12/62, p.2

<sup>45</sup> P33/B1.1.20, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 27/02/63.

### 1.2.3 L'idéal cogestionnaire au début de 1963

Qu'est-ce que la cogestion intégrale ? Ou plutôt, qu'est-ce que la cogestion idéale, du point de vue des leaders étudiants ? Le *QL* aborde la question, en mars 1963, dans un article intitulé « La cogestion. Comment les étudiants peuvent-ils réussir à s'y intégrer ? ». Au niveau des facultés, on requiert le pouvoir de décider du renvoi des professeurs incompetents ; la représentation des étudiants au conseil de faculté, à la commission des études de l'Université, au bureau des gouverneurs ; le pouvoir de nommer les gouverneurs<sup>46</sup>. À ces revendications, on ajoute celle qu'à long terme le comité conjoint central ne soit plus tripartite, mais seulement composé d'étudiants et de professeurs.

Évidemment, la proposition d'un tel bouleversement des mécanismes de décision dans l'université se heurte d'emblée à des obstacles. Les professeurs, par exemple, sont peut-être d'accord pour concéder aux étudiants un droit de regard sur la nomination des gouverneurs, mais certainement pas pour leur octroyer le pouvoir de renvoyer leurs collègues incompetents<sup>47</sup> ! De même, les administrateurs hésitent devant l'exigence immédiate des étudiants de voir siéger un des leurs à la commission des études, et deux au bureau des gouverneurs. Les autorités universitaires démontrent de grandes réticences face à ces revendications<sup>48</sup>.

Ainsi, malgré quelques gains, la partie est loin d'être gagnée pour les leaders étudiants. En février 1963, ils demandent un recteur laïc et contestent la raison d'être du conseil des gouverneurs<sup>49</sup>. De plus, les remises en question des autorités retardent l'entrée en vigueur d'activités et services de l'association. C'est le difficile apprentissage de la négociation avec les autorités universitaires.

---

<sup>46</sup> *QL*, XLV, 42, 07/03/63, p. 12

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> *QL*, XLV, 50, 09/04/63, p. 3

<sup>49</sup> *QL*, XLV, 37, 19/02/63, p. 1



Très rapidement, les leaders étudiants constatent la longueur des négociations avec les autorités universitaires<sup>50</sup> ; au cours de la période étudiée, l'AGEUM doit négocier longtemps pour obtenir la gérance de services déjà existants ou la possibilité d'en exploiter de nouveaux.

### **1.3 L'action au ralenti. La lenteur administrative, catalyseur de l'impatience et de la frustration**

Au milieu de la décennie, les leaders étudiants prennent conscience que les étudiants ne jouissent pas du statut qu'ils convoitent. Leur crédibilité et leur reconnaissance demeurent très fragiles, somme toute.

Exclus d'office des textes de loi de l'Université, les leaders étudiants considèrent que les comités conjoints consultatifs ne sont que parure. Est-ce un véritable statut quand, au comité du Centre social et des résidences, l'étudiant ou l'étudiante siège à titre personnel ? L'AGEUM voudrait plutôt des représentants officiels à tous les comités, mais les autorités refusent, selon les porte-parole de l'association<sup>51</sup>.

Autre exemple : en 1963, c'est sans même consulter le comité conjoint au Centre social que le conseil de gouverneurs décide unilatéralement d'augmenter les prix des repas, doublé d'une augmentation des frais de scolarité<sup>52</sup>. La réaction est prompte : le boycott des cafétérias. C'est au gouvernement de payer la note, selon eux<sup>53</sup>.

Ce boycott aura pour effet d'affaiblir les liens entre les leaders de l'AGEUM et l'administration de l'Université. Après avoir eu quelques combats singuliers avec l'AGEUM dans le passé, l'administration de l'Université avait créé le comité conjoint central pour éviter que les problèmes internes de l'institution sortent de ses murs.

<sup>50</sup> *QL*, XLVII, 36, 16/02/65, p. 7. Michel Vaillancourt, président de l'AGEUM en 1964-1965, déclare au sujet précis de la coopérative, mais généralisant : «...comme vous le savez, les négociations sont longues avec l'Université, ça ne se règle pas dans quinze jours».

<sup>51</sup> *QL*, XLV, 42, 07/03/63, p. 6

<sup>52</sup> Ce n'est pas la première fois qu'une telle situation survient : en 1958, l'AGEUM s'oppose à une double augmentation des tarifs, soit des frais de scolarité et des prix de cafétérias. P33/B1.1.16, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 14/06/58.

<sup>53</sup> *QL*, XLVI, 9, 15/10/63, p. 1

Selon Serge Ménard, l'administration a fait volte-face et réglé la question des cafétérias sur la place publique : « [l]e dialogue doit reprendre... »<sup>54</sup>.

Le rapprochement semble encore possible, du moins est-ce la solution envisagée à ce moment. Toutefois, selon les leaders étudiants, le caractère consultatif des comités existants ne fait que conforter l'attitude paternaliste de l'administration de l'Université envers les étudiants. Un journaliste écrit : «...le mouvement étudiant est un mouvement mort-né, si son existence n'est pas reconnue là même où il puise sa raison d'être [à l'Université]. S'il y a conflit, c'est que les deux parties en cause n'ont pas la même conception de l'Université et, partant, le dialogue entre les deux ressemble à un dialogue de sourds... »<sup>55</sup>.

### 1.3.1 L'incorporation de l'AGEUM

Même si l'AGEUM a commencé très tôt à travailler au dossier de son incorporation<sup>56</sup>, c'est véritablement en 1964 qu'elle commence à ressentir l'urgence que le processus aboutisse, pour enfin pouvoir discuter "d'égal à égal" avec l'administration. En effet, les autorités universitaires mettent parfois en doute que l'association représente réellement le point de vue des étudiants. Plusieurs avenues s'offrent, mais celle que préfèrent les têtes de l'organisme, c'est l'incorporation par «Bill privé». Cette solution permet de soustraire l'AGEUM aux règlements de l'Université tout en évitant de tomber sous le coup des pouvoirs du droit commun impliqués dans le projet de loi et jugés exorbitants. L'Université est d'ailleurs en litige avec l'association à ce propos<sup>57</sup>.

Les choses tardent. En mars 1964, l'Université annonce le renvoi de la demande d'incorporation de l'AGEUM au comité *ad hoc* chargé du dossier ; elle annonce aussi

---

<sup>54</sup> *QL*, XLVI, 27, 16/01/64, p. 2

<sup>55</sup> *QL*, XLVI, 30, 28/01/64, p. 12

<sup>56</sup> *QL*, 30/01/64...*op. cit.*, p. 2

<sup>57</sup> *QL*, 30/01/64...*op. cit.*, p. 2

la suspension des comités conjoints pour restructuration. Les leaders étudiants fulminent. Ils rappellent que les autorités universitaires ont en main le projet d'incorporation depuis plus de quatorze mois, et, qu'à la fin, «REMETTRE INDÉFINIMENT UNE DÉCISION À UN MOMENT ULTÉRIEUR EST EN TRAIN DE DEVENIR LA FAÇON DE REFUSER DE L'UNIVERSITÉ [*sic*]»<sup>58</sup>. On accuse alors l'Université d'adopter «...une politique de silence, enveloppant d'énigme et de mystère toute son administration» et qu'elle «se cantonne derrière un dirigisme absolu où seuls ont droit aux chapitres les personnes qui lui disent " oui " »<sup>59</sup>.

Les revendications du moment concernent bien entendu l'incorporation de l'AGEUM en syndicat, mais également l'obtention d'un local adéquat en vue d'instaurer une coopérative pour les étudiants. Les étudiants exigent aussi la publication des états financiers de l'Université de Montréal, et réclament pour l'association le pouvoir de ratifier les nominations des étudiants aux comités des sports et du Centre social. Dans une optique de démocratisation de l'AGEUM<sup>60</sup>, les leaders étudiants organisent un référendum pour le 19 mars 1964, afin de connaître l'avis des étudiants sur la pertinence de ces réclamations. Certains affirment que l'AGEUM fera la grève pour ces droits<sup>61</sup>.

---

<sup>58</sup> *QL*, XLVI, 44, 17/03/64, p. 3 (en lettres majuscules dans l'original). Il semble que le renvoi de la demande d'incorporation de l'AGEUM à un comité *ad hoc* soit très mal accueilli par ces étudiants. En effet, sur un avis de convocation le 16/03/64 à une réunion d'urgence portant sur l'incorporation de l'AGEUM, la mention manuscrite "RIP" figure à côté du seul sujet à l'ordre du jour, comme si cela signifie l'impossible aboutissement du projet à court terme, voire un refus définitif. P33/A.17

<sup>59</sup> *QL*, 17/03/64...*op. cit.*, p. 4

<sup>60</sup> Il s'agit de la première consultation populaire faite par l'AGEUM dans la période, à propos de questions exclusivement étudiantes ; il y a eu un référendum en mars 1962 à propos de l'opportunité d'appuyer la grève des employés du Centre social. Cinq cent (500) étudiants votent à ce moment, soit 10 % de l'effectif de l'époque ; *QL*, Vol XLV, 6, 04/04/62, p.3. À propos de l'effort de démocratisation de l'AGEUM en 1963-1964 (équipe Marois), voir *QL*, XLVI, 31, 30/01/64, p. 2-4 ; *QL*, XLVII, 36, 16/02/65, p. 4 ; en ce qui a trait à la résolution de tenir un référendum le 19 mars 1964 : P33/BI.1.22, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 10/03/64.

<sup>61</sup> *QL*, 17/03/64...*op. cit.*, p. 3

Le jour du vote, 3602 étudiants se présentent aux urnes, soit 51,1 % des étudiants d'après un journaliste. Les résultats : 68,5 % répondent « oui », 28,1 % votent « non », 3,4 % annulent leur vote<sup>62</sup>. On affirme que c'est là le plus fort vote jamais enregistré à l'AGEUM<sup>63</sup>.

Les leaders étudiants tentent donc de légitimer leurs revendications par voie référendaire, l'instance démocratique suprême. Ils veulent un dialogue franc, d'égal à égal avec les autorités<sup>64</sup>. L'association, clairement, joue un rôle de groupe de pression.

L'AGEUM organise une journée de grève le 24 mars pour démontrer le sérieux de ses revendications<sup>65</sup>. Le passage à la pratique du syndicalisme est laborieux ; le dialogue entre les leaders étudiants et l'administration aussi. C'est donc l'amorce d'un difficile ménage entre la revendication et le dialogue.

## **2. Hauts et bas d'un dialogue de sourds : point de vue des leaders étudiants en tentative d'intégration, (septembre 1964 - septembre 1967)**

Après avoir défini les principes du syndicalisme étudiant et de la cogestion, les leaders étudiants tentent de mettre le tout en pratique, avec en toile de fond le débat autour de la refonte des statuts de l'Université. L'AGEUM est en crise de croissance : déchirée entre l'idéalisme des revendications des premières années et la négociation devenue nécessaire avec les autorités universitaires, elle voit apparaître en son sein des

---

<sup>62</sup> *QL*, XLVI, édition spéciale, 23/03/64, p. 2

<sup>63</sup> P33/E1.33, AGEUM, «Mémoire de l'AGEUM au gouvernement de l'État du Québec à propos d'une formule d'action sociale étudiante et d'aide au relèvement de régions défavorisées», mai 1964, p. 9-10.

<sup>64</sup> *QL*, XLVI, édition spéciale, 23/03/64, *op. cit.*

<sup>65</sup> *QL*, «Le syndicalisme étudiant se porte bien à l'Université de Montréal», 23/03/64, édition spéciale, p. 2

difficultés qui guettent la majorité des organismes du même type, qui menacent leur image de cohésion : le manque de participation des membres. Cela lui attire les critiques du journal, de son conseil d'administration et d'étudiants non-impliqués dans l'association. Les querelles intestines de l'AGEUM prennent toujours davantage de place, ce qui entrave sa chasse de nouvelles responsabilités officielles et remet même en question ses quelques acquis. Après des promesses d'une participation accrue des étudiants aux mécanismes de décisions de l'Université, ceux-ci constatent que les sièges aux comités sont occupés en grande majorité par des membres de l'exécutif ou des directeurs de comités de l'AGEUM. C'est ainsi que l'on commence à reprocher aux représentants de l'association ce qu'eux-mêmes reprochent aux autorités universitaires : leur façon anti-démocratique de prendre des décisions.

### **2.1 La difficile mise en pratique du syndicalisme étudiant**

Signe de l'importance de l'enjeu de la cogestion pour les leaders étudiants, le poste de vice-président exécutif à la cogestion à l'AGEUM est créé en février 1964<sup>66</sup>. Dès le début de l'année académique suivante, on met sur pied un bureau de cogestion dont le responsable est redevable au vice-président à la cogestion<sup>67</sup>. Dans la « Constitution de l'AGEUM » de l'époque à l'article 9.4, il est entre autres indiqué que le vice-président à la cogestion doit entretenir les relations entre l'AGEUM et l'Association des professeurs de l'Université de Montréal (APUM). À l'article 32 de cette même constitution, on rapporte que le Bureau de cogestion a pour tâche de «définir les canaux de diffusion de l'opinion étudiante au sein des divers organismes administratifs

---

<sup>66</sup> P33/B1.1.22, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 27/02/64 . Le Conseil crée ce poste le 13/02/64 sur une proposition adoptée dès sa première lecture. Guy Bertrand est le premier titulaire.

<sup>67</sup> P33/B1.1.24, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 10/11/64, op. cit.

de l'Université de Montréal»<sup>68</sup>.

Lors du congrès en août 1964, l'AGEUM réaffirme sa conception de l'Université en tant que communauté de professeurs et d'étudiants, en insistant pour que ces structures de l'Université puissent permettre, à divers paliers, une collaboration entre ces deux groupes<sup>69</sup>. L'association prend également position en ce qui a trait aux qualités que devrait posséder le prochain recteur de l'Université : au sujet de la cogestion, on suggère qu'il soit un ancien membre actif de l'APUM et qu'il «accepte le partage des responsabilités entre les autorités administratives, le corps enseignant et les étudiants»<sup>70</sup>.

L'exécutif de 1964-1965, mené par Michel Vaillancourt, met un accent particulier dans son programme sur les relations avec les autorités universitaires et le progrès de la cogestion. L'on entend participer à la commission de la refonte de la charte de l'Université et utiliser au maximum les comités conjoints existants : Centre social, sports et service de santé<sup>71</sup>. D'accord pour négocier...Mais reculer ? Jamais !

### **2.1.1 Le Centre social, château-fort des leaders étudiants**

C'est à ce moment que l'on commence, chez les leaders, à discuter de la possibilité d'autogestion du Centre social<sup>72</sup> — communément appelé la « maison des étudiants »<sup>73</sup> — par les étudiants puisque, selon Michel Vaillancourt, sa cogestion

<sup>68</sup> P33/A.18, Constitution de l'AGEUM, août 1964, p. 7

<sup>69</sup> P33/B1.1.23, Procès-verbal du congrès de l'AGEUM, 20/08/64.

<sup>70</sup> P33/B1.1.23, *Ibid.*

<sup>71</sup> *QL*, XLVII, 2, 17/09/64, p. 5

<sup>72</sup> *QL*, XLVII, 19, 17/11/64, p. 4 ; *QL*, XLVIII, 3, 21/09/65, p. 3 ; plus tard, le journal rapporte une proposition sérieuse de vendre le Centre social à l'AGEUM, pour la somme symbolique d'un dollar. «Il nous faudrait cependant une garantie que le gouvernement paierait les déficits». Voir aussi *QL*, XLIX, 2, 20/09/66, p. 1. À l'époque, le Centre social est un édifice de sept étages où logent les organismes de l'association. On y trouve, entre autres : le bureau du président de l'AGEUM, la caisse populaire des étudiants et le salon des professeurs au troisième étage ; la coopérative de l'AGEUM, une cantine, une petite cafétéria et les vestiaires au quatrième ; la grande cafétéria et la cafétéria des professeurs au cinquième ; les bureaux des comités et bureaux de l'exécutif au sixième ; la chapelle, les locaux de la vie étudiante et du logement (M. Lionel Lemay), le bureau de placement et le *QL* au septième étage. P33/B1.1.27, Liste de tous les locaux du Centre social de l'Université de Montréal, après 1965.

<sup>73</sup> *QL*, XLVII, 33, 04/02/65 p. 4.

semble être une « fiction »<sup>74</sup>. Ce dernier déclare : «[d]es délégués étudiants nous ont même confié que certains doyens ou directeurs leur ont carrément affirmé que les structures actuelles de l'Université ne laissaient aucun espoir prochain de co-gestion »<sup>75</sup>. Il est difficile de s'intégrer aux instances de l'institution, mais il semble que tout ce qui concerne le Centre social représente un acquis que les leaders étudiants ne veulent pas perdre, les commissions mixtes comprises.

La ténacité des leaders fait gagner des points à l'AGEUM : en effet, l'association obtient le pouvoir de nommer les représentants étudiants aux comités du Centre social et le comité des sports<sup>76</sup>. Le comité conjoint du Centre social est donc remis en branle à partir juin 1964<sup>77</sup>.

À ce moment, l'Université est aux prises avec un problème dont elle n'a pas prévu les conséquences : l'augmentation massive du nombre des étudiants. On manque d'infrastructures, de locaux, d'espace. On annonce d'ailleurs un projet d'agrandissement du Centre social en 1965<sup>78</sup>. Les leaders étudiants de l'époque, armés de leur intransigeance caractéristique, concluent à un flagrant manque de planification de la part des autorités universitaires et gouvernementales.

C'est ainsi que la question du local de la coopérative traîne en longueur, et simplement pour une « question d'esthétique », selon les étudiants intéressés, qui votent une motion de blâme aux gouverneurs pour la lenteur des négociations dans

<sup>74</sup> *QL*, XLVII, 25, 09/12/64, p. 4. Selon lui, le comité conjoint du Centre social n'est jamais consulté avant d'importantes prises de décisions. Par exemple, lors d'une modification de l'horaire d'une des cafétérias du Centre social en novembre 1964, on «désapprouve fortement» le fait que le comité conjoint n'ait pas été consulté. P33/B1.1.24, Procès-verbal du conseil de direction de l'AGEUM, 10/11/64, *op. cit.*

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *QL*, XLVII, 14, 29/10/64, p. 10. En 1963 et 1964, le conseil des gouverneurs refuse de ratifier les listes de l'AGEUM. Il pose des conditions : que l'étudiant étudie à temps plein et qu'il ait réussi son année académique précédente.

<sup>77</sup> *QL*, XLVII, 25, 09/12/64, p. 7

<sup>78</sup> *QL*, XLVII, 19, 17/11/64, p. 4 ; voir également P33/B.1.1.24, Correspondance de Guy Bertrand, vice-président à la co-gestion AGEUM, à Lionel Lemay, adjoint au recteur, Université de Montréal, 18/02/65, 1 p. dactylo.

l'affaire de la coopérative<sup>79</sup>.

### 2.1.2 Les appuis : des outils de légitimation

Lorsque des discours, des articles, des passages d'ouvrages vont dans le même sens que leurs propres revendications, les leaders étudiants s'empressent de féliciter l'ouverture d'esprit de leur auteurs. Le contraire est également vrai.

Par exemple, la seconde tranche du Rapport Parent vient prouver — scientifiquement, dans leur esprit — l'évidence de prendre la classe étudiante au sérieux, en tant qu'acteur important et responsable. Aussi, dans un éditorial placé spécialement en page titre et intitulé « Et que ça saute ! », un journaliste du *QL* cite entre autres deux recommandations contenues dans le Rapport : l'article 142 stipule que «[p]our donner un caractère plus démocratique et mieux adapté aux exigences contemporaines, en ce qui concerne en particulier la composition et les pouvoirs du conseil d'administration et du conseil pédagogique, la nomination et les fonctions de la direction, et que ces révisions se fassent après consultation des professeurs et des étudiants ». Pour sa part, l'article 144 recommande d'« associer davantage les étudiants aux décisions administratives et pédagogiques qui les concernent de près »<sup>80</sup>.

Selon le journal, «[i]l reste à l'appliquer sans (presque) rien couper, car le système proposé est composé de parties qui se tiennent tellement qu'on ne saurait en enlever une sans le détruire »<sup>81</sup>.

Pour les étudiants intéressés par les affaires universitaires, l'étudiant est une personne-ressource toute désignée pour siéger aux diverses instances de l'Université. Très au fait de la situation sur le campus, connaissant très bien le monde universitaire et ses difficultés — puisqu'il en fait partie —, il est incompréhensible pour les leaders

---

<sup>79</sup> *QL*, XLVII, 3, 22/09/64, p. 1

<sup>80</sup> *QL*, XLVII, 22, 26/11/64, p. 1. Voir aussi : Mgr Alphonse-Marie Parent, président, Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, (deuxième partie) 1964, p. 253.

<sup>81</sup> *QL*, 26/11/64...*op. cit.*, p. 1



étudiants que les « croulants »<sup>82</sup> ne comprennent pas l'imminence de leur participation au développement de l'Université.

C'est ainsi dans une optique d'augmentation du nombre des divers comités conjoints de l'Université, que le vice-président à la cogestion propose la voie à suivre. Pour Guy Bertrand, en effet, il ne suffit plus de siéger au sous-comité de coordination pour l'Expo 67, ou aux quatre comités du Centre social, des Sports, des Bourses, et de l'Agrandissement du Centre social. Désormais, les instances de planification et les instances de décisions académiques doivent faire place aux étudiants<sup>83</sup>.

Si le discours continue à promouvoir une définition très mythique et unifiée de "l'Étudiant", la pratique de la cogestion, symbolisée par la participation aux instances de l'Université, est quasiment monopolisée par les leaders étudiants qui gravitent autour de l'association.

Une série de propositions de l'exécutif de l'AGEUM affirme alors que le gouvernement de l'Université doit être remis surtout aux membres de la communauté universitaire, « parce qu'ils sont les plus compétents pour fixer les normes qui doivent présider à son orientation et à son administration parce qu'ils sont les plus directement intéressés au bien de l'institution »<sup>84</sup>.

Pendant ce temps, l'AGEUM se défend bien de vivre un « calme plat » comme le regrette le *QL*. Si l'organisation reconnaît que l'automne de 1964 n'a pas le piquant de l'année 1963-1964, caractérisée par deux grèves, elle veut bien qu'on sache qu'elle continue de revendiquer et de négocier ; elle affirme être « en période d'intégration »<sup>85</sup>.

<sup>82</sup> Ce sont surtout les journalistes du *QL* qui utilisent cette expression pour parler des hommes d'un certain âge, faisant partie de tout ce qu'ils détestent : l'épiscopat, le monde des affaires de la rue St-Jacques, le groupe des politiciens « rétrogrades » comme Claude Wagner (que l'on surnomme « persécuteur général du Québec », *QL*, XLVII, 22, 26/11/64, p. 3. Même les politiciens très appréciés des leaders étudiants du début des années 1960, comme Jean Lesage, René Lévesque et Paul Gérin-Lajoie, finissent par être étiquetés ainsi. *QL*, XLVIII, 6, 30/09/65, p. 1

<sup>83</sup> P33/B.1.1.24, Correspondance de Guy Bertrand...*op. cit.*

<sup>84</sup> P33/B1.1.24, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 11/03/65.

<sup>85</sup> *QL*, XLVII, 25, 09/12/64, p. 2

L'avancée est longue et difficile, et les leaders tentent de recréer cette effervescence, renouveler cette énergie du début de la décennie, qui semble maintenant s'étioler. C'est l'effet que le « Livre vert » de l'AGEUM, inaugurant la seconde phase du syndicalisme étudiant, doit produire.

## **2.2 Le Livre vert<sup>86</sup> de l'AGEUM et la cogestion : définition d'une nouvelle politique étudiante**

Depuis le début des années 1960, le syndicalisme étudiant a bien évolué : il a eu ses victoires, ses défaites. La charte de l'Université est l'obstacle majeur à sa progression ; la question de la refonte des statuts de l'institution est sur toutes les lèvres des intéressés, elle fait régulièrement la une du journal étudiant<sup>87</sup>. En 1965, l'AGEUM obtient enfin le droit de siéger au comité de refonte de la charte de l'Université<sup>88</sup>.

Pour plusieurs représentants, le temps est donc venu de passer à la deuxième phase du syndicalisme étudiant. Pour mettre sur pied cette deuxième phase, le nouveau président de l'association pour l'année 1965-1966, Michel Pelletier, fait engager un autre membre de l'exécutif, Louis Legendre, pour la période estivale<sup>89</sup>. Leur tâche : rédiger, pour septembre 1965, les textes de la nouvelle politique de l'AGEUM.

À sa sortie, le Livre vert est censé donner un nouveau souffle au syndicalisme étudiant de l'AGEUM. Cet ouvrage donne une vision assez positive des acquis récents et procède à une critique constructive des éléments à améliorer. Les auteurs y abordent les continuités et les ruptures du mouvement étudiant dans une perspective très large,

---

<sup>86</sup> Le document est appelé "Livre vert" parce que sa première version, présentée au congrès de l'AGEUM en août 1965, est imprimée sur du papier de la dite couleur. P33/E1.40, AGEUM, «La nouvelle politique étudiante (Livre vert)», Montréal, 08/65, *op. cit.*, 121 p. Ce document est tiré à 1000 exemplaires.

<sup>87</sup> *QL*, XLVII, 38, 23/02/65, p. 8

<sup>88</sup> *QL*, XLVII, 42, 09/03/65, p. 3. Michel Vaillancourt, Michel Pelletier, Pierre-Louis Vaillancourt (tous trois membres des exécutifs de l'AGEUM en 1964-65 et 1965-66) et Pierre Girard (Sciences sociales) siègent à ce comité en 1965-1966.

<sup>89</sup> P33/B1.1.25, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 12/04/65.

allant de l'étudiant sur son terrain au rôle de celui-ci dans la nation québécoise en devenir<sup>90</sup>. Sous sa forme de livre vert, ce texte participe à l'effort de démocratisation des structures de l'association, mis en branle depuis l'époque de Pierre Marois<sup>91</sup>.

Au sujet de l'histoire — très récente — de la cogestion à l'Université de Montréal, Pelletier et Legendre parlent d'une révolution dans les relations entre l'AGEUM et l'Université. À ce moment, la cogestion semble devenir une réalité au moins dans le domaine administratif<sup>92</sup>.

Mais le Livre vert pousse plus loin la conception de la gestion de l'Université, en affirmant que les administrateurs doivent se limiter au rôle de conseillers techniques au service des étudiants et des professeurs dans le «gouvernement universitaire»<sup>93</sup>.

La cogestion doit s'étendre dans trois secteurs de l'Université : l'administration, le parascolaire et l'académique. Au point de vue administratif, l'étudiant a le droit 1) de participer à son émancipation économique. Il a son mot à dire lorsqu'on établit les frais de scolarité et il verra à ce qu'on les abolisse[...]Il désire enfin avoir la possibilité d'habiter un logement convenable. Il veut pour cela se faire entendre au conseil d'administration [de l'Université] et 2) l'étudiant doit pouvoir demander qu'on fournisse les conditions matérielles à son travail intellectuel. Il exige des locaux suffisants ; il a droit à une université libre de tout souci financier ; à des professeurs bien rémunérés. Aussi veut-il être présent lors de l'élaboration des politiques d'ensemble de l'Université.

En ce qui a trait aux activités parascolaires l'étudiant «...veut partager avec l'Université la responsabilité de l'organisation de ses loisirs culturels, artistiques aussi bien que sportifs ».

---

<sup>90</sup> P33/E1.40, AGEUM, «La nouvelle politique étudiante (Livre vert)», Op. cit.

<sup>91</sup> À propos de la démocratisation de l'AGEUM de l'époque 1963-1965 : *QL*, XLVI, 31, 30/01/64, p. 2 ; XLVII, 17, 10/11/64, p. 12 ; XLVIII, 1, 14/09/65, p. 5, entre autres.

<sup>92</sup> P33/E1.40, AGEUM, «La nouvelle politique...*Ibid.*, p. 6-7

<sup>93</sup> P33/E1.40, AGEUM, «La nouvelle politique...*Ibid.*, p. 42

En ce qui concerne le secteur académique, l'étudiant revendique une «participation adulte à son éducation...»<sup>94</sup>. Ici, on voit bien que le discours se répète au fil des années.

### 2.2.1 Le « mythe » de la cogestion

« L'étudiant », comme le disent et l'écrivent les leaders, démontre-t-il de l'intérêt pour la cogestion ? On doit bien reconnaître que la cogestion intéresse tout particulièrement les membres de l'exécutif de même que quelques administrateurs de l'AGEUM<sup>95</sup>. Est-ce la méconnaissance des dossiers qui repousse les autres ? Considèrent-ils comme une participation la délégation des pouvoirs et des tâches à leur comité de régie, à l'AGEUM ? Est-ce un manque d'intérêt ?

Quel qu'en soit le motif, on ne peut s'empêcher de constater un manque flagrant de participation. Par exemple, sur dix comités conjoints et une possibilité de 21 postes, seuls quatre sont occupés par des étudiants non impliqués dans l'exécutif de l'association ou ses comités. En effet, trois étudiants en médecine, optométrie et chirurgie dentaire siègent à la commission du service de santé tandis qu'une étudiante en diététique occupe un siège à la commission des services alimentaires. On remarque par ailleurs que ces postes exigent des connaissances spécialisées : ces quatre étudiants font office de « spécialistes » au sein des commissions mixtes, comme nous en faisons la mention plus haut. Des dix-sept autres postes, quinze sont occupés par des membres des exécutifs de l'AGEUM, un autre par un directeur du comité d'Éducation, et le dernier par un membre du comité du *QL*. C'est donc dire que ces derniers occupent 80 % des sièges reliés à la cogestion.

Si cette situation ne semble pas trop préoccuper les étudiants, en revanche elle ne

---

<sup>94</sup> P33/E1.33, François Carreau, Réjean Daigneault, Luc Desnoyers et Pierre Robillard, «Cogestion et comités conjoints» (reproduction du texte de la brochure du Comité d'étude de l'AEFSUM publiée par l'AGEUM), s.d., 13 p. (p. 56 du Livre vert de l'AGEUM).

<sup>95</sup> Conclusion tirée de l'analyse d'un document «Bureau de cogestion» datant de 1965-1966 contenue dans le Fonds AGEUM P33.

laisse pas les leaders de l'AGEUM et les journalistes du *QL* indifférents. Dans l'espoir d'augmenter la quantité et la qualité de la participation, les meneurs de l'association tentent constamment de démocratiser les structures, comme nous l'avons vu ; c'est même pour eux une préoccupation récurrente. Étant donné l'importance de la collectivité et de la participation à cette époque, il s'agit là d'un problème fondamental qui mènera l'AGEUM à sa propre disparition<sup>96</sup>.

### 2.2.2 Le rôle ingrat d'intermédiaire

Bien que l'AGEUM et le *QL* se préoccupent tous deux d'augmenter le niveau de participation des étudiants, il s'en faut de beaucoup que ces deux organes étudiants soient toujours sur la même longueur d'ondes. En fait, les membres de l'exécutif, et plus particulièrement son président, subissent fréquemment les critiques du journal. Un journaliste rapporte par exemple, en 1966, avoir fait un rêve atroce : la cogestion était chose faite. Main dans la main, les étudiants et l'Université coopéraient dans la gestion de l'institution. Il y avait dorénavant un Quartier de l'Université, avec de somptueuses maisons : celle du recteur, celle du chancelier et même celle du président de l'AGEUM...Assimilés, devenus riches et possédants, ils étaient au pouvoir. Toutefois, le pouvoir d'un seul homme avait balayé tout pouvoir de revendication des étudiants. «ON S'EST BIEN FAIT AVOIR [*sic*]». Selon lui, la cogestion de l'Université est un mythe<sup>97</sup>.

Voilà toute la difficulté d'être sur la ligne de front, de jouer le rôle d'intermédiaire entre la direction de l'université et l'ensemble des étudiants. S'il est toujours aisé de dénoncer, il est moins facile d'affronter les hauts-placés de l'Université, et de négocier avec le recteur.

---

<sup>96</sup> Dans les pages du *QL*, le sujet revient sporadiquement au cours des premières années de la période étudiée, pour s'intensifier jusqu'à devenir un débat de fond vers 1966-1967, et ce jusqu'à la dissolution de l'AGEUM en 1969.

<sup>97</sup> *QL*, XLVIII, 27, 03/02/66, p. 2. En lettres majuscules dans l'original.

Cela dit, au sein même de l'AGEUM, certains membres de l'exécutif reprochent à leurs confrères leur manque de fermeté. Le secrétaire Michael McAndrew et le vice-président Louis Legendre vont même jusqu'à démissionner, dès novembre 1965, pour avoir une plus grande liberté d'action<sup>98</sup>.

Dans un texte publié dans le *QL*, le président Pelletier tente alors de calmer la crise et les guerres de clochers, et de rassembler les forces : «[l]'AGEUM n'est plus seulement une structure de revendication et d'opposition, mais elle devient aussi une structure de négociation»<sup>99</sup>. Il explique aussi que maintenant que les structures revendiquées naguère ont été obtenues, il faut s'y ajuster. Les négociations ont pris beaucoup de temps. L'AGEUM ne s'est pas montrée très à l'aise dans cet exercice, et cela provoque des divisions idéologiques. Il assure que l'Association ne s'est pas perdue en cours de chemin et qu'elle luttera jusqu'au bout pour ses idéaux : «[l]'AGEUM continue son combat pour la gratuité scolaire, pour la démocratisation de l'université, pour le mieux-être de ses membres et de la nation québécoise. Les problèmes et les hommes passeront et se succéderont. Le combat restera le même »<sup>100</sup>. Le leadership de l'AGEUM et ses meneurs est de plus en plus remis en question à la fin de 1965. C'est ainsi que le « Livre Vert » de l'AGEUM — dont on dit qu'il a été fait par et pour la " clique " — n'a pas l'effet escompté : redonner de la vigueur au mouvement.

Dès janvier 1966, on voit bien que la crise de novembre et décembre 1965 autour de l'AGEUM et du *QL* n'est pas ponctuelle, mais structurelle. C'est tout le syndicalisme étudiant qui est mis sur la sellette : «[c]eux qui en parlent, et surtout ceux qui savent de quoi ils parlent, ne forment qu'une minorité, qu'une très petite minorité : même pas cinq pour cent des étudiants fréquentant le campus, et je

---

<sup>98</sup> *QL*, XLVIII, 17, 09/11/65, p. 1.

<sup>99</sup> *QL*, XLVIII, 19, 02/12/65, p. 6. Les citations suivantes proviennent du même article.

<sup>100</sup> *QL*, 02/12/65...*op. cit.*

suis généreux »<sup>101</sup>.

C'est l'équipe la plus modérée qui est élue en mars 1966, car « l'équipe syndicale » formée une semaine avant les élections et provenant surtout des Sciences sociales ne parvient pas à barrer la route à celle du nouveau président Édouard Cloutier, l'étudiant de Droit qui remplace Michael McAndrew au poste de secrétaire à la fin de 1965<sup>102</sup>. Le syndicalisme étudiant est-il déjà mort ?

### **2.3 Les relations AGEUM-Université se dégradent**

L'administration s'inquiète d'ailleurs de ce qui se passe au syndicat étudiant. Selon le vice-recteur aux affaires étudiantes, l'Université de Montréal est la plus tolérante au Canada. La franchise du dialogue est encore mise en cause : l'Université fait savoir officieusement que les prix alimentaires des cafétérias vont augmenter ; ce à quoi l'AGEUM répond officieusement qu'elle va agir en conséquence. Ce sont encore les comités conjoints dont la conception semble différer, selon les intérêts. « Certes, les comités conjoints existent, mais ce ne sont que des comités fantoches, sans aucun pouvoir, et dont les recommandations sont reléguées aux calendes grecques par des gouverneurs enfermés dans leur tour d'ivoire »<sup>103</sup>.

Les autorités décident unilatéralement d'augmenter les prix de cafétéria et des résidences pour la rentrée 1966<sup>104</sup>. On fait face à quatre nouvelles augmentations de tarifs : prix des cafétérias, du service de santé, des sports et des résidences. Une fois de plus, comme en 1958 et 1963 lors de crises similaires, cette décision est considérée inacceptable par les leaders étudiants.

Il est alors proposé par l'Université de conserver les prix identiques aux cafétérias,

---

<sup>101</sup> *QL*, XLVIII, 26, 27/01/66, p. 3.

<sup>102</sup> *QL*, XLVIII, 42, 24/03/66, p. 1

<sup>103</sup> *QL*, XLIX, 2, 20/09/66, p. 1

<sup>104</sup> *QL*, XLVIII, 1, 15/09/66, *op. cit.*

mais de diminuer les portions. La réponse : boycott<sup>105</sup>! Contre-réponse : lock-out<sup>106</sup>! Du côté de l'AGEUM, on affirme que les étudiants de l'Université de Montréal paient leurs repas 26,6 % plus cher que les étudiants de l'Université Laval<sup>107</sup>. Pendant quelques temps, l'AGEUM assure les services alimentaires au futur Café-Campus, avec le support des restaurants environnants<sup>108</sup>. Les services alimentaires de l'institution reprennent à la mi-octobre. À la suite de ces événements, l'administration de l'Université demeure très amère et cela va transparaître dans des relations avec l'AGEUM<sup>109</sup>. C'est encore une fois le dialogue qui s'en trouve ébranlé.

Entre temps, la commission de refonte de la charte de l'Université se réunit une fois par semaine depuis mai 1965. Concernant la cogestion et la représentation étudiante au sein des instances décisionnelles de l'Université, les négociations ne sont pas terminées, puisque l'étude des demandes étudiantes est au stade embryonnaire. Il reste alors à approfondir les statuts<sup>110</sup>.

Édouard Cloutier, président de l'AGEUM 1966-1967, met sur pied un programme de revendication au cours de l'été ; il est aidé de Bryant McDonough, membre de l'exécutif précédent. Le nouvel exécutif met la révision des statuts de l'Université au premier plan<sup>111</sup>. Il est proposé entre autres de créer un office central de cogestion, qui coordonnerait et agirait en tant que conseiller des comités facultaires de cogestion.

Dès le début de l'année 1966-1967, on présente aux administrateurs de l'AGEUM

---

<sup>105</sup> *QL*, XLIX, 4, 26/09/66, p. 1

<sup>106</sup> *QL*, XLIX, 5, 29/09/66, p. 1

<sup>107</sup> *QL*, XLIX, 5, 29/09/66, p. 1. L'étudiante Ginette Truesdell, directrice du bureau de cogestion de l'AGEUM, réalise l'étude comparative. P33/B4.3, «Rapport d'été cogestion», 1966.

<sup>108</sup> *QL*, XLIX, 6, 04/10/66, p. 1

<sup>109</sup> *QL*, XLIX, 10, 18/10/66, p. 1. En page 2, les propos du vice-recteur Lacoste sont rapportés : il aurait dit en souriant que l'AGEUM était un gros éléphant de papier aucunement représentatif.

<sup>110</sup> *QL*, 03/02/66...*op. cit.*, p. 1

<sup>111</sup> P33/B1.1.27, Édouard Cloutier et Bryant McDonough, «Document concernant l'établissement d'une politique générale de revendication AGEUM 1966-1967», 03/08/66.



un plan stratégique assorti de certaines échéances concernant la cogestion et les relations avec l'administration de l'Université. Plusieurs administrateurs croient que ce plan n'est pas assez radical : le président de la Faculté de Lettres, Richard Desrosiers, propose la rupture des liens avec l'Université dès 1966 ; il deviendra vice-président à la cogestion de l'AGEUM en 1967-1968. L'exécutif n'est pas de cet avis : «[n]e coupons pas les ponts...»<sup>112</sup>. La bataille de la charte universitaire est centrale pour les dirigeants de l'exécutif.

Le comité d'étude de la charte universitaire siège depuis 1965 et le rapport est déposé en avril 1966. L'administration de l'Université a sans doute biffé le passage de la co-gestion, selon les membres de l'exécutif : « [i]l semble que l'université idéale en serait une sans étudiants ». Ils affirment, ironiquement : «[b]ien sûr, on nous consulte. Mais après avoir pris les décisions ».

C'est presque au même moment que l'on rend public le rapport de la commission sur la refonte de la charte universitaire, sous forme de projet de loi, au début octobre 1966<sup>113</sup>. Il commence à se faire tard pour les leaders étudiants. Déchirée de l'intérieur, l'AGEUM voit également les hautes instances de l'Université ignorer ses revendications.

### **2.3.1 Le projet de charte ne répond pas aux attentes des leaders étudiants**

En somme, le Rapport de la Commission sur la refonte de la charte propose une réorganisation assez radicale des structures de décision dans l'Université, mais ne réserve pas aux étudiants la place que les leaders convoitent pour eux. En effet, au Conseil de l'Université, nouvelle instance suprême remplaçant le conseil des gouverneurs, seulement deux sièges sur vingt-quatre seraient réservés aux étudiants. À l'Assemblée universitaire, sorte de sénat académique disposant de certains pouvoirs

---

<sup>112</sup> *QL*, XLVIII, 1, 15/09/66, p. 4-5

<sup>113</sup> *QL*, XLIX, 7, 06/10/66, p. 1

en matière de pédagogie, ses 75 ou 100 membres seraient des professeurs et de doyens sauf trois représentants étudiants. À la commission des études, aux comités de facultés, aucune représentation étudiante n'est prévue dans le Rapport de la Commission.

A-t-on vraiment pensé que les représentants étudiants accepteraient de telles propositions ? C'est tout simplement inacceptable, clame le *QL*<sup>114</sup>.

Les meneurs répliquent rapidement, criant à l'injustice : «[l]a Charte est le bébé des gouverneurs, qui refusent la cogestion». Ils revendiquent par exemple une représentation de cinq étudiants au lieu de deux au Conseil de l'Université, et l'élimination des deux représentants du clergé à cette instance. À l'Assemblée universitaire, ils suggèrent que les étudiants de chaque faculté ou école soient représentés par l'un des leurs, ce qui porterait à une trentaine au lieu de trois le contingent étudiant. Évidemment, ils exigent aussi une représentation étudiante à la commission des études et aux comités de facultés<sup>115</sup>.

Lors de la réunion du comité conjoint de la charte qui suit le dépôt du rapport de la commission de refonte, les représentants apprennent que les gouverneurs s'objectent carrément à la présence étudiante au futur Conseil de l'Université. Selon ces décideurs, en effet, les professeurs et les diplômés ont peut-être les qualités requises pour administrer l'institution, mais pas les étudiants<sup>116</sup>.

Les étudiants, du coup, annoncent qu'ils vont en appeler au Gouvernement lui-même au moment où le nouveau projet de charte sera déposé devant lui<sup>117</sup>. D'ici là, les intéressés comptent ménager les appuis déjà acquis au comité conjoint, ainsi que

---

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 2

<sup>115</sup> *QL*, XLIX, 9, 13/10/66, p. 3

<sup>116</sup> *QL*, XLIX, 12, 24/10/66, p. 2

<sup>117</sup> P33/E1.56, AGEUM, «Mémoire de l'AGEUM au gouvernement de l'État du Québec à propos du projet de charte et de statuts de l'Université de Montréal: commentaires, critiques, amendements», Montréal, 05/67, 12 p.

parmi les professeurs<sup>118</sup>. L'AGEUM entreprend même de mettre sur pied un front commun avec les professeurs<sup>119</sup>.

### 2.3.2 Efficacité ou démocratie ?

Survient un dilemme très important de toute organisation, toute institution : efficacité ou démocratie ? Comment trouver un équilibre ? Alors que l'Université prend des allures d'entreprise capitaliste aux yeux des responsables étudiants, le fossé séparant leurs vues et celles des autorités universitaires prend de plus en plus d'ampleur.

Lors du congrès de l'AGEUM en 1966, le vice-recteur Lacoste est invité à prendre part à une causerie au sujet des relations entre l'association et l'administration universitaire. Le texte de cette allocution est reproduit en totalité dans le *QL* quelques temps plus tard<sup>120</sup>. Il affirme que la direction est allée plus loin que certains l'auraient voulu, ce qui entraînera certainement une baisse de l'efficacité de l'Université<sup>121</sup>. Selon lui, « l'idéal est évidemment de concilier démocratie et efficacité » dans l'ordre administratif.

Pour Lacoste, les leaders de l'AGEUM et du *QL* n'agissent pas à la lumière de leur discours : «...on parle de participation à la gestion dans un esprit communautaire, et d'autre part on adopte une attitude purement revendicatrice, avec un certain ton et une façon extraordinairement agressive de s'exprimer. Tout cela me paraît s'accorder assez mal...»<sup>122</sup>.

Le discours du vice-recteur produit quelques vagues de protestations dans le *QL*. Selon des journalistes, le vice-recteur ne donne pas le même sens que les étudiants au

---

<sup>118</sup> *QL*, XLIX, 14, 01/11/66, p. 1

<sup>119</sup> *QL*, XLIX, 16, 08/11/66, p. 3

<sup>120</sup> *QL*, XLIX, 14, 01/11/66, p. 1 et 5

<sup>121</sup> *QL*, 08/11/66...*op. cit.*, p. 5

<sup>122</sup> *QL*, 08/11/66...*op. cit.*, p. 5.

mot démocratie : ils allèguent la différence entre *cogestion* et *consultation*, deux termes qui illustrent bien — en ce qui nous concerne — la divergence des vues entre les deux parties de même que les limites de chacune d'entre elles en ce qui a trait à l'application de la démocratie.

### 2.3.3 Remise en question de la cogestion administrative

Lors d'un colloque sur la cogestion vers la fin de novembre 1966, le professeur de sociologie Jacques Dofny soulève une question qui engendre par la suite un autre débat dans les pages du *QL*. Il pose certaines interrogations face à une éventuelle présence d'étudiants dans la gestion universitaire, au sein du futur Conseil de l'Université, censé entrer en fonction en septembre 1967, quelques mois après la nouvelle charte.

Dofny soutient que la présence de deux étudiants (deux personnes sur 24) au Conseil suffirait à « émousser la capacité critique des étudiants »<sup>123</sup>. En fait, il redoute que l'expérience des ouvriers allemands se répète dans le cas des étudiants, c'est-à-dire que la présence d'étudiants — ayant une voix au chapitre, quoique très minoritaire — au Conseil de l'Université annule le pouvoir de revendication de l'ensemble de la masse étudiante, leurs représentants ayant soi-disant " participé " aux décisions. Il pose la question ainsi : « [d]oit-on accepter la responsabilité des décisions au risque de voir se compromettre nos capacités de revendication ? »<sup>124</sup>. Dofny se dit en faveur les comités consultatifs et d'un syndicat forts : pour lui, le comité consultatif débouche sur une relation paternalisme-infantilisme avec les autorités. Le refus du dialogue, quant à lui, donne aux étudiants le pouvoir de revendiquer comme s'ils n'avaient que des droits, pas de devoirs<sup>125</sup>.

---

<sup>123</sup> *QL*, XLIX, 23, 01/12/66, p. 3

<sup>124</sup> *QL*, XLIX, 24, 06/12/66, p.2. Aucun ne siège à ce conseil, le Conseil des gouverneurs ayant rejeté la proposition : en lieu et place, deux personnes non-étudiantes sont nommées par le Conseil après consultation du conseil d'administration de l'AGEUM pour représenter les étudiants.

<sup>125</sup> *QL*, XLIX, 27, 12/01/67, p. 3.

C'est peu après que l'on apprend que le conseil des gouverneurs a proposé que les représentants des étudiants — pas nécessairement des étudiants — au Conseil de l'Université soient nommés par ledit conseil après consultation des étudiants<sup>126</sup>. Les arguments du professeur Dofny semblent avoir fait leur chemin : la réaction à cette annonce n'est pas si agressive qu'on aurait pu s'y attendre. Selon un journaliste, il faut faire attention aux contradictions, soit la représentation paralysant le syndicalisme étudiant avec une représentation mitigée n'ayant aucune influence sur les décisions.

La « bataille de la cogestion » devient la priorité des priorités de l'AGEUM après son congrès de la fin février 1967. Avec l'arrivée au pouvoir des «Trois D», Jean Doré (Droit), Mario Dumais (Sciences sociales) et Richard Desrosiers (Lettres)<sup>127</sup>, la bataille prend une autre forme, de nouveaux enjeux : la cogestion administrative sera quelque peu mise au rancart au profit de la cogestion académique<sup>128</sup>. Selon eux, il s'agit-là de ce qui intéresse « vraiment » les étudiants. D'ailleurs, l'exécutif 1967-1968 de l'AGEUM se définit comme étant au service des « étudiants qui étudient ». Ils orientent leurs efforts sur le problème de la pédagogie et de la recherche, « sans pour autant perdre l'aspect global de l'éducation dans notre société »<sup>129</sup>. C'est aussi à ce moment que les professeurs vont commencer à recevoir les critiques eux aussi, après avoir été longtemps " du bon côté ".

L'association tente de se tourner vers l'action ciblée ou de plus petite envergure, comme il en émerge au sein de petits groupes dans les facultés et les comités de classes. Tout cela, bien entendu, est influencé par la guérilla à la Che Guevara — un modèle influent « d'émancipation ». Adapté au campus universitaire, on appelle ce combat une « guérilla académique »<sup>130</sup>, entre autres par la voie d'un journal d'étudiants

---

<sup>126</sup> *QL*, XLIX, 37, 21/02/67, p.4-5

<sup>127</sup> *QL*, XLIX, 33, 07/02/67, p.3 ; 39, 28/02/67, p.1

<sup>128</sup> *QL*, XLIX, 47, 30/03/67, p. 2 et L, 1, 19/09/67, p. 16

<sup>129</sup> P33/B4.3, «Rapport été (Pierre Roy) vice-président à l'Éducation», 1967.

<sup>130</sup> *QL*, L, 20/02/68, p. 4.

en Sciences, le *Socialix*. L'AGEUM, qui est alors le fruit de la vision du développement des leaders étudiants des années précédentes, n'a pas les structures pour répondre à ce type d'action. Si le pouvoir de la Reine d'Angleterre est contesté dans la société québécoise, il l'est aussi dans le milieu étudiant, alors que l'exercice classique du pouvoir par l'association — qui propulse les meneurs vers l'establishment — vient désormais à contre-courant des convictions de la jeunesse.

C'est l'émergence, longtemps mijotée, d'une *frustration relative*<sup>131</sup> et d'une réaction en chaîne aux attentes non satisfaites de ces jeunes, qui mènera les étudiants des années 1960 à manifester leur propre refus global du monde dans lequel ils vivent. Dans le tourbillon d'un esprit révolutionnaire influencé par l'urgence de la condition sociale, politique, économique et culturelle de la nation québécoise, ainsi que cette véritable ébullition d'idéaux et de discours dans le contexte international, les étudiants de l'Université de Montréal rejettent, à l'instar des autres mouvements, tout ordre établi.

Forts d'une attention médiatique et scientifique indéniable, ils crieront haut et fort leur refus d'être *ravalés* ou *récupérés* par le système<sup>132</sup>.

### 3. La nouvelle Charte<sup>133</sup> : «À force de dialoguer on finit par se faire fourrer» (septembre 1967 - novembre 1968)

Les négociations entourant la « Bataille de la Charte » étant terminées et les représentants étudiants vaincus, les relations entre les leaders étudiants et les autorités

---

<sup>131</sup> Ce concept, développé aux États-Unis par l'École de Chicago, fait partie du modèle *collective behavior*. Selon Érik Neveu, la frustration relative indique un « état de tension, une satisfaction attendue et refusée, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence. La frustration peut se définir comme un solde négatif entre les "valeurs" — ce terme peut désigner un niveau de revenu, une position hiérarchique, mais aussi des éléments immatériels comme la reconnaissance ou le prestige — qu'un individu détient à un moment donné et celles qu'il se considère comme en droit d'attendre de sa condition et de sa société[...] Elle est relative parce que tributaire d'une logique de la comparaison». Voir Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux...op cit.*, p. 41-42.

<sup>132</sup> *QL*, voir l'article «Le milieu universitaire ravalé par le système», LI, 1, 19/09/68, p. 15

<sup>133</sup> Pris dans P33/E1.56, Gariépy, Gilles, «La "fameuse" charte de l'U. de M. enfin devant la Chambre», *Le Devoir*, 22/06/67, p. 3 et 8.

universitaires laissent place à l'affrontement et à l'écoeurement : « l'[u]niversité demeure radieuse et triomphante ». Il émerge, de quelques groupements universitaires, toutes sortes de manifestations bien de l'époque : grèves et occupations, *sit-in*, *teach-in*, manifestes, théâtre vivant. C'est la frustration face aux attentes non-satisfaites de plusieurs petits groupes particulièrement intransigeants. L'AGEUM ne vaut guère mieux pour eux : elle perd toute son influence, attaquée de l'extérieur et rongée de l'intérieur. Celle qui n'a pas su servir les étudiants et surtout répondre à leurs besoins réels doit disparaître : « [l']AGEUM est morte : vive les étudiants ! ».

### 3.1 L'impasse

Dès la rentrée 1967, les meneurs de l'AGEUM affirment qu'ils préfèrent se passer de représentants au conseil universitaire plutôt que ceux-ci soient nommés par les conseillers. Le *QL* parlera des membres de ce Conseil comme d'une chasse gardée de l'establishment, d'un « fief du capital »<sup>134</sup>, lors de sa formation à la fin de 1967.

Mais comme l'association peut nommer ses propres représentants, au nombre de six à l'assemblée universitaire, elle y envoie Bernard Landry et Pierre Marois, ses deux anciens présidents de 1962-1963 et 1963-1964, ainsi que Nicole Fortin du *QL*, Guy Bertrand, ancien du *QL* et de l'AGEUM, André Laroque et Mario Dumais lui-même vice-président aux relations avec le public de l'AGEUM<sup>135</sup>.

L'équipe de Jean Doré, en place en 1967-1968 à l'exécutif de l'association dont le programme électoral comporte l'objectif d'obtenir le droit d'envoyer des observateurs à tous les paliers décisionnels de l'Université<sup>136</sup>, perd son pari : les réunions de toutes les instances se déroulent à huis-clos, ce qui fera affirmer à un journaliste que « [n]ous ne sommes même pas au début de la cogestion »<sup>137</sup>.

---

<sup>134</sup> *QL*, L, 22, 30/11/67, p. 5

<sup>135</sup> P33/B1.1.29, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 04/10/67.

<sup>136</sup> P33/B5.1, « Programme électoral de Jean Doré ».

<sup>137</sup> *QL*, L, 3, 26/09/67, p. 5

Après plusieurs échecs, les leaders moulent la revendication de cogestion aux préoccupations du moment. Alors qu'en 1963-1964 les ambitions cogestionnaires sont très grandes, voilà le vice-président à la cogestion en 1967-1968 ne voit plus son rôle que comme celui d'un négociateur. Il se voit lui-même comme le coordonnateur des différents comités conjoints facultaires, et le promoteur de leur création dans les facultés qui n'en ont pas encore mis sur pied. Il veut aussi relancer le projet de l'équipe Cloutier de créer un office central de cogestion, afin de réunir les responsables à l'intérieur des facultés, en l'occurrence, pour la plupart, les présidents de facultés<sup>138</sup>. C'est dire que le combat pour l'établissement d'une constitution juste et démocratique à l'Université de Montréal, aux yeux des étudiants intéressés, est considéré comme un échec.

Les comités conjoints sont institutionnalisés dans toutes les facultés et tous les départements au cours de ce trimestre<sup>139</sup>. Lorsque l'AGEUM tentera de mettre sur pied l'office central de cogestion en novembre 1967, seulement quinze étudiants de huit facultés ou écoles sur les 30 attachées à l'Université de Montréal se présenteront aux rencontres préliminaires<sup>140</sup>.

### **3.2 L'année 1968 : prendre part au mouvement international de contestation**

À l'image du mouvement étudiant d'autres pays, ce sont les étudiants de Sciences sociales, Anthropologie, Philosophie, Sciences politiques qui contestent le plus fort. Les étudiants des Sciences critiquent fortement le système aussi : grèves, mémoires et manifestes sont les fers de lance des militants étudiants de cette époque.

C'est à l'hiver 1968 qu'un groupe d'étudiants de Sciences sociales signent un

---

<sup>138</sup> QL, L, 1, 19/09/67, p. 1

<sup>139</sup> QL, L, 14, 02/11/67, p. 8

<sup>140</sup> QL, L, 16, 09/11/67, p. 3



manifeste intitulé «Université ou fabrique de "Ronds de cuir"»<sup>141</sup>, texte collectif critique qui rend bien compte du malaise et de la frustration des étudiants face à l'ordre établi.

« À force de dialoguer, on finit par se faire fourrer » (p. 2) y écrivent-ils, pour souligner le fait que les leaders étudiants n'obtiennent pas ce qu'ils attendent des autorités universitaires. « Les étudiants sont peu intéressés à s'unir puisque un trop grand nombre de revendications n'ont abouti à rien. L'histoire de l'UGEQ et l'AGEUM fourmille de combats épiques, de marches et de retraites glorieuses. Les étudiants font face à l'inutilité des efforts et l'université demeure toujours radieusement triomphante » (p. 7).

Passant en revue les membres du conseil de l'université, ils dénombrent : cinq membres sont des professeurs prestigieux, aristocrates ; des huit nommés par le gouvernement : cinq sont des gros hommes d'affaires, le juge en chef du Québec, un médecin et un syndicaliste. Les deux nommés par la Faculté de Théologie : un avocat et un économiste. Les quatre membres nommés par le conseil, sur consultation de diplômés : un juge, le président de la compagnie de sidérurgie du Québec (SIDBEC), un avocat fonctionnaire et un journaliste. Le chancelier : le juge en chef du Québec. « Comme on le voit, les notables se nomment entre eux, le peuple est absent, l'élite capitaliste et politicienne absorbe tout »<sup>142</sup>. Même Bernard Landry, autrefois un héros de l'AGEUM, n'est maintenant plus qu'un « avocat fonctionnaire ».

Sclérosée et plus lourde que jamais, l'AGEUM craque de partout à cette époque : elle est durement critiquée par le *QL* et les représentants étudiants des facultés, elle doit faire face à des problèmes financiers dus entre autres au Café Campus, déficitaire. Le seul service rentable demeure le service des machines distributrices. L'association

---

<sup>141</sup> P33/E1.56, Roméo Bouchard, Jean-Claude Dallaire, Louis Favreau, Louise Fortin, Louise Harel, Raymond Mailhot, Lorraine Rondeau, André Saicans, Paul Villeneuve, «Université ou fabrique de "Ronds de cuir"», Montréal, février 1968, 38 p.

<sup>142</sup> Roméo Bouchard...«Université ou fabrique...*Ibid.*, p. 13

doit se battre sur deux fronts. D'un côté, avec l'administration de l'Université qui refuse l'augmentation de ses cotisations et qui menace même de cesser la retenue à la source des cotisations syndicales de l'AGEUM avec les frais de scolarité<sup>143</sup>, ce qui aurait pour effet de lier les mains de l'Association étant donné le fait qu'elle n'a pas encore de statut légal de syndicat<sup>144</sup>. De l'autre, elle a maille à partir avec les facultés qui demandent à l'AGEUM d'augmenter le montant de cotisation retourné aux facultés et de déboursier les surplus de cotisations refusés par l'Université mais que les comités de régie des facultés et écoles avaient déjà inclus dans leurs budgets. Bref, l'association est davantage occupée à tenter de colmater les brèches et à calmer les guerres intestines qu'à faire avancer ses vieilles revendications.

L'érosion du pouvoir de l'AGEUM se fait de plus en plus sentir. Quelques facultés créent un précédent en se retirant de l'association, notamment l'AEP. D'autres menacent d'en faire autant en 1968 : Sciences<sup>145</sup> — l'une des facultés regroupant le plus d'étudiants à cette époque avec Lettres et Sciences sociales — de même que Chirurgie dentaire<sup>146</sup>. La fin semble inévitable, alors que les défaites, les échecs et les déficits s'accumulent.

### 3.3 Un dernier soubresaut

En février 1968, l'AGEUM ressuscite littéralement le comité conjoint central pour les négociations avec l'administration<sup>147</sup>. Au cours de la rentrée mouvementée de l'année 1968-1969, les porte-parole de l'association demandent la suppression du huis-clos au comité conjoint central, ce que les professeurs et l'administration refuseront. L'AGEUM claque alors la porte pour ne plus revenir<sup>148</sup>. En effet, étant donné

---

<sup>143</sup> *QL*, L, 5, 02/10/67, p. 1 et 7;

<sup>144</sup> *QL*, XLIX, 30, 26/01/67, p. 2

<sup>145</sup> P33/B1.1.31, Procès-verbal du conseil d'administration de l'AGEUM, 09/09/68.

<sup>146</sup> *QL*, L, 8, 12/10/67, p. 2

<sup>147</sup> *QL*, L, 37, 29/02/68, p. 4

<sup>148</sup> *QL*, LI, 4, 08/10/68, p. 2. Voir aussi P33/B2.12, document «Le huis-clos au comité conjoint central», daté du 03/10/68. On y invite les intéressés à assister aux réunions et ignorer le huis-clos.

« l'inefficacité des mécanismes prévus par la direction de l'université conformément à la charte pour satisfaire aux besoins manifestés par des groupes d'étudiants de modifier les structures actuelles de l'université », l'AGEUM se retire de la commission conjointe, met fin à sa participation à l'assemblée universitaire, au conseil de l'Université et aux comités qui en dépendent. Cette résolution est adoptée à l'unanimité par le conseil d'administration de l'AGEUM<sup>149</sup>.

Quelques mois plus tard, en mars 1969, on vote la dissolution de l'AGEUM en congrès. Seuls les principaux services aux étudiants vont survivre à ce hara-kiri de l'association, dont toute la partie syndicale et politique sombre dans l'indifférence. C'est le début de « quelques années d'atonie »<sup>150</sup> du monde étudiant, désorganisé.

\*\*\*\*

La demande de cogestion est l'un des sujets les plus vivants, car elle a un lien très important avec la démocratisation de l'Université. Dès le début des années 1960, les fondements du syndicalisme étudiant commencent à se manifester. Cette volonté de prendre en charge le lieu et la qualité de leur formation s'étend rapidement dans plusieurs domaines de l'Université. La cogestion administrative : cogestion des services alimentaires, des machines distributrices, du Centre social, du Centre sportif, des soins médicaux et du stationnement ; puis la cogestion académique, dans la deuxième moitié des années 1960, en sont des exemples. C'est d'ailleurs ainsi que le nombre de comités paritaires consultatifs regroupant étudiants, professeurs et administrateurs augmente au cours de la période. Ce n'est qu'en 1968, avec l'impression de se trouver dans une impasse que les leaders étudiants se retirent des

---

<sup>149</sup> *QL*, LI, 8, 05/11/68, p.1 et 8. Décision de l'exécutif en conseil exécutif (à faire confirmer par le conseil d'administration). P33/B2.12, Procès-verbal du conseil exécutif de l'AGEUM, 29/10/68.

<sup>150</sup> Lucia Ferretti, *L'université en réseau. Les 25 ans de l'Université du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1994, p. 91

instances de l'Université qui « demeure toujours radieusement triomphante »<sup>151</sup>.

De manière parallèle, la multitude de services offerts par l'AGEUM prend une expansion encore plus importante. Vers 1964-1965, l'association tente de mettre en pratique les idéaux cogestionnaires des leaders étudiants sur le terrain universitaire en voulant intensifier le dialogue avec les autorités, donnant une importance de plus en plus grandissante à la refonte des structures de l'Université. À compter de la rentrée 1966, le choc des vues intransigeantes et socialisantes de l'AGEUM/*QL*, avec des valeurs telles le respect de l'ordre établi et de la hiérarchie, promues par l'administration de l'Université, débouche sur un vigoureux affrontement causé par de subtils refus de dialogue des années précédentes, de la part des deux parties.

Le constat de ce type de refus de dialogue, nous devons dire, n'était pas qu'un phénomène québécois à l'époque. Georges Gusdorf, professeur de l'Université de Strasbourg et professeur invité à l'Université Laval en 1969, discutant du mai 1968 français à partir du continent américain et analysant quelques éléments survenus à Laval, critiquait rudement :

«[a]dministrateurs et professeurs se sont faits délibérément les complices de l'absurde. Par intérêt personnel, par passivité mentale, par manque d'imagination ou de courage, ils ont continué à danser sur le volcan, et bon nombre d'entre eux, aujourd'hui encore où l'éruption s'est produite, ne songent qu'à continuer à tourner en rond comme au bon vieux temps»<sup>152</sup>.

Les étudiants en général, dans tout cela, ne semblent pas se reconnaître dans l'association et ses représentants. De ceux qui acceptent " l'offre " de participation lancée par les autorités de l'AGEUM, en échange d'un éventuel pouvoir accru des étudiants dans l'Université, beaucoup demeurent étudiants juste assez longtemps pour se rendre compte que rien dans la situation de l'étudiant n'a changé et que seuls ceux qui participent aux négociations en récolteront les fruits. C'est ainsi qu'Éric

---

<sup>151</sup> Roméo Bouchard...«Université ou fabrique de "Ronds de cuir"», *op cit.*, p. 7

<sup>152</sup> Georges Gusdorf, *La Nef des Fous. Université 1968*, *op. cit.*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 113

Bédard écrit : «[e]n réclamant une vraie cogestion à l'université, plusieurs étudiants constateront que ce ne sont que quelque-uns qui décident pour tous »<sup>153</sup>.

La demande de cogestion de l'Université illustre la volonté des leaders étudiants de participer à l'administration de l'institution. Elle est une revendication très caractéristique de cette époque, elle fait partie d'un contexte plus général, réformiste, du début de la Révolution tranquille. La cogestion représente un aspect de première importance des aspirations démocratiques des leaders étudiants de l'époque.

---

<sup>153</sup> Éric Bédard, « L'idéologie syndicale... », *op. cit.*, p.13

## CONCLUSION

« Chaque génération d'étudiants est portée à croire  
qu'elle sort de la cuisse de Jupiter et qu'avant c'était le désert ».

Jean David, collaboration spéciale, *Quartier Latin*<sup>1</sup>

L'esprit de démocratisation qui marque la période de la fin des années 1950 et la Révolution tranquille habite les leaders étudiants de l'Université de Montréal. Nous pouvons sentir, à la lumière de la pensée étudiante de l'époque, une grande *confiance*, une certitude inébranlable d'être dans le coup, d'être « dans le vent » et d'avoir le monde à refaire<sup>2</sup>. Que l'on considère la volonté générale d'améliorer ou de renouveler le milieu universitaire par l'entremise de la démocratie et de la participation active au gouvernement de l'Université, nous pouvons même ajouter que les leaders étudiants de cette époque sont " dans le sens du vent ".

Dans la deuxième partie des années 1960, on passe toutefois d'une tentative de collaboration avec les autorités universitaires et gouvernementales pour démocratiser l'université vers une radicalisation de la pensée étudiante. La déception face aux attentes non satisfaites exprime une certaine désillusion, une frustration de la part des responsables de l'AGEUM et de bon nombre d'étudiants.

À cette époque, les idées de gauche et d'extrême gauche sont à la mode : elles sont longuement discutées dans les départements de sociologie en pleine expansion au cours de cette décennie<sup>3</sup>, et on les retrouve aussi massivement dans les périodiques *Parti-Pris*, *Socialisme québécois* et *Maintenant*, dont les publications débutent autour de 1963-1964. Elles sont également présentes dans les milieux syndicaux québécois des années 1950 et 1960. Que dire de certaines influences de la conjoncture

---

<sup>1</sup> *QL*, XLVIII, 15, 02/11/65, p. 7

<sup>2</sup> Kenneth McRoberts parle d'une « excessive confiance en soi », pendant cette période ou « tout parut possible ». Voir Kenneth McRoberts et Dale Postgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal express, 1983, p. 117.

<sup>3</sup> Marcel Rioux, *Un peuple dans le siècle*, op. cit., p. 123, 137-138

internationale ? Ces idéologies alimentent désormais la vision de la société des étudiants, une société qui perpétue les inégalités à tous les points de vues.

Non pas que certaines influences ou quelques idéologies de gauche et d'extrême gauche n'aient pas eu auparavant de réception positive auprès des étudiants, mais les numéros du *QL* des années 1963 et 1964 démontrent clairement cet abandon et cette perte d'espoir en la bonne foi des autorités universitaires. Par exemple, rappelons les conflits entre les deux parties causés par l'augmentation des frais de scolarité et des prix des menus de cafétéria. Cette perte de confiance vis-à-vis des autorités — autorités qui deviennent *l'ennemi commun*, les représentants de l'establishment — équivaut à un débordement de la frustration face aux attentes non satisfaites. Cet état ne semble pas affecter la confiance en soi du groupe, mais impose plutôt une remise en question des moyens à prendre pour établir une vraie démocratie, ainsi que des structures des organisations habilitées à défendre les droits des étudiants. Il faut dire aussi qu'un des éléments de cette frustration, dont les conséquences sont les grèves de l'hiver 1968 en Sciences sociales et Philosophie, l'occupation des CÉGEPS en octobre 1968 et plus tard la participation des étudiants à la Crise d'Octobre, provient entre autres des ratés du modèle de développement du Québec pendant la Révolution tranquille.

Dans les années 1960, l'AGEUM a été le lieu de grandes revendications, que l'on retrouve également dans la société ambiante de l'époque. La question sociale est au centre de bien des demandes, de même qu'elle anime bien des réponses. Les questions de démocratie et de participation reviennent inmanquablement sur les lèvres des étudiants intéressés de l'époque. Il s'agit d'une préoccupation constante, tout comme pour les étudiants impliqués dans ces organismes de nos jours. Il semble clair que, du moins dans le cas des étudiants de l'Université de Montréal de cette époque, les étudiants en général ne sont pas ou sont peu intéressés par leur association générale étudiante. Les combats menés de front avec les autorités universitaires ou le

gouvernement sont surtout l'affaire de quelques intéressés, concentrés dans l'exécutif et les comités de l'AGEUM.

Les préoccupations étudiantes convergent en plusieurs aspects vers les changements attendus dans la société. Les leaders étudiants suivent avec beaucoup d'attention les faits et gestes du gouvernement. Ainsi, ils reproduisent en quelque sorte les grandes tendances du développement de l'État-Providence, la recherche d'une plus grande justice sociale, cela dans un gouvernement de petite dimension : l'AGEUM.

Profondément transformé au cours de cette période, l'organisme entre dans un processus de technocratisation, de même qu'il appuie pleinement la technocratisation des institutions et organisations dans la société. Cette tendance est visible avec l'extension de ses comités, ses bureaux et ses services offerts aux étudiants, tout comme l'État et de nombreuses autres organisations font à la même époque. En effet, l'association met sur pied diverses commissions d'études et commissions d'enquête. De plus, elle commande des études dites scientifiques pour appuyer ses revendications, fait appel à des experts ou "spécialistes" étudiants en sciences sociales.

Engagée dans diverses revendications chères aux leaders étudiants, mais aux prises avec des problèmes de participation réelle de la part de la communauté étudiante, elle doit intensifier son idéologie de participation et démocratiser ses structures afin de légitimer ses luttes.

La provenance des effectifs de l'exécutif et des comités de l'AGEUM change également. Toujours très intéressés par les lois et le jeu politique, les leaders de la fin de la période remettent davantage les structures universitaires en cause. Si, à défaut de passer à l'action ou de mener à terme les idéaux révolutionnaires de l'heure, les étudiants n'ont pas réussi à faire *tabula rasa* dans les institutions publiques et politiques de ce monde, ils font ce que bon leur semble avec leurs propres



organisations : l'AGEUM est dissoute en février 1969.

La cogestion de l'Université, pour sa part, est un objectif très prisé par les leaders étudiants : elle a un lien direct avec la démocratisation de l'Université. Cette volonté de prendre en charge le lieu et la qualité de leur formation s'étend rapidement dans plusieurs domaines de l'institution, comme la cogestion administrative (Centre social, le Centre sportif, les soins médicaux et le stationnement) et la cogestion académique, dans la deuxième moitié des années 1960. C'est d'ailleurs ainsi que le nombre de comités paritaires consultatifs regroupant étudiants, professeurs et administrateurs augmente au cours de la période.

Vers le milieu de la décennie, l'AGEUM tente de mettre en pratique les idéaux cogestionnaires des leaders étudiants sur le terrain universitaire ; pour cela elle doit affronter les autorités en place, donnant une importance plus grande à la refonte des structures de l'Université. Le passage de la théorie à la pratique, n'a pas eu les effets escomptés. Les quelques efforts de participation étudiante n'ayant pas donné de résultats tangibles, l'opinion étudiante critique fortement le pouvoir de l'AGEUM. À compter de la rentrée 1966, le choc des vues intransigeantes et socialisantes de l'AGEUM/*QL*, avec les valeurs conservatrices promues par l'administration de l'Université, débouche sur un vigoureux affrontement.

Ce n'est qu'en 1968, avec l'impression de se trouver dans une impasse que les leaders étudiants se retirent des instances de l'Université.

Les revendications des étudiants de cette époque ont eu des effets avantageux pour les étudiants des générations suivantes. Entre autres, la possibilité légalement reconnue de participer au gouvernement l'Université. Ces possibilités n'ont pas toujours été utilisées à pleine capacité ou à bon escient, par contre<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Lucia Ferretti, *L'Université en réseau...op. cit.*, p. 43-44. Elle rapporte que les étudiants, lors de la rentrée de 1969 dans le réseau, « boudent » les instances de participation aux décisions des Universités du Québec.

Beaucoup de diplômés universitaires des premières années de la Révolution tranquille ont largement profité du contexte favorable et d'un gouvernement très réceptif aux idées novatrices de jeunes technocrates : pour ne donner qu'un exemple, soulignons la modernisation et l'extension importante de la fonction publique provinciale<sup>5</sup>. Non seulement, les études universitaires aboutissent à l'obtention d'un diplôme, mais les implications ou activités parascolaires, tel le leadership dans les associations étudiantes et journaux étudiants, s'avèrent un véritable tremplin vers les tours du pouvoir québécois pour ces étudiants. Par leur implication dans ces activités, ils manifestent leurs perspectives novatrices ou du moins concordantes pour un temps aux vues des autorités en place d'un Québec moderne.

Selon nous, l'implication massive de la jeunesse et des étudiants universitaires québécois de l'époque, dans des causes sociales et politiques, est un véritable mythe : le poids du nombre, bien entendu, mais également l'attrait médiatique et scientifique dont a pu profiter cette génération, ont propulsé la consécration de ce mythe. Celui-ci a été créé de toutes pièces par la prédominance de ces technocrates dans les moyens de communication ainsi qu'aux rennes du pouvoir québécois.

À la lumière de cette étude basée sur des sources historiques crédibles, il semble que le soi-disant engagement massif des étudiants des années 1960 repose surtout sur l'engagement de quelques militants. Ainsi, d'anciens étudiants ressassent aujourd'hui leurs souvenirs de jeunesse étudiante dans les médias, plus fréquemment les éphémérides ou haut faits de l'époque. Comme les étudiants des générations précédentes et suivantes, ils ont oublié les problèmes de la vie quotidienne d'un leader étudiant. Par exemple, l'immanquable faible participation des étudiants ou le souci organisationnel d'être démocratique. Ces difficultés récurrentes ont fait disparaître

---

<sup>5</sup> À propos du mythe fondateur et régénérateur du Québec, discours construit par cette génération, voir Madeleine Gauthier, « Le mouvement étudiant des années soixante comme aspect de la Révolution tranquille au Québec ? », *Jeunesses et politique, ...op. cit.*, p. 252-255

plusieurs associations générales d'étudiants à la fin de la décennie 1960. Mais celles-ci sont réapparues quelques années plus tard lorsque le besoin s'en est fait sentir : en temps de crise.

Ainsi, les anciens étudiants ont oublié les inconvénients du moment au profit des victoires et des grands rassemblements de l'époque, si mémorables et grisants : de ceux qui donnent des frissons, qui donnent l'impression de faire véritablement partie d'une collectivité solidaire et de participer à l'édification d'un grand moment de l'Histoire.

## BIBLIOGRAPHIE

### I. Sources premières

#### 1. Fonds de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal

Le fonds de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal fait 20,77 mètres linéaires. Il existe un index du fonds numérique P0033 au Service des archives de l'Université de Montréal :

BARRIAULT, Jeannine, *Répertoire numérique simple du fonds de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) (P33)*, Montréal, Service des archives, Université de Montréal, Collection "Publications du Service des archives", no.66, 1985, 299 p.

De plus, un superbe guide par série et sous-série est disponible sur l'Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.archiv.umontreal.ca/P0000/P0033SeriesDS.htm#b1>

P0033/A, Documents établissant l'existence de l'AGEUM, 1959-1968, 6,5 cm de documents textuels.

P33/A2, DALAIRE, Janine et J-F. LÉONARD, « Analyse socio-politique de l'AGEUM de 1922 à 1968 », texte miméographié, présenté au congrès de l'AGEUM de février 1969 (dissolution), 64 p.

P33/A3, Loi concernant l'association générale des étudiants de l'Université de Montréal, s.d. [probablement 1961. Un texte de loi identique, en A14, est daté de décembre 1961]

P33/A4, texte pour le *Livret de l'Étudiant*, s.d. [probablement 1964-1965]

P33/A7, AGEUM, « Règlements généraux », s.d., 1962 et plus

P33/A9, Programme électoral, Hubert Reid, 1959.

P33/A12, Constitution de l'AGEUM, s.d. [tournant des années 1960].

P33/A15, Commission juridique permanente

P33/A16, Commission de restructuration (rapport préliminaire de janvier 1964. Note manuscrite : adopté au conseil 28/01/64)

P33/A17, AGEUM, force syndicale : réunion du comité de consultation du président de l'AGEUM, 17/02/64 ; réunion d'urgence sur l'incorporation de l'AGEUM, 16/03/64

P33/A18, Projet d'incorporation de l'AGEUM, s.d., [probablement 1964-65].

P33/A18, Annuaire des étudiants, 1961-1962

P33/A18, Constitution de l'AGEUM, août 1964

P33/A18, Règlements généraux de l'AGEUM, 1962

P33/A18, Constitution de l'AGEUM, avril 1965

P33/A22, Constitution de l'AGEUM, avril 1966

P33/A23, ROSS, Michel, Association des étudiants de Polytechnique, Texte de projet de refonte des structures de l'AGEUM, 14/05/67

P33/A24, Constitution de l'AGEUM, octobre 1967

P33/A24, Annuaire universitaire, 1966-67

P33/A24, Textes concernant l'incorporation de l'AGEUM

**P0033/B1, Conseil d'administration, 1943-1969, 41 cm de documents textuels**

P33/B1.1.15 à P33/B1.1.31, Procès-verbaux du conseil de direction / conseil d'administration de l'AGEUM, de janvier 1958 à la dissolution de l'AGEUM en février 1969.

P33/B1.2.1, Charte de l'Étudiant

P33/B1.2.2, MAROIS, Pierre et Jean PELLETIER, Comité d'éducation, « L'AGEUM force syndicale », 4 p.

P33/B1.2.4, Correspondance du vice-président à la cogestion, d'octobre 1964 à février 1966, 5 pièces.

P33/B1.2.5, Correspondance de Michel Pelletier, président de l'AGEUM, à Pierre Meunier, Service d'accueil (Centre social), 21 juin 1965, 1 page dactylo.

P33/B1.2.7, Proposition au conseil d'administration de l'AGEUM du 29/01/68.

P33/B2.12 Procès-verbaux du conseil exécutif de l'AGEUM, 1961-1969, 11,3 cm de documents textuels.

P33/B2.1, Article de journal : «AGEUM : Quatre “non” retentissants», *Le nouveau journal*, 17 février 1962, p. 7

P33/B2.3, Programme général de l'AGEUM, 1962-63

P33/B2.3, Liste des directeurs de comités, présidents de facultés et programmes, 1962-1963

P33/B2.3, Émission de radio “Choc” avec J-B. Landry, 25 février 1963

P33/B2.4, Propositions du comité exécutif, soumises au Conseil de l'AGEUM, réunion du mercredi 13 février 1963

P33/B2.6 Procès-verbal d'une réunion concernant le boycott des cafétérias, octobre 1963

P33/B2.6 Communication entre Pierre Marois, président de l'AGEUM et André Béliveau du Petit-Journal, dactylographié, juin 1963 (note manuscrite).

P33/B2.12, «Le huit-clos au comité conjoint central», 03/10/68.

P33/B4.1 à P33/B4.5, Rapports d'été des officiers

**P0033/B4, Rapport de travail d'été de l'exécutif, 1966-1968, 2,5 cm de documents textuels (P33/B4.1 à P33/B4.5)**

**P0033/B5, Élections, 1961-1968, 5,5 cm de documents textuels**

P33/B5.1, Programme électoral de Jean Doré

P33/B5.1, «L'équipe Cloutier», Annexe au journal des étudiants en sociologie «l'Informat», s.d. [probablement printemps ou automne 1966]

P33/B5.2, Bulletins de vote et résultats des élections de l'AGEUM, 1965

P33/B5.3, Lettre de démission de Michel Gouault, vice-président extérieur de l'AGEUM, à Louis Duval, secrétaire de l'AGEUM, lettre manuscrite, 23/09/62, 2 pages.

P33/B5.4, Documents concernant les résultats d'élections de l'AGEUM, 1963.

P33/B5.7, Programme électoral d'Édouard Cloutier, 1966

P33/B5.8, Article de journal : «Référendum sur la gratuité scolaire demain à l'Université de Montréal», *La Presse*, s.d. [probablement mars 1966].

**P0033/C, Finances, 1951-1969, 16,2 cm de documents textuels.**

P33/C1.19 et C1.20, Budget de l'AGEUM, 1965-66

P33/C1.22, Budget de l'AGEUM, 1966-67

P33/C1.24, Budget de l'AGEUM, 1967-68

P33/C1.25, Budget de l'AGEUM, 1968-69

P33/C2.3, Budget de l'Association des étudiants en Droit, 1966-67

P33/C2.5, Budget de l'Association des étudiants de Polytechnique, 1966

P33/C2.8, Rapport de la commission sur la répartition des fonctions et des cotisations syndicales à l'AGEUM, 14/02/67, document dactylo

P33/C2.8, «L'Université de Montréal repart en guerre contre l'AGEUM», Communiqué de presse AGEUM, 24/06/67, 3 p.

**P0033/D, Correspondance générale, 1957-1969, 14,8 cm de documents textuels.**

P33/D2, Correspondance de Bruno Meloche, secrétaire général du Comité des Présidents de l'Association des Universités de la province de Québec, à M. Maurice Duplessis, Premier ministre de la province de Québec, 23/08/58, 2 p. dactylo.

P33/D2, Correspondance de Bruno Meloche, secrétaire général du Comité des Présidents de l'Association des Universités de la province de Québec, à M. Bruno Houle, secrétaire de la Ligue d'action universitaire, 25/08/58, 2 p. dactylo.

P33/D3, Correspondance de Fernande ?, employée du département des pêcheries de la province de Québec, à Bruno Meloche, secrétaire général du Comité des Présidents de l'Association des Universités de la province de Québec et de l'AGEUM, 23/08/58, 2 p. dactylo.

P33/D3, Correspondance de Marvin E. Jay, President of the Student's Undergraduate Society of SGW College, à Bruno Meloche, secrétaire général du Comité des Présidents de l'Association des Universités de la province de Québec et de l'AGEUM, 20/09/58, 2 p. dactylo.

P33/D4, Correspondance de F. Weymuller, Conseiller culturel de l'ambassade de France à Ottawa, à Yves Papillon, Directeur du comité d'Éducation de l'AGEUM, 29/01/59.

P33/D8, Correspondance de M. André Patry, de la SRC, à M. Pierre Marois, Président de l'AGEUM, 19/11/63.

P33/D9, Correspondance de Jean-Yves Ferland au Directeur des Relations extérieures (Relx), s.d., (Projet de bottin étudiant des universités québécoises).

P33/D9, Correspondance de Robert-Panet Raymond, vice-président aux affaires publiques de l'AGEUM, à Robert Samson, 04/08/64, 1 p. dactylo

P33/D9, Correspondance de Pierre Galipeau, Secrétaire exécutif de l'AGEL, à Michel Vaillancourt, président AGEUM, 10/08/64, 1 p. dactylo

P33/D10, Correspondance de Roger Bertin, secrétaire de la rédaction de du journal *Québec Libre*, au secrétaire général de l'AGEUM, 26/08/64, 1 p. dactylo

P33/D10, Correspondance de Gilles Poulin, directeur du bureau d'administration et du personnel, à M. l'abbé Guy Bélanger, aumônier des étudiants de l'AGEUM, 01/10/64, 1 p. dactylo

**P0033/E1 Textes produits par l'AGEUM : enquêtes, études, manifestes, mémoires, rapports, 1954-1969. - 31,6 cm de documents textuels.**

P33/E1.1, LEGENDRE, Louis et Michael MCANDREW, « Capitalisme, socialisme et gratuité scolaire : exposé sur les concepts fondamentaux nécessaires à l'élaboration rationnelle d'une problématique de l'éducation », s.d. [probablement 1965-66], 10 p.

P33/E1.5, MCANDREW, Michael, « L'étudiant dans la société » (conférence prononcée lors de la deuxième session d'étude de la FAGECCQ), s.d., 8 p.

P33/E1.5, AGEUM, « Mémoire au gouvernement de l'État du Québec », s.d., [environ 1964, marche sur Québec], 11 p.

P33/E1.9, MAHEU, Louis et Roger TESSIER, « Rapport de la commission sur le manque d'information des membres de l'AGEUM » s.d. [probablement 1963], 26 p.

P33/E1.12, ETUDIANTS DE LA PROVINCE DE QUEBEC, [Montréal, Laval, McGill, SGW, Bishop's] « Mémoire des étudiants des universités de la province de Québec sur les conditions matérielles de l'enseignement universitaire en cette province », s.d. [probablement 1958], 9 p. + supplément de 4 p.

P33/E1.13, AGEUM, « Mémoire de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal sur trois problèmes universitaires », Montréal, 12/01/58, 13 p.

P33/E1.17, AGEUM, « Mémoire de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal au gouvernement de la Province de Québec sur la Commission provinciale des Universités », Montréal, 11/60, 5 p.

P33/E1.20, FNEUC régionale, « Mémoire sur les problèmes de bourses » (présenté au gouvernement provincial), Montréal, 03/61, 11 p.

P33/E1.22, AGEUM, « Mémoire sur les problèmes de bourses et prêts » (présenté au gouvernement provincial), Montréal, 03/62, 11 p.

P33/E1.23, AGEUM, « Mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement par l'AGEUM », Montréal, 06/62, 53 p.

P33/E1.24, BRAZEAU, Jacques, Jacques DOFNY, Gérald FORTIN et Robert SÉVIGNY, « Rapport d'enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française du Québec » (enquête sociologique), Montréal, 1962, 80 p.

P33/E1.27, MAROIS, Pierre, directeur du Comité d'Éducation de l'AGEUM, « L'AGEUM force syndicale » (résultats d'une table ronde sur le syndicalisme étudiant), 29/11/62, 37 pages.

P33/E1.27, MAROIS, Pierre, directeur du Comité d'Éducation de l'AGEUM, « Qu'est-ce que le syndicalisme étudiant ? », 29/11/62, 10 p. dactylo.

P33/E1.29, DUVAL, Louis, Jean-Claude MERCURE et Jacques LAMARCHE « Rapport de la commission concernant les structures universitaires », 02/63, 9 p. dactylo

P33/E1.31, AMYOT, Arthur, Jean-François DELAGE et Marcel DESJARDINS, « Rapport de la commission d'enquête et d'étude concernant les relations entre les comités de régie et l'AGEUM », 23/07/63, 23 p.

P33/E1.33, CARREAU, François, Réjean DAIGNEAULT, Luc DESNOYERS et Pierre ROBILLARD, « Cogestion et comités conjoints » (reproduction du texte de la brochure du Comité d'étude de l'AEFSUM publiée par l'AGEUM), s.d., 13 p. (p. 50-62 du Livre vert)

P33/E1.33, AGEUM, « Mémoire de l'AGEUM au gouvernement de l'État du Québec à propos d'une formule d'action sociale étudiante et d'aide au relèvement de régions défavorisées », mai 1964, 55 p dactylo.

P33/E1.36, GAGNON, Charles, (Comité des Chantiers), « Syndicalisme et action sociale », (Mémoire présenté à l'exécutif de l'AGEUM), Montréal, 26/11/64, 14 p.

P33/E1.40, AGEUM, « La nouvelle politique étudiante », (Livre vert) Montréal, 08/65, 121 p.

P33/E1.42, BRAZEAU, Jacques, « Enquête à propos du besoins de logis pour les étudiants », 1966.

P33/E1.42, ELLIOTT, Jacques et Louis Fournier, « Rapport de la Commission d'enquête sur le statut du *Quartier Latin* » (rapport minoritaire), 22/01/66.

P33/E1.56, AGEUM, « Mémoire de l'AGEUM au gouvernement de l'État du Québec à propos du projet de charte et de statuts de l'Université de Montréal: commentaires, critiques, amendements », Montréal, 05/67



P33/E1.56, BOUCHARD, Roméo Jean-Claude DALLAIRE, Louis FAVREAU, Louise FORTIN, Louise HAREL, Raymond MAILHOT, Lorraine RONDEAU, André SAICANS, Paul VILLENEUVE, « Université ou fabrique de “Ronds de cuir” », Montréal, février 1968, 38 p.

P33/E1.56, GARIEPY, Gilles, « La “fameuse” charte de l’U. de M. enfin devant la Chambre », *Le Devoir*, 22/06/67, p. 3 et 8.

P33/J2, 193, MCANDREW, Michael, « Le syndicalisme étudiant de Duplessis à Wagner », *Étudiant-citoyen* (UGEQ), octobre 1965, p. 37

## 2. Journaux

Journal des étudiants de l’Université de Montréal, *Le Quartier Latin*, 1919-1970. Dépouillé et utilisé de XLI, 12, 15/01/59 à LI, 25, 25/03/69.

Journal *Le Devoir* :

DUFOUR, Valérie, « Point de presse », 19/01/2000, B1

CHARTIER, Jean, « Jacques Girard : Montréal, ville ouverte », 23/05/2000, B1

## 3. Autres

LABRECQUE, Jean-Claude, *L'Histoire des Trois*, Office National du Film, 1990.

PARTI LIBERAL DU QUEBEC, *Le programme politique du parti libéral du Québec*, 1960, 24 p.

# II. Sources secondes

## 1. Ouvrages de référence, ouvrages généraux, dictionnaires, etc.

AKOUN, André et Pierre ANSART, directeurs, *Dictionnaire de Sociologie*, Paris, Éditions Le Robert/Seuil, Collection dictionnaires Le Robert/Seuil, 1999, 567 p.

BUHLER, Alain, *Petit dictionnaire de la révolution étudiante*, Paris, Éditions Didier, Collection Controverses, 2, 1968, 48 p.

DROZ, Bernard et Anthony ROWLEY, *Histoire générale du XXe siècle. Deuxième partie : depuis 1950, Tome 3 : Expansion et indépendances 1950-1973*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points Histoire, 96, 1987, 517 p

HERMET, Guy, Bertrand Badie, Pierre Birbaud et Philippe Braud, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Éditions Armand Colin, Collection Cursus, série « science politique », 4<sup>e</sup> édition, 2000, 287 p.

MCROBERTS, Kenneth et Dale POSTGATE, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 350 p.

NEVEU, Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Éditions La Découverte, Collection Repères, 207, 1996, 122 p.

ROBERT, Paul, directeur, *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, Éditions Dictionnaires Robert, 1996 (nouvelle édition), 2552 p.

## 2. Histoire du Québec

GÉRIN-LAJOIE, Paul, *Combats d'un révolutionnaire tranquille : propos et confidences*, Anjou, Éditions Centre éducatif et culturel, 1989, 378 p.

GODIN, Pierre, *La Fin de la grande noirceur. La Révolution tranquille, volume I et II*, Montréal, Éditions du Boréal, 1991, 502 et 408 p.

LA ROCHELLE, Louis, *En flagrant délit de pouvoir. Chronique des événements politiques de Maurice Duplessis à René Lévesque*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1982, 302 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain, tome 2 : Le Québec depuis 1930*, Québec, Éditions du Boréal, 1989, 834 p.

MARSHALL, Dominique, *Aux origines sociales de l'État-Providence : familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.

MONTMINY, Jean-Paul, Jean HAMELIN et Fernand DUMONT, *Idéologies au Canada-français : 1940-1976, volume II : Les mouvements sociaux, les syndicats*, Québec, Presses de l'Université Laval, Collection Histoire et sociologie de la culture, 12, 1981, 392 p.

RIOUX, Marcel, *Un peuple dans le siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, 1990, 448 p.

ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1993, 125 p.

ROY, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Éditions du Boréal Express, 1988, 301 p.

ROY, Jean-Louis *La marche des québécois : le temps des ruptures (1945-1960)*, Ottawa, Éditions Léméac, 1976, 381 p.

THOMSON, Dale C., *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1984, 615 p.

## 3. Histoire de la jeunesse

COHN-BENDIT, Daniel, *Sois jeune et tais-toi !*, Paris, Éditions L'Esprit frappeur, 1999, 99 p.

FAVEL-ROUÏF, Denise, Éd., *La jeunesse et ses mouvements. Influence sur l'évolution des sociétés aux XIXe et XXe siècles*, (Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales Centre national de la recherche scientifique (France)), Paris, Éditions du CNRS, 1992, xvi, 417 p.

FOUNIER, Bernard et Raymond Hudon, éditeurs, *Jeunesses et politique, vol. 2 (Mouvements et engagements depuis les années trente)*, Sainte-Foy/Paris,

Éditions L'Harmattan/Presses de l'Université Laval, Collection Sociétés et mutations, 1994, xii, 548 p.

GASSERT, Philipp, Carole FINK et Detlef JUNKER, éditeurs, 1968 : *The World Transformed*, New York, Cambridge University Press, 1998, xi, 490 p.

LAZURE, Jacques, *La jeunesse du Québec en révolution : essai d'interprétation*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1970, 141 p.

LAZURE, Jacques, *L'Asociété des jeunes Québécois*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1972, 204 p.

LEDRU, Raymond, *La jeunesse américaine et la guerre du Vietnam : ampleur et impact de la contestation dans les années 1960*, Paris, Didier Érudition, 1991, 501 p.

MENDEL, Gérard, *La crise de génération. Étude sociopsychanalytique*, Paris, Petite bibliothèque Payot, collection Science de l'homme, 1969, 264 p.

RICARD, François, *La génération lyrique. Essai sur la vie et l'oeuvre des premiers-nés du baby-boom*, Éditions du Boréal, 1992, 280 p.

#### **4. Études des milieux étudiants et du mouvement étudiant**

BÉDARD, Éric, *Chronique d'une insurrection appréhendée. La crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Septentrion, 1997, 199 p.

BÉDARD, Pierre et Claude CHARRON, *Les étudiants québécois : la contestation permanente*, Montréal, Éditions Noir et Rouge, 1969, 72 p.

BÉLANGER, Pierre, *Le mouvement étudiant québécois, son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*. Montréal, Association nationale des étudiants du Québec, 1984, 206 p.

BOURDIEU, Pierre et Jean-Claude PASSERON, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Éditions de Minuit, 1964, 189 p.

BOURGES, Hervé et Jacques SAUVAGEOT, *La révolte étudiante : les animateurs parlent*, Paris, Éditions du Seuil, Collection L'histoire immédiate, 1968, 128 p.

BRAU, Jean-Louis, *Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi ! Histoire du mouvement révolutionnaire étudiant en Europe*, Paris, Albin Michel, Collection Histoire du XXe siècle, 1968, 346 p.

BROCHIER, Jean-Jacques et Bernd OELGART, *L'internationale étudiante*, Paris, Éditions Julliard, 1968, 315 p.

COHN-BENDIT, Daniel et Gabriel COHN-BENDIT, *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Combats, 1968, 271 p.

COUTIN, André, *Huit siècles de violence au Quartier latin*, Paris, Éditions Stock, 1969, 381 p.

DREYFUS-ARMAND, G., R. FRANK, M.-F. LEVY, M. ZANCARINI-FOURNEL, (dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000, 525 p.

- DU BERQUE, Bernard, *La révolution étudiante*, Montréal, P. Dottini, Collection Vérité, 1981, 238 p.
- DUTSCHKE, Rudi, *Écrits politiques (1967-1968)*, Paris, Éditions C. Bourgeois, 1968, 57 p.
- FRANCES, Robert, *L'idéologie dans l'université : structure et déterminants des attitudes sociales des étudiants*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection Sociologies, 1980, 230 pages
- GUAY, Jacques, *Gudule...ou le temps béni des collèges classiques*, Québec, Éditions Québec/Amérique, 1980, 177 p.
- GUSDORF, Georges, *La nef des fous. Université 1968*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969, 209 p.
- HAMON, Hervé et Patrick ROTMAN, *Génération, Tome I : les années de rêve*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points, 1988, 616 p.
- HAMON, Hervé et Patrick ROTMAN, *Génération, Tome II : les années de poudre*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points, 1988, 700 p.
- LEGOFF, Jean-Pierre, *Mai 68 : l'héritage impossible*, Paris, Éditions La Découverte, Collection Cahiers libres, 1998, 475 p.
- LEVITT, Cyril, *Children of privilege. Student revolt in the sixties : a study of student movements in Canada, the United States, and West Germany*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, xiii, 266 p.
- MANDEL, Ernest, *Les étudiants, les intellectuels et les luttes de classes*, Paris, Éditions de la Brèche, Collection Écrits politiques, 2, 1979, 135 p.
- MARCUSE, Herbert, *La fin de l'utopie*, Paris, Delachaux et Niestle, Collection Combats, 1968, 140 p.
- MARCUSE, Herbert, *Les Jeunes et la contestation*, Paris, Robert Laffont/Lausanne/Grammont, Collection Bibliothèque Laffont des grands thèmes, 1976, 142 p.
- MCGUIGAN, Gerald F., George PAYERLE et Patricia HORROBIN, *Student protest*, Toronto, Éditions Methuen, 1968, xii, 285 p.
- NEATBY, Nicole, *Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal, McGill-Queen's University Press, Collection Études d'histoire du Québec, 1999, 264 p.
- SEARLE, John R., *La guerre du campus*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, 222 p.
- SHEFFE, Norman, *Student unrest*, Toronto, Éditions McGraw-Hill, Collection *Issues for the Seventies*, 1970, vii, 88 p.
- TOURAINÉ, Alain, *La voix et le regard*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Sociologie permanente / 1, 1978, 310 p.
- TOURAINÉ, Alain, *Le communisme utopique : le mouvement de mai*, Paris, Seuil, Collection Politique, 1972 (2<sup>e</sup> édition), 313 p.

TOURAINÉ, Alain, F. DUBET, Z. HEGEDUS et M. WIEVORKA, *Lutte étudiante*, Paris, Seuil, Collection Sociologie permanente, 2, 1978, 373 p.

ZEGEL, Sylvain, *Les idées de mai*, Paris, Gallimard, Collection Idées actuelles, 166, 1968, 245 p.

### 5. Histoire universitaire

BIZIER, Hélène-Andrée, *L'Université de Montréal. La quête du savoir*, Montréal, Éditions Libre Expression, 1993, 311 p.

FERRETTI, Lucia, *L'Université en réseau. Les 25 ans de l'Université du Québec*, Québec, Éditions Presses de l'Université du Québec, 1994, 323 p.

PICHETTE, Michel, *L'Université pour qui ? Démocratisation du savoir et promotion collective*, Montréal, Éditions Nouvelle optique, Collection Matériaux, 1979, 141 p.

### 6. Études du militantisme, du mouvement associatif, des syndicats et des organisations

BERNOUX, Philippe *La sociologie des organisations*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points, 1989, (3e édition), 378 p.

BOLTANSKI, Luc, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit, Collection Le Sens commun, 1982, 523 p.

BOUDON, Raymond, *Effets pervers et ordre social*, Paris, Presses universitaires de France, 1977, 286 p.

DEMBINSKI-DELACROIX, Olivier, Jean LOJKINE, Eliane LE DANTEC, Catherine LEVY et Thierry ROCHEFORT, *Le tabou de la gestion. La culture syndicale entre contestation et proposition*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières, 1996, 265 p.

GODBOUT, Jacques T., *La démocratie des usagers*, Montréal, Éditions du Boréal, 1987, 190 p.,

GODBOUT, Jacques T., *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 190 p.,

LOUCHE, Claude, directeur, *Textes de base en sciences sociales. Individu et organisations*, Lausanne, Éditions Delachaux et Niestlé, 1994, 250 p.

MEISTER, Albert, *La participation dans les associations*, Paris, Éditions Économie et humanisme (Éditions ouvrières), Collection Initiation sociologique, 1974, 276 p.

MEISTER, Albert, *Vers une sociologie des associations*, Paris, Éditions Économie et humanisme (Éditions ouvrières), Collection Relations sociales, 1972, 218 p.

PASSARIS, Solange et Guy RAFFI, *Les associations*, Paris, Éditions La Découverte, Collection Repères, 1984, 124 p.

PIOTTE, Jean-Marc, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB Éditeur, Collection Études québécoises, 1987, 140 p.

ROSZAK, Theodore, *Vers une contre-culture : réflexions sur la société technocratique et l'opposition de la jeunesse*, Paris, Éditions Stock, 1970, 318 p.

## 7. Biographies

VASTEL, Michel, *Landry : le grand dérangent*, Québec, Éditions de l'Homme, 2001, 444 p.

## 8. Articles de périodiques

ALARIE, François et Raymond BOISVERT, « 25 ans d'associations étudiantes », *Inter Universités* (Guide des associations étudiantes universitaires du Québec), Montréal, 1, 4, novembre - décembre 1990, p. 9-16.

-----, « Révolte des CÉGEPS : contestation ? », *Socialisme 69*, Montréal, 16, janvier-février-mars 1969, p. 85-108

BÉDARD, Éric, « L'idéologie syndicale étudiante: du discours à la pratique: le cas de l'AGEUM (1950-1969) », *Bulletin du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs du Québec*, no.61, hiver 1995, 21, 1, p.13-31

BÉLAND, François, « L'anti-congrès », *Recherches sociographiques*, 13, 3 (septembre -décembre 1972), p. 381-397

BÉLANGER, P. R. et François BÉLAND, « Points de repères historiques de la pratique politique étudiante », *Recherches sociographiques*, 13, 3 (septembre - décembre 1972), p. 399-404

BÉLANGER, P.R. et L. MAHEU, « Pratique politique étudiante au Québec », *Recherches sociographiques*, 13, 3, 1972, p. 309-342

BERTRAND, Guy et Louis MAHEU, « Syndicalisme étudiant », *Socialisme 65*, Montréal, 6, printemps 1965, p. 98-105

CARLOS, Serge et Pierre GUIMOND, « Les 18-24 : le vote du 5 juin 1966 » *Socialisme 66*, 9, octobre-décembre, 1966, p. 26-30

CARLOS, Serge, « Les jeunes québécois et leur insertion dans le jeu politique » *Socialisme 66*, 9, octobre-décembre, 1966, p. 50-84

COHEN, Yolande et Claudie Weil, « Les mouvements étudiants : une histoire en miettes ? », *Le mouvement social*, 120, 1982, p. 3-10

DENIS, Mathieu et Yanic VIAU, « Mouvement étudiant québécois : à la recherche des années glorieuses », *Bulletin d'histoire politique*, 6, 2, hiver 1998, p.135-142

DESCENT, David, Gilles Simard et Michel Trépanier, « Le conflit social et la société québécoise : de l'analyse marxiste à la sociologie des mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, XIX, 2, octobre 1987, p. 125-143

DUFOUR, Stéphane, Dominic FORTIN et Jacques HAMEL, « Sociologie d'un conflit de jeunesse : la génération du *baby-boom* et *baby-busters* », *Cahiers internationaux de sociologie*, 97, juillet-décembre 1994, p. 277-300.

FALARDEAU, Louis, « Le pouvoir étudiant en France et au Québec », *Socialisme '68*, 15, 1968, p. 80-89

- FOURNIER, Marcel, « Mai 1968 et après. Mouvement étudiant et sciences sociales au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, 3, 1, automne 1994, p. 73-84
- GUIMOND, Pierre, « Le vote des Jeunes » *Socialisme* 66, 9, octobre-décembre, 1966, p. 31-49
- LAPEYRONNIE, Didier, « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, XXIX, 1988, p. 593-619.
- LAROCHELLE, Gilbert, « Éléments pour une compréhension subversive de la technocratie », *Cahiers internationaux de sociologie*, XCIV, 1993, p. 120-143
- LETOURNEAU, Jocelyn, « Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie », *Cahiers internationaux de sociologie*, XC, 1991, p. 67-87
- MAHEU, Louis, « L'UGEQ et le syndicalisme étudiant », *Socialisme* '65, 5, 1965, p. 34-49
- MCANDREW, Michael, « Le syndicalisme étudiant québécois », *Parti Pris*, Montréal, 2, 6, (février 1965), p. 19-28
- MELUCCI, Alberto, « Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire », *Sociologie et sociétés*, XXV, 1, printemps 1993, p. 189-198
- PARENTEAU, Roland, « Les intellectuels et la politique dans les années 60 », *Bulletin d'histoire politique*, 3, 1, p. 45-54.
- SABOURIN, Ronald, « Les étudiants et la question nationale », *Parti pris*, 5, 8-9, 1968, p. 51-65
- SÉVIGNY, Pierre, « Les contestations étudiantes », *Sociologie et sociétés*, XII, 2, 1980, p. 143-178
- SIMONEAU, Richard, « Les étudiants, les dirigeants et l'Université : doctrines étudiantes et doctrines universitaires », *Recherches sociographiques*, 13, 3, 1972, p.343-363
- TRUDEL, Jacques, « La crise de l'AGEUM : révolution ou gauchisme ? », *Parti pris*, 3, 5, décembre 1965, p. 2-5

### 9. Mémoires, thèses

- BÉLANGER, Claude, « Analyse de quelques thèmes dans le *Quartier latin*, 1919-1945 », thèse de maîtrise, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1970, thèses canadiennes sur microfilm, Tc-45, 057, 1 bobine.
- FOURNIER, Bernard, « Mouvements de jeunes et socialisation politique : la dynamique de la J.E.C. à l'époque de Gérard Pelletier », thèse (M.A.), Québec, Université Laval, Laboratoire d'études politiques et administratives, 1988, vi, 143 p.
- GAGNON, Pauline, « L'Union Générale des Étudiants du Québec et l'éducation », Thèse de maîtrise, Montréal, Université de Montréal, Science politique, 1970, 172 p.
- LAROCHELLE, Charles, « Idéologie et pratique du mouvement étudiant à l'Université de Montréal, de 1969 à 1982 », Université de Montréal, Thèse de

maîtrise, Science politique, 1982, vi, 218 f.

MATAIGNE, Bernard, *Le mouvement socialiste au Québec, 1965-1970*, thèse de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1980, thèses canadiennes sur microfiche, Tc - 47, 636, 2 microfiches.

PRONOVOST, Gigilles, « Les phases de l'idéologie étudiante québécoise », Thèse de maîtrise, Université Laval, 1971, 115 f.

SIMONEAU, Richard, « Les idéologies étudiantes, les doctrines universitaires et l'idéologie dominante : analyse de leurs variations historiques et de leurs rapports réciproques dans le contexte présent », Thèse de maîtrise, Université Laval, 1972, 219 p.

### 10. Études, rapports

A.G.E.L., *L'économie canadienne: où allons-nous ?*, (Congrès des affaires canadiennes, 1962), Québec, Presses de l'Université Laval, 1963, 194 p.

CARLOS, Serge, *Les étudiants à la une : enquête sociologique sur la situation du journalisme étudiant en 1964-1965*, Montréal, Presse étudiante nationale, Collection Presse étudiante nationale, 5, 1966, 165 p.

DALAIRE, Janine, (Secrétariat Général de la Jeunesse Etudiante Catholique du Canada), *Les étudiants et la vie politique*, Montréal, 1965-66.

DION, Léon, *Le Bill 60 et le public*, Montréal, Les Cahiers de l'I.C.E.A., janvier 1966, 122 p.

GARIÉPY, Gilles, *Étudiant et journaliste : les escholiers griffonneurs*, Montréal, Centre de psychologie et de pédagogie, 1962, 214 p.

GÉRIN-LAJOIE, Paul, *Pourquoi le Bill 60 ?*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1963, 140 p.

PARENT, Mgr Alphonse-Marie, président, *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec* (Rapport Parent), tome I-V, 1963-1966

### 11. Manifestes

LATOUCHE, Daniel et Diane POLIQUIN - BOURASSA, «Manifeste du syndicalisme étudiant (1966)», document 102, *Le manuel de la parole*, III, B.E., 1979, p. 83-87.



## **LISTE DES ANNEXES**

- 1. Données sur l'Université de Montréal. Situation des parents des étudiants, 1960-1961**
- 2. Données sur l'Université de Montréal. Informations particulières concernant les étudiants, 1960-1961**
- 3. La Charte de l'Étudiant universitaire, 1961**

## Annexe 1

### Appendice B : données sur l'Université de Montréal

#### Situation des parents

Tiré de : P33/E1.24, Cf Jacques Brazeau, Jacques Dofny, Gérald Fortin et Robert Sévigny, «Rapport d'enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française du Québec» (enquête sociologique), Montréal, 1962, 80 p. (+ appendices).

#### Tableau 14 : résidence des parents :

√ 59 % des parents des étudiants demeurent dans la région métropolitaine. (dont la grande majorité dans le grand Montréal, 53 des 59 %)

#### Tableau 19 : école secondaire fréquentée (collège ou école) :

√ collège classique 58 %

√ secondaire publique 34 % (contre 39 % pour Laval et 54 % pour Sherbrooke)

#### Tableau 26 : occupation du père

√ professionnels 13 % (Québec 8 %, Sherbrooke 5 %) ;

√ gérance et administration, 9 % (plus qu'ailleurs) ;

√ petite administration et commerce, 24 % ;

√ collet blanc 10 % ;

√ ouvrier spécialisé 19 % ;

√ ouvrier semi-spécialisé, manoeuvre et cultivateur : 5-5-9 (19 %)

#### Tableau 27 :

##### Scolarité du père :

√ aucune instruction, 1 % ;

√ 1-7 années d'études, 37 % (- qu'ailleurs) ;

√ 8-11 années d'études, 29 % (+ qu'ailleurs) ;

√ 12-15 années d'études, 14 % ;

√ 16 années d'études et +, 14 % (+ qu'ailleurs)

##### Scolarité de la mère :

√ aucune instruction, 0 % ;

√ 1-7 années d'études, 36 % (- qu'ailleurs) ;

√ 8-11 années d'études, 43 % (+ qu'ailleurs) ;

√ 12-15 années d'études, 15 % ;

✓ 16 années d'études et +, 1 % (+ qu'ailleurs).

Tableau 33 : revenus des parents

✓ 59 % font plus de 4000 \$ / an (Laval 48 %, Sherbrooke 41 %)

✓ 23 % font 8000 \$ / an et plus (Laval 16 %, Sherbrooke 14 %)

Tableau 35 : nombre d'enfants (toutes les Universités)

✓ 70 % des étudiants questionnés font partie d'une famille oscillant entre 2 et 7 enfants.

✓ 54 % des étudiants questionnés font partie d'une famille oscillant entre 2 et 5 enfants.

✓ Font partie d'une famille de 10 enfants et plus = 13 % des étudiants.

Tableau 36 : rang de l'étudiant dans sa famille (naissance)

✓ Né dans les trois premiers de la famille : 70 %

✓ Né dans les cinq premiers : 84 %

Tableau 37 : nombre de frères et soeurs ayant fait études universitaires

✓ 70 % des étudiants questionnés ont un frère ou une soeur ayant fait des études universitaires,

✓ 20 % en ont 2.

Tableau 39 : logement et alimentation pendant année scolaire

47 % chez leurs parents

5 % chez de la parenté

12 % logis partagé

11 % logis seul (quasiment le double d'ailleurs)

10 % chambres chez étrangers : (- qu'ailleurs : 25 % Laval, 35 % Sherbrooke.)

Tableau 58 : transport

44 % utilisent transport public

17 % voyagent à pied

10 % voiture d'un ami

14 % ont leur propre voiture (+ qu'ailleurs)

## Annexe 2

### Appendice B : données sur l'Université de Montréal Informations particulières concernant les étudiants

Tiré de : P33/E1.24, Cf Jacques Brazeau, Jacques Dofny, Gérald Fortin et Robert Sévigny, «Rapport d'enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française du Québec» (enquête sociologique), Montréal, 1962, 80 p. (+ appendices).

#### Tableau 7 :

88 % des étudiants sont célibataires ;  
8 % mariés ;  
3 % religieux

#### Tableau 8 :

√ 83 % des étudiants ont entre 18 et 25 ans.  
√ Université de Montréal : 19 % des étudiants sont des femmes, (Rapport d'enquête, p. 6)  
√ Université de Montréal : 1/6 des étudiants de Montréal sont des ruraux. (Rapport d'enquête, p. 8)

#### Pourcentage des étudiants de chaque faculté ayant passé par le collège classique

(Toutes les Universités) :  
médecine 96 %  
droit 92 %  
lettres, philosophie, théologie 81 %  
sciences sociales 71 %  
arts paramédicaux 52 %  
pédagogie 42 %  
commerce 41 %  
sciences, génie 37 %  
agriculture et génie forestier 23 %. (Rapport d'enquête, p. 9)

#### Tableau 36 : rang de l'étudiant dans sa famille (naissance)

√ Né dans les trois premiers de la famille : 70 %  
√ Né dans les cinq premiers de la famille : 84 %

Tableau 37 : nombre de frères et soeurs avant fait études universitaires

√ 70 % des étudiants questionnés ont un frère ou une soeur ayant fait des études universitaires,

√ 20 % en ont 2.

Tableau 39 : logement et alimentation pendant année scolaire

47 % chez leurs parents

5 % parenté

12 % logis partagé

11 % logis seul (quasiment le double d'ailleurs)

10 % chambres chez étrangers : (- qu'ailleurs : 25 % Laval, 35 % Sherbrooke.)

2 % des étudiants. de l'UdeM demeurent dans la résidence des étudiants

(Rapport d'enquête, p. 17)

Tableau 58 : moyen de transport

44 % utilisent transport public ;

17 % voyagent à pied ;

10 % voiture d'un ami ;

14 % ont leur propre voiture (+ qu'ailleurs)

Tableau 62 : Faculté où l'étudiant est inscrit à l'Université de Montréal

29 % en Sciences, génie, Architecture

16 % en paramédical

12 % en Lettres, Philosophie, Théologie, Musique

10 % en Droit,

7 % en Médecine

8 % en Sciences sociales et Sciences religieuses

5 % en pédagogie et service social

8 % en commerce.

Tableau 88 :

√ Entre 74 % (Droit) et 98 % (Agriculture) des étudiants, selon leur faculté, n'ont reçu aucun salaire pendant l'année académique 1960-61.

Tableau 89 : heures de cours

51 % en méd. disent avoir 35 heures et plus par semaine.

59 % en agriculture

Tableau 99 :

√ 40 % des parents des filles étudiantes questionnées font 10000 \$ ou plus ;

√ 16 % chez les gars.

√ Chez les garçons, 69 % des parents font entre 2000 \$ et 7999 \$ / an. (toutes Universités francophones)

√ À travers les universités de langue française de la province, scolarité des parents :

pères. : peu ont des études universitaires : 4 % un baccalauréat ; 5 % ont une licence ou une maîtrise ; 3 % un doctorat.

mères. 1% baccalauréat ; 1 % licence ou maîtrise. (Rapport d'enquête, p 11)

Commentaire : il y forte mobilité sociale par rapport aux parents. Toutefois, 83 % des parents des étudiants de l'Université Sherbrooke pas de grade, 76 % Université Laval et 68 % Université de Montréal.

### Annexe 3

#### La Charte de l'Étudiant universitaire, 1961

Extraits tirés de : Quartier Latin, XLIV, 1, 19/09/61, p.12

#### Les droits

*Libre*, il est responsable de ses actes ; il doit jouir d'une complète liberté de pensée.

*Jeune*, l'étudiant a un droit strict à l'avenir ; il a droit, entre autres, d'influencer les institutions sociales et de contribuer à leur évolution. La jeunesse doit repenser toute valeur culturelle et toute structure sociale ; elle a donc droit au dialogue avec ses aînés.

*Intellectuel*, il a droit aux conditions matérielles nécessaires à la vie de l'esprit.

*Apprenti*, le travail intellectuel de l'étudiant doit être considéré par la société comme l'exercice d'une fonction sociale utile et importante. Il a droit à un enseignement adéquat.

*Universitaire*, l'étudiant a le droit d'exiger que le milieu universitaire joue son rôle social de formateur et de guide. Il serait plus simple de régler certains problèmes universitaires si l'on acceptait que les étudiants participent aux décisions de l'Université. L'Université est l'affaire de l'étudiant.

*Citoyen*, il a droit de participer à la vie publique, à la défense et au progrès du bien commun et de la démocratie.

#### Les devoirs

*Libre*, l'étudiant respecte et défend la liberté sous toutes ses formes. Il intègre et subordonne ses intérêts au bien commun.

*Jeune*, l'étudiant est responsable à l'égard des autres jeunes. Il prépare son avenir avec générosité et sens social et assure le renouvellement des idées. Il prépare la voie des plus jeunes que lui : il doit leur assurer une vie meilleure que la sienne.

*Intellectuel*, l'étudiant doit "produire" sur le plan intellectuel ; il doit être au fait de tous les problèmes sociaux.

*Apprenti*, l'étudiant a l'obligation d'acquérir la maîtrise de sa discipline propre ; il élargit ses horizons, donc intégrer sa spécialité à l'ensemble des sciences humaines et conçoit son rôle futur au service de la société et de la culture.

*Universitaire*, l'étudiant veille au respect de l'autonomie universitaire et de la liberté académique. Il voit à la bonne administration de l'Université. L'étudiant est partie intégrante de l'Université ; il doit donc collaborer activement à son évolution et à son expansion.

*Citoyen*, il doit protéger et faire progresser les valeurs culturelles et sociales de sa nation. L'étudiant doit participer à la vie politique.